

2 n11.2852.3

Université de Montréal

Diasporas et conflits internationaux

Les minorités russes et les relations russo-baltes

par

Isabelle Battaglia

Département de science politique

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maître ès sciences (M.Sc.)

septembre 2000

© Isabelle Battaglia, 2000



JA

39

W54

2001

N. 008

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé:

Diasporas et conflits internationaux.

Les minorités russes et les relations russo-baltes

présenté par:

Isabelle Battaglia

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes:

Président-rapporteur: Jean-Philippe Thérien
Directeur de recherche: Bahgat Korany
Membre du jury: Diane Ethier

Mémoire accepté le:

SOMMAIRE

L'effondrement de l'empire soviétique multiethnique a amené la création de nouveaux États dont les frontières politiques ne correspondent pas avec le paysage ethnique. Avec le nouveau découpage territorial des diasporas ont vu le jour : des groupes ethniques qui se sont retrouvés à l'extérieur de l'unité politique à laquelle ils appartiennent originellement. Cette situation a entraîné une nouvelle configuration des relations inter étatiques caractérisée par des tensions entre trois acteurs: les États nouvellement indépendants, les minorités ethniques établies dans ces États et les mères-patries de ces dernières. Le but de cette étude est de montrer que la variable ethnique a une incidence sur les relations internationales et qu'elle constitue un facteur conflictuel. Pour ce faire, nous avons choisi le cas des États baltes où la question des minorités russes se révèle particulièrement problématique. Nous émettons l'hypothèse que la présence de la diaspora russe dans les États baltes mène à des relations conflictuelles plutôt qu'harmonieuses entre la Russie et les républiques. Pour vérifier cette assertion, nous avons opté pour une approche historique afin de tracer les origines du conflit et démontrer que ce dernier est indissociablement lié au passé colonial. De même, nous avons adopté une méthode comparative pour mettre en évidence les variations entre les trois républiques baltes et montrer l'incidence de la variable ethnique sur les relations inter-étatiques.

Ainsi, nous montrons que la diaspora russe s'est affirmée comme un nouvel acteur social se différenciant du groupe majoritaire par ses caractéristiques identitaires et son appartenance ethnique. La présence des minorités russes dans les États baltes, particulièrement en Estonie et Lettonie où leur poids est important, constitue un nouveau dilemme de sécurité pour ces nouveaux États. Craignant que la diaspora ne menace leur identité, les leaders estoniens et lettons adoptent des politiques nationales discriminatoires, afin de créer des États-nations ethniquement homogènes. Le dilemme de sécurité qui s'établit au niveau intra-étatique se transpose au niveau inter-étatique car les dirigeants baltes craignent que leur souveraineté ne soit menacée par la Russie. La Fédération russe qui ne s'est pas départie de sa mentalité hégémonique utilise la question du « mauvais traitement » de sa diaspora pour légitimer ses velléités d'influence dans ces États, ce qui contribue à augmenter le conflit.

En montrant que le facteur ethnique influence les relations entre la Russie et les États baltes et qu'il constitue un élément conflictuel, nous démontrons que les acteurs non étatiques peuvent représenter une menace à la sécurité des États. Ceci nous permet de reformuler le modèle réaliste en introduisant la variable ethnique comme facteur d'instabilité internationale.

TABLE DES MATIÈRES

	P
SOMMAIRE.....	iii
TABLE DES MATIÈRES.....	iv
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES GRAPHIQUES.....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	viii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I: CADRE D'ANALYSE.....	9
I. Le Réalisme et la dimension conflictuelle des relations internationales.....	9
1. Les postulats.....	9
2. Une reformulation du modèle.....	16
II. Conflits identitaires: un nouveau dilemme de sécurité après la fin de la Guerre froide?.....	20
1. Identités et sécurité internationale.....	21
2. Diasporas et sécurité internationale.....	24
III. Relations nouveaux États et ancienne métropole: éléments communs et spécifiques.....	27
CHAPITRE II: LA GÉNÈSE DU CONFLIT: DE LA COLONISATION AUX INDÉPENDANCES DES RÉPUBLIQUES BALTES.....	31
I. La création de la nation socialiste: négation des spécificités nationales.....	32
1. Unification des conditions économiques et sociales par le biais de l'immigration.....	32
a. Déportations, collectivisation et reconstruction industrielle.....	33
b. Industrialisation intensive et urbanisation en Estonie et Lettonie.....	35
2. La russification comme moyen d'uniformisation culturelle.....	40
a. La politique des nationalités et l'éradication du nationalisme.....	41
b. Le statut politique et économique des Russes.....	44
c. La russification linguistique et culturelle.....	47
II. La quête des indépendances: une lutte contre l'extinction nationale.....	50
1. Le nationalisme balte: un nationalisme anti-russe.....	51
a. Le rejet des politiques de colonisation.....	51

b. L'expérience de la souveraineté.....	53
c. L'échec de l'économie planifiée.....	54
d. La Glasnost et la Perestroïka.....	55
2. La création des fronts populaires et l'affirmation identitaire.....	56
3. Le rôle des Russes dans l'accession aux indépendances en Estonie et Lettonie.....	58
CHAPITRE III: LA DIASPORA RUSSE: UN ÉLÉMENT DE CONFLIT ENTRE L'ANCIENNE MÉTROPOLE ET LES ÉTATS BALTES NOUVELLEMENT INDÉPENDANTS.....	62
I. L'émergence de la diaspora russe comme nouvel acteur.....	63
1. Une nouvelle minorité nationale.....	63
2. L'aspect identitaire et l'intégration aux républiques.....	66
3. Organisation politique.....	70
II. La question ethnique dans les États baltes: un nouveau dilemme de sécurité.....	73
1. La diaspora russe comme menace à l'identité nationale et à la construction de l'État-nation.....	73
a. La Lettonie et l'Estonie: deux sociétés ethniquement fragmentées.....	76
b. La Lituanie: un État relativement homogène.....	80
2. La sécurité des États baltes et l'aspect ethnique.....	82
III. La diaspora russe: un instrument hégémonique pour la Russie?.....	86
1. Position des différentes forces politiques russes sur la protection de la diaspora.....	87
a. Les décideurs.....	87
b. Les acteurs institutionnels.....	89
c. Les partis politiques.....	90
2. Le gouvernement de Yeltsin et la gestion du conflit.....	93
a. La double citoyenneté.....	94
b. Le concept de « compatriote ».....	96
c. La radicalisation du discours.....	96
CONCLUSION.....	100
BIBLIOGRAPHIE.....	111

LISTE DES TABLEAUX

P

TABLEAU I: Évolution de la composition ethnique par république (en %)	ix
TABLEAU II: Nationalités titulaires et groupes ethniques selon le recensement de 1989 (en %)	x
TABLEAU III: Nationalités titulaires et groupes ethniques selon le recensement de 1989 (en milliers)	x
TABLEAU IV: Composition de la population urbaine par république, 1959-1989 (en %)	xi

LISTE DES GRAPHIQUES

P

Graphique 1: Poids des minorités par rapport à la population de la Lituanie en 1989.....	xii
Graphique 2: Poids des minorités par rapport à la population de l'Estonie en 1989.....	xiii
Graphique 3: Poids des minorités par rapport à la population de la Lettonie en 1989.....	xiv

LISTE DES ABRÉVIATIONS

CEI: Communauté des États Indépendants

CSCE: Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

KGB: Comité pour la sécurité d'État (traduction)

NEI: Nouveaux États Indépendants

ONU: Organisation des Nations unies

OSCE: Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

OTAN: Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

ROL: Communauté russe de Lettonie

UE: Union européenne

URSS: Union des Républiques socialistes soviétiques

INTRODUCTION

L'effondrement définitif de l'URSS en 1991 a créé une situation nouvelle dans l'histoire. Aujourd'hui, les États issus du bloc soviétique sont confrontés à des défis et des changements d'une grande envergure. Ce nouvel état génère des difficultés considérables pour les Nouveaux États Indépendants (NEI) qui se trouvent dans une situation de transition exceptionnelle. D'abord, ils font face à la transformation d'un empire en États indépendants. Ensuite, le passage d'un système communiste très centralisé à une économie de marché s'avère difficile. Enfin, la transition d'un système totalitaire à un système démocratique constitue un autre défi de taille. Ainsi, d'un côté, l'abandon du marxisme-léninisme et le processus de démocratisation des NEI a accru les possibilités de coopération, transcendant les inimitiés de la Guerre froide. D'un autre côté, la grande instabilité des États en formation et les tensions croissantes qui s'établissent entre eux ont créé un risque sérieux de conflits armés et de guerres civiles. Dorénavant, les relations entre les républiques ne relèvent plus du domaine de la politique intérieure, elles se sont transformées en relations entre États. Ce changement fondamental a des implications considérables dans la mesure où les États ont à leur disposition une puissance militaire et détiennent le monopole de l'utilisation de celle-ci. Les NEI évoluent dès lors dans un environnement « anarchique », où aucune autorité centrale n'est capable de régler les relations inter-étatiques.

En outre, le caractère multiethnique de l'empire soviétique constitue aujourd'hui un problème d'une envergure considérable car c'est un aspect central qui façonne les relations internationales dans la région. Avec l'effondrement du régime soviétique en 1991, la question des nationalités a pris un sens nouveau. En effet, la création des nouveaux États a mené à l'établissement de frontières politiques ne concordant pas toujours avec le paysage ethnique. Ce découpage territorial a eu des conséquences majeures sur les différentes nationalités de l'URSS. Plusieurs millions de personnes se sont retrouvés à l'extérieur de l'unité politique à laquelle originellement ils appartiennent. Ces groupes sont devenus des diasporas ou, en quelque sorte, les morceaux d'une nation dans une autre.

Cette situation a donné lieu à une nouvelle configuration des relations internationales caractérisée par des tensions entre les nouveaux États composés de minorités ethniques et les mères-patries de ces dernières. Ces relations conflictuelles n'impliquent pas seulement deux, mais trois parties: **les nouveaux États**, ethniquement hétérogènes, qui visent à promouvoir leur langue, leur culture, leur position démographique et leur autonomie politique; **les minorités nationales** résidant dans ces États qui revendiquent une autonomie culturelle ou territoriale et qui s'opposent aux politiques d'assimilation ou

discriminatoires; et **les mères-patries** de ces minorités qui protestent contre les discriminations dont leurs diasporas se sentent être l'objet et affirment leur droit à défendre leurs intérêts.

Le type de relations triangulaires qui s'établit entre les nouveaux États, les diasporas et les mères-patries prend différentes formes suivant les républiques et les minorités impliquées. Depuis la fin de l'empire, ce sont les questions concernant les minorités russes qui se sont avérées les plus problématiques. L'effondrement de l'URSS a fait du statut des Russes l'un des plus sérieux problèmes et est devenu un point central dans les relations entre les NEI. Certes, les russophones ne sont pas devenus la cible de violences directes et n'ont pas été impliqués dans des conflits sanglants mais leur présence dans les républiques constitue l'un des plus grands facteurs d'instabilité dans la région de l'ex-URSS. D'abord, parce qu'ils représentent un enjeu de taille de par leur nombre: vingt-cinq millions de russophones sont dispersés dans toutes les républiques. Ensuite, parce qu'ils sont originaires d'une ancienne puissance impériale et de la nation dominante de la région, tant au niveau économique que militaire. Aux yeux des leaders des républiques, la diaspora russe représente l'ancienne puissance occupante. Les nouvelles républiques voient, et avec raison, la Russie comme un État potentiellement révisionniste. En effet, une des plus grandes nations européennes qui a une longue tradition de domination impériale se retrouve soudainement déparée de ses territoires, avec un groupe vulnérable à sa périphérie. La perte de l'empire est vécue comme une humiliation par certains segments de la société russe, sentiment qui est renforcé par la crise économique et politique que vit actuellement la Russie. Progressivement, on a assisté à l'émergence d'un nationalisme croissant en Russie mis de l'avant par les nostalgiques de l'Union. Ceci peut avoir des conséquences graves, non seulement pour la Russie, mais aussi pour la stabilité internationale dans la région de l'ex-URSS. Il suffit de se rappeler comment un sentiment similaire a été exploité par l'Allemagne nazie après la Première guerre mondiale. Une analogie plus récente peut être tracée avec la montée du nationalisme serbe après la désintégration de la Yougoslavie et ses conséquences sur la sécurité internationale. Dans ce contexte, la Russie est aujourd'hui, parmi tous les successeurs de l'URSS, l'État dont le potentiel révisionniste est le plus grand.

Les États baltes font partie des républiques où la question des minorités russes s'est révélée la plus problématique, particulièrement en Lettonie et en Estonie. La question de la diaspora russe est devenue un élément central de discord dans les relations entre les républiques baltes et la Russie. Ceci nous amène à formuler notre hypothèse de recherche de la manière suivante: **la présence des minorités russes dans les États baltes mène à des relations conflictuelles plutôt qu'harmonieuses entre la Russie et les républiques.** Nous tenons à préciser que notre étude traite la Russie comme une

puissance hégémonique. Nous ne pouvons, pour des raisons d'espace, nous attarder sur les conditions internes propres à la Russie. Nous mettons l'accent sur les États baltes car c'est sur leur territoire que sont établies les minorités et c'est le lieu concret du conflit. Ainsi, si le réalisme, l'école la plus établie des relations internationales, a souligné la dimension conflictuelle comme étant la caractéristique dominante des relations inter-étatiques, les États ne sont pas des boules de billard et les conflits sont fonction de la constitution ou du type de société même des États.

Les États baltes, avec une population totale de 8.8 millions d'habitants, sont parmi les plus petits États post-soviétiques. Possédant chacun leur langue, leurs traditions et leur religion propres, ils sont très différents sur les plans ethnolinguistique et culturel¹. Malgré ces différences, les États baltes forment un ensemble relativement homogène car ils partagent des expériences historiques et des caractéristiques socio-économiques semblables². D'abord, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont tous trois subi, au cours de l'histoire, la domination des puissances hégémoniques voisines (la Suède, la Pologne, l'Allemagne et la Russie). Ensuite, ce sont les seuls États à avoir accédé à l'indépendance durant l'entre-deux guerres (1918-1940). Puis, ils sont les plus européens, les plus industrialisés et ils jouissent du niveau de vie le plus élevé. Enfin, de par la présence de mouvements nationalistes forts, ils ont été les premiers à accéder à l'indépendance en 1990³. C'est pourquoi nous avons choisi de les traiter comme une entité, tout en identifiant les éléments spécifiques à chacune des situations. On peut identifier trois éléments spécifiques qui différencient les républiques baltes:

- 1) Le degré du nationalisme
- 2) Le poids des minorités
- 3) l'intégration de la diaspora russe

Tout d'abord, le nationalisme en Lituanie a émergé plus tôt que dans les deux républiques voisines. Ceci s'explique par la prédominance de l'Église catholique qui a lié la religion au nationalisme⁴. Il en a résulté l'émergence d'un fort sentiment d'appartenance à la nation lituanienne, au début du XIX ième siècle. Sentiment qui est fortement lié à la domination de la Pologne et à la présence d'une communauté polonaise importante. La conscience nationale n'est apparue que plus tard en Lettonie et Estonie, vers la fin du XIX ième siècle. Le nationalisme était donc plus avancé en Lituanie que dans les deux autres républiques. Celui-ci s'est renforcé encore davantage, lorsque Staline a tenté de détruire l'Église

¹ SMITH., G., The Nationalities Question in the Post-Soviet States, 1994, p. 127.

² LOROT., P., Les pays baltes, Paris, Que sais-je?, 2 ème ed., PUF, 1991, p. 5.

³ SMITH., OP.CIT., p. 127.

⁴ KRICKUS, R., "Lithuania : Nationalism in the Modern Era", in BREMMER, I., et al., Nations and Politics in the Soviet Successor States, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 160.

catholique en Lituanie. Cela a augmenté l'activisme des Lituaniens dans leur lutte contre le communisme. Il en a résulté la formation d'une résistance lituanienne unie et bien organisée. L'Église, en prenant directement part au conflit contre le gouvernement central, a permis de consolider le nationalisme lituanien. Elle a constitué un puissant ciment d'unité à la nation lituanienne en renforçant le sentiment d'appartenance. En Estonie et Lettonie, le christianisme aussi était prédominant. Néanmoins, les Églises étaient plus nombreuses et aucune ne dominait⁵. La cohésion nationale était beaucoup moins forte et le nationalisme ne s'est pas exprimé de manière aussi unifiée. Comme nous le verrons, la Lituanie est parvenue plus facilement à résister aux Soviétiques et, de ce fait, à leur politique de russification. Dans ce contexte, le processus d'industrialisation et d'urbanisation n'a pu être mis en place que bien plus tard et n'a pas pris la même ampleur qu'en Estonie et Lettonie. Ceci nous amène au deuxième élément spécifique, à savoir le poids des minorités. En opposant une résistance au gouvernement central, la Lituanie n'a pas subi une immigration russe aussi importante qu'en Estonie et Lettonie. Dans cet État, le poids de la diaspora russe (9.4%) par rapport aux populations locales est donc beaucoup moins significatif que dans les deux autres républiques (30.2% en Estonie et 34% en Lettonie). De plus, la Lituanie, contrairement à ses voisins, a été au cours de son histoire dominée par la Pologne. La présence d'une communauté polonaise importante représente, aux yeux des Lituaniens, un plus grand problème que les minorités russes. Le nationalisme lituanien s'exprime donc à la fois comme un nationalisme anti-polonais et anti-russe⁶. Enfin, le troisième aspect spécifique concerne l'intégration de la diaspora russe dans les États baltes. C'est en Lituanie que les Russes sont les mieux intégrés. Trois facteurs explicatifs justifient le fait que le degré d'intégration des Russes soit plus important dans cet État. Le premier concerne la période d'établissement des immigrants. En effet, une grande partie des Russes de Lituanie s'est établie durant l'entre-deux-guerres, alors que dans les deux autres États baltes la majorité est arrivée plus tard, sous le règne soviétique. Ainsi, établie plus tôt en Lituanie, la communauté russe s'est mieux intégrée. Ensuite, le poids des minorités russes par rapport à la population locale étant beaucoup plus faible en Lituanie qu'en Estonie et Lettonie, l'intégration a été facilitée. La Lituanie, étant moins industrialisée et moins urbanisée, les Russes étaient davantage dispersés et avaient plus de contacts avec les Lituaniens. Par contre, en Estonie et Lettonie, les immigrants russes, essentiellement des travailleurs industriels, se sont regroupés dans les villes et

⁵ En Estonie, l'Église luthérienne et l'Église orthodoxe étaient les plus présentes. En Lettonie, à ces deux Églises s'ajoutait l'Église catholique.

⁶ Certains leaders polonais revendiquent une autonomie politique pour leur communauté. Face à cette situation, le gouvernement lituanien a adopté une position radicale à l'égard des militants polonais et a dissout les conseils locaux dans deux districts (PRAZAUSKAS, A., « The Influence of Ethnicity on the

n'ont pas établi de liens avec les communautés locales. Finalement, le troisième facteur concerne la langue. En Lituanie, tout comme en Lettonie, la langue est Indo-européenne, ce qui a facilité son apprentissage par les Russes. En Estonie, par contre, la langue est d'origine finno-ougrienne et beaucoup plus complexe à apprendre, ce qui constitue un frein à l'intégration des Russes. En Lituanie, les Russes ont appris la langue locale et ont pu ainsi établir un contact avec les Lituaniens, ce qui a favorisé leur intégration.

Ainsi, le degré de nationalisme, la nature des changements démographiques et le degré d'intégration des minorités sont trois facteurs qui, aujourd'hui, influencent le conflit avec Moscou.

Afin de vérifier notre hypothèse, nous avons divisé notre recherche en trois chapitres. Le premier chapitre constitue la partie théorique du mémoire. Dans cette section nous nous attardons à définir des concepts et à élaborer des hypothèses nous permettant d'expliquer le phénomène diasporique. Tout d'abord, nous présentons les postulats du réalisme afin de proposer une reformulation du modèle et de l'adapter à notre étude. Nous considérons que le réalisme est l'approche qui rend le mieux compte de la dimension conflictuelle des relations internationales. Cependant, sa principale limite réside dans le fait qu'il n'envisage la menace à la sécurité des États que comme relevant uniquement des acteurs étatiques. En introduisant l'aspect ethnique comme facteur d'instabilité internationale, le modèle réaliste est dès lors reformulé pour être applicable à notre cas. Nous montrons que les conflits indentsitaires peuvent constituer un dilemme de sécurité pour les États, que les diasporas jouent un rôle sur les relations internationales et peuvent devenir un élément primordial de conflit. Cette approche nous permet de reconsidérer la méthodologie traditionnellement utilisée pour l'étude de la question nationale en URSS, centrée sur l'État soviétique, et de nous attarder sur les nations. Il existe une vaste littérature sur l'ethnicité, la formation de la nation et sur le nationalisme dans les sociétés dites « capitalistes », mais les connaissances de ces mêmes phénomènes dans les sociétés post-communistes demeurent relativement partielles. Ensuite, nous montrons que certaines circonstances spécifiques, à savoir l'idéologie qui a guidé le colonialisme soviétique et les considérations géopolitiques, rendent l'aspect conflictuel entre l'ancienne métropole et les États en construction encore plus grand.

Le second chapitre présente la genèse du conflit à travers une analyse du processus historique général et des expériences particulières de chacun des acteurs impliqués. L'histoire laisse des marques indélébiles qui façonnent les relations internationales contemporaines. Il était donc important d'étudier le concept de diaspora dans sa dimension historique et politique. D'abord, pour comprendre les positions de chacun des acteurs. Ensuite, pour montrer de quelle façon le conflit

est intrinsèquement lié au processus de construction de l'État-nation. Ainsi, dans cette partie, nous expliquons comment le phénomène de la diaspora russe a émergé. Dans les républiques baltes, à partir de 1940, l'immigration des Russes a été favorisée par les dirigeants soviétiques pour répondre à deux considérations primordiales. D'abord, il fallait satisfaire aux besoins de main-d'œuvre que nécessitait l'objectif d'une industrialisation rapide des républiques. Ensuite, il fallait tenter d'uniformiser les sociétés autour d'un noyau russe afin d'enrayer les contestations qui étaient particulièrement présentes dans les États baltes. Les politiques de colonisation soviétique ont eu pour résultat de créer des républiques multiethniques, particulièrement en Estonie et en Lettonie. Le poids des russophones par rapport à la population locale est important dans ces deux États et, de surcroît, ils ne se sont pas intégrés. Le cas de la Lituanie est néanmoins très différent car les Russes ne constituent qu'une faible part de la population et sont assez bien intégrés. Ainsi, ce chapitre met en évidence que la politique de colonisation soviétique, intrinsèquement liée à l'idéologie communiste, revêt une dimension capitale pour expliquer les politiques post-soviétiques et le conflit actuel. La doctrine communiste mettait l'accent sur les intérêts communs des peuples soviétiques en minimisant l'importance des identités ethniques, ce qui a eu un impact sur la forme des revendications nationales des républiques. Les nationalistes ont craint pour la survie de leur identité et ont présenté l'indépendance nationale comme un processus de décolonisation.

Le troisième et dernier chapitre vise à montrer l'impact international du conflit identitaire. Dans un premier temps, nous effectuons un portrait de la diaspora russe dans les républiques baltes. Après la chute du régime, les Russes des États baltes, de groupe dominant, se sont transformés en minorité ethnique. Cette nouvelle situation implique des ajustements psychologiques, politiques et économiques difficiles de leur part. D'un point de vue identitaire, la communauté russe est fragmentée et a développé une double allégeance qui s'exprime par un attachement à la fois à leur république de résidence et à leur mère-patrie. Cette dualité d'identification rend difficile leur intégration aux républiques et suscite des inquiétudes de la part des leaders baltes. En même temps, elle constitue un frein à leur capacité de s'organiser politiquement.

Dans un deuxième temps, nous montrons que la question ethnique dans les États baltes est l'une, voir la plus importante, des préoccupations des dirigeants de ces nouveaux États, particulièrement en Lettonie et Estonie. Compte-tenu du contexte historique, aujourd'hui les Estoniens et les Lettons affirment une volonté de revanche face aux anciens "colons" et rejettent tout ce qui leur rappelle leur annexion à l'Union soviétique. La présence des minorités russes est perçue par les Baltes comme une menace à leur identité et à leur souveraineté. Ils accusent la diaspora russe de double allégeance et lui

reprochent de mettre ainsi un frein à la construction de l'État-nation. De plus, les Baltes craignent que cela ne donne une excuse à la Russie pour intervenir sur leur territoire. D'ailleurs, ces craintes se sont renforcées avec l'intervention militaire de la Fédération russe dans ces États en 1991. C'est pour ces deux raisons que les nouvelles républiques mettent en oeuvre des politiques sur la citoyenneté et la langue qui sont restrictives et discriminatoires, souhaitant ainsi favoriser le départ des Russes vers la Russie.

La position de la Russie est développée dans la dernière partie de ce chapitre. La Fédération russe a tout intérêt à ce que ses minorités demeurent dans les nouveaux États. D'abord, elle cherche à dissuader l'utilisation des politiques discriminatoires dans les États baltes car elle craint que cela ait un effet « boule de neige » entraînant un retour massif des russophones. L'immigration de vingt-cinq millions de Russes en Russie aurait des conséquences majeures sur le pays et constituerait une menace à la sécurité dans la région. Ensuite, la Fédération voit un avantage certain à établir des relations spéciales avec sa diaspora afin de se constituer des zones d'influence dans le « Proche-étranger ». Ainsi, la Russie conçoit la défense des intérêts de sa diaspora comme un moyen de perpétuer son hégémonie. Dans ce contexte, la présence des minorités russes est l'un des principaux éléments de discorde entre la Russie et les nouveaux États baltes indépendants.

Afin de démontrer que la présence de la diaspora russe rend difficile l'établissement de relations harmonieuses entre les républiques baltes et la Russie, nous avons adopté une approche historique et relationnelle. L'approche historique nous a permis de tracer la genèse du conflit. L'analyse du contexte de l'histoire est fondamental pour comprendre le phénomène diasporique et ses implications au niveau international. Comme le souligne Dawiska, l'histoire influence le comportement des États au moins de deux façons. Premièrement, comme processus naturel et social, l'histoire crée des réalités physiques et sociales requérant des actions politiques et contraignant les choix des leaders parmi certaines réponses. Ainsi, l'histoire a créé un brassage de groupes ethniques sur le territoire de l'URSS qui demande une attention particulière des dirigeants et diminue les possibilités d'instaurer de nouveaux États stables, basés sur des populations ethniques homogènes. Deuxièmement, comme mémoire sociale, l'histoire influence l'agenda politique des États en façonnant les perceptions des problèmes des sociétés. Elle joue un rôle important sur les décisions des leaders, même lorsqu'il font des choix sans avoir conscience des références historiques des événements⁷. Par exemple, les politiques des nationalités sous-tendues par l'idéologie communiste ont laissé des marques profondes sur les sociétés post-soviétiques et dictent encore aujourd'hui le comportement des acteurs.

⁷ DAWISKA, K & PAROTT, B., Russia and the New States of Eurasia, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 23.

De même, notre démarche se veut explicative dans la mesure où nous étudions la diaspora russe dans les trois États baltes, tout en effectuant une comparaison. Ainsi, en analysant les variations entre les républiques, nous mettons en évidence les similitudes et les différences entre les trois cas étudiés. Cela nous permet de voir si les circonstances spécifiques jouent un rôle et de procéder à des généralisations. La méthode comparative a pour avantage de distinguer les composantes systématiques de celles qui ne le sont pas, les éléments centraux des éléments périphériques. En même temps, nous avons tenté de décrire la dynamique des relations entre les trois acteurs (républiques, diaspora, Russie) et de les expliquer à l'aide de la théorie. Nous avons adopté cette méthode pour deux raisons. D'abord, partageant des caractéristiques socio-historiques communes, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie sont comparables. Ensuite, ces États sont représentatifs de deux types de situation: le cas d'un État où le poids de la diaspora est faible et qui cherche à l'intégrer (Lituanie) et les cas de deux États où le poids de la diaspora est important et qui cherchent à favoriser son départ (Lettonie, Estonie).

En outre, si notre approche s'inscrit dans le champ d'étude des relations internationales, elle se veut pluridisciplinaire. Selon nous, l'analyse d'un groupe ou d'une force sociale ne peut être circonscrite à l'intérieur des limites subjectives d'une discipline. C'est pourquoi nous puisons dans des domaines aussi divers que l'histoire, le droit, la sociologie et la démographie. En ce sens, nous nous démarquons du courant réaliste qui tend à isoler les variables de leur contexte historique, social et culturel. Ce choix relève d'une volonté de rendre compte le mieux possible de la réalité.

CHAPITRE I: CADRE D'ANALYSE

I. Le réalisme et la dimension conflictuelle des relations internationales

1. Les postulats

L'utilisation de la force a été, à travers l'histoire, une constante qui a régi les relations internationales. Depuis l'Antiquité, philosophes et chercheurs ont cherché à comprendre les causes des guerres. Le Réalisme est l'approche qui, traditionnellement, a dominé le champ d'étude des relations internationales⁸. Ce courant de pensée privilégie la dimension conflictuelle comme étant inhérente à tout système international. Prenant comme point de départ quelques caractéristiques intrinsèques de la nature de l'homme, le Réalisme conçoit l'existence d'un ordre social relatif au niveau interne qu'il est impossible d'instaurer dans les relations inter-étatiques. S'il en est ainsi, c'est parce que les États sont supposés être souverains et ont pour principal souci d'assurer leur survie. Ne pouvant compter que sur eux-mêmes, les États évoluent dans un environnement anarchique où la violence est la norme. En l'absence d'une autorité suprême régissant les relations internationales, la force s'impose comme le principal arbitre du système. Cette conception révèle une vision statique des relations internationales où les risques de guerres sont constants et les conflits immuables. En d'autres termes, la société internationale est foncièrement anarchique et en état de guerre permanent. Ainsi, en mettant l'accent sur l'aspect conflictuel des relations internationales, le réalisme s'est tout naturellement imposé comme La théorie des conflits internationaux. Trouvant ses origines dans la Grèce antique, particulièrement dans l'oeuvre de Thucydide (« *l'histoire de la guerre du Péloponnèse* »), son histoire n'est pas récente⁹. Par la suite, l'approche s'est développée avec les contributions de Nicolas Machiavel (1469-1527) (« *Le Prince* »), de Thomas Hobbes (« *Léviathan* », 1651), de Hans Morgenthau (« *Politics among nations* », 1948) de Raymond Aron (« *Paix et guerre entre les nations* », 1962), et du néo-réaliste Kenneth Waltz (« *Theory of International Politics* »), pour ne citer que les plus marquantes.

Au centre de l'analyse réaliste la question de la nature humaine est primordiale dans la mesure où cette dernière détermine l'organisation des sociétés et est à la source des conflits. Pour les Réalistes, la méchanceté et l'égoïsme sont des constantes de la nature de l'homme. À ce titre, Machiavel affirmait: « *tous les écrivains qui se sont occupés de législation-et l'histoire est remplie d'exemples qui les appuient- s'accordent à dire que quiconque veut fonder un État et lui donner des lois*

⁸ Il est important de préciser que le réalisme repose sur trois postulats de base: a) Les États sont les principaux acteurs du système international. b) Les États sont des entités rationnelles. c) Les questions de sécurité nationale dominent l'agenda politique des États.

doit supposer d'avance les hommes méchants et toujours prêts à déployer ce caractère de méchanceté toutes les fois qu'ils en trouveront l'occasion»¹⁰. Les hommes n'agissent honnêtement que s'ils y sont contraints, la morale n'existe pas où il n'y a pas d'État. Ainsi, c'est dans la nature méchante et égoïste de l'homme que les conflits trouvent leurs causes profondes. Comme Morgenthau l'écrivait: « la politique, comme la société en général, est gouvernée par des lois objectives qui ont leurs racines dans la nature humaine »¹¹.

De cette conception pessimiste du monde, il en découle une dichotomie fondamentale entre la société internationale et les sociétés nationales. Dans les sociétés nationales, à l'origine, les hommes vivaient à l'état de nature. Comme le note Hobbes: « (...) Sans un pouvoir commun qui les tienne tous en respect ils (étaient) dans cette condition qui se nomme guerre, et cette guerre (était) guerre de chacun contre tous »¹². Ainsi, il n'existait pas de pouvoir organisé qui pouvait garantir leur sécurité et imposer l'ordre. Guidés par leur raison (instinct de survie), les hommes ont conclu un contrat social afin de quitter l'état naturel et d'entrer en société. Par ce pacte, ils confiaient leur pouvoir et liberté à une autorité qui leur garantissait en retour une protection. Dans la société internationale, par opposition, n'ayant pas confié leur souveraineté à une autorité supérieure, les États ne sont pas sortis de l'état de nature et sont toujours guidés par leur instinct de survie. En l'absence d'un contrat social international, c'est l'anarchie qui dicte les relations inter-étatiques. En ce sens, la société nationale et la société internationale ne peuvent être confondues; au contraire, tout les oppose. L'une est ordonnée et repose sur un contrat social, alors que l'autre est anarchique et basée sur des rapports de force¹³. À ce sujet, Raymond Aron affirme dans son ouvrage « *Paix et guerre entre les nations* »:

« Tant que l'humanité n'aura pas accompli son unification dans un État universel, il subsistera une différence essentielle entre politique intérieure et politique étrangère. Celle-là tend à réserver le monopole de la violence aux détenteurs de l'autorité légitime, celle-ci accepte la pluralité des centres de forces armées. La politique en tant qu'elle concerne l'organisation intérieure des collectivités, a pour fin immanente la soumission des hommes à l'empire de la loi. La politique dans la mesure où elle concerne les relations entre États semble avoir pour signification -idéal et objectif à la fois- la simple survie des États face à la

⁹ COLARD, D., *Les relations internationales de 1945 à nos jours*, Paris, Masson, 1993, p. 30.

¹⁰ MACHIAVEL, N., *Discours sur la première décade du Tite-Live*, Paris, Flammarion, 1985, p. 43.

¹¹ MORGENTHAU, H., « Une théorie réaliste de la politique internationale », in BRAILLARD, P., *Théorie des relations internationales*, Paris, PUF, 1977, p. 83.

¹² HOBBS, T., *Léviathan*, Paris, Édition Sirey, 1971, pp. 122-123.

¹³ Le réalisme s'impose comme une théorie politique qui divise le monde en deux sphères distinctes: *high* et *low politics*. L'une relève du domaine de la politique à l'intérieur de l'État (*low politics*), où la société peut évoluer; l'autre concerne le domaine de la politique à l'extérieur de l'État (*high politics*), en d'autres termes, les relations internationales. Compte-tenu de l'anarchie du système, l'aspect conflictuel des relations inter-étatiques demeure immuable et relève inévitablement d'une lutte pour le pouvoir. C'est pourquoi, pour les réalistes, les relations internationales, caractérisées par des rivalités et antagonismes permanents se distinguent de toutes les autres relations sociales et occupent une sphère indépendante de l'étude des conflits internationaux.

menace que créé l'existence des autres États (...). Les États ne sont pas sortis de leurs relations mutuelles, de l'état de nature. Il n'y aurait plus de théorie des relations internationales s'ils en étaient sortis »¹⁴.

Il en découle que « (...) *La société internationale (étant) caractérisée par l'absence d'une instance qui détienne le monopole de la violence légitime* »¹⁵, c'est le désordre qui prévaut, l'anarchie¹⁶. C'est là qu'intervient le concept de souveraineté, si cher aux réalistes, et qu'il revêt toute son importance. En effet, c'est parce que les États sont souverains qu'ils détiennent le monopole de la violence et qu'« *être souverain c'est déterminer soi-même l'extension de son pouvoir, c'est décider soi-même de la guerre et de la paix* »¹⁷. Cela mène à une situation d'insécurité où les États se sentent continuellement menacés. À ce titre Hobbes affirmait:

« (...) À tous moments les rois et les personnes qui détiennent l'autorité souveraine sont à cause de leur indépendance dans une continuelle suspicion et dans la situation et la posture des gladiateurs, leurs armes pointées, les yeux fixés sur l'autre: je veux ici parler des forts, des garnisons, des canons qu'ils ont aux frontières de leurs royaumes et des espions qu'ils entretiennent continuellement chez leurs voisins, toutes choses qui constituent une attitude de guerre »¹⁸.

Dans ce contexte, les États cherchent avant tout à assurer leur survie et à maximiser leurs intérêts, ce qui explique la dimension conflictuelle des relations internationales. La maximisation des intérêts passe par la quête de la puissance. En d'autres termes, le Réalisme, définit le concept d'intérêt en terme de puissance¹⁹. Aussi longtemps que le système international sera constitué d'États, les relations entre ces derniers seront façonnées par la quête de la puissance. Dans un environnement anarchique, c'est la lutte pour le pouvoir, la recherche de la puissance, qui dicte le comportement des États et les relations internationales²⁰. Comme l'affirmait Morgenthau: « *Whatever the ultimate aims of international politics, power is always the immediate aim* »²¹. De même, Machiavel déclarait: « *(un) prince sage (...) doit mettre son industrie à amasser un capital qui le puisse secourir en l'adversité, afin que quand la fortune lui tournera le dos, elle le trouve prêt à résister à sa*

¹⁴ ARON, R., Paix et guerre entre les nations, Paris, Édition Calmann-Levy, 1962, p. 19.

¹⁵ ARON, R., « Quest-ce qu'une théorie des relations internationales? », Revue française de science politique, vol. 17, 1967, p. 100.

¹⁶ D'après les Réalistes, seule l'instauration d'une autorité suprême qui réglerait le système international serait la condition à l'établissement de l'ordre.

¹⁷ ARON., op.cit., 1962, p. 575.

¹⁸ HOBBS., op.cit., p. 126.

¹⁹ Le concept d'intérêt défini en terme de puissance est central dans l'analyse réaliste car il permet de comprendre la politique étrangère en l'isolant, en faisant abstraction des autres aspects et en se concentrant sur les relations inter-étatiques.

²⁰ Si le concept d'intérêt défini en terme de puissance est central dans l'analyse réaliste, il est important de souligner qu'il n'existe pas de consensus entre les tenants de cette approche sur une définition commune de ce terme.

furie »²² La survie passe donc nécessairement par la quête et la maximisation de la puissance. Ainsi, pour les réalistes, cette lutte pour le pouvoir implique que les relations inter-étatiques soient fondamentalement conflictuelles.

En mettant de l'avant l'aspect anarchique et conflictuel des relations internationales, le réalisme a fourni un cadre d'analyse simple. Procurant une synthèse conceptuelle en quelques lois générales, il s'est révélé très attrayant pour les chercheurs dans le domaine des relations internationales. Kenneth Waltz²³, généralement associé à l'école néo-réaliste, a allié à la clarté du modèle une grande rigueur méthodologique qui ont fait de lui l'un des tenants contemporains les plus marquants de cette école. En proposant une analyse structurelle du système international dont les États constituent les unités, Waltz a permis au réalisme d'évoluer. Il s'est démarqué de ses prédécesseurs en mettant l'accent davantage sur le système international que sur l'État²⁴. En quelque sorte, il a élargi l'objet d'étude traditionnel du Réalisme, en privilégiant le système international²⁵ comme niveau d'analyse. Contrairement aux réalistes classiques qui ont tenté de comprendre le monde en analysant l'évolution des pratiques des acteurs étatiques, Waltz, lui, conçoit l'existence d'une réalité plus stable et structurée où les actions deviennent un objet d'analyse indépendant. Ainsi, son originalité a été d'utiliser l'analyse systémique afin de déterminer les causes structurelles des conflits. Sa principale contribution a été de démontrer que l'aspect conflictuel des relations internationales était causé par la structure et non pas, comme d'autres réalistes, par les caractéristiques propres aux États ou la nature humaine. Il a montré que les conflits et antagonismes inhérents aux relations inter-étatiques s'expliquent par l'influence de trois variables structurelles: l'anarchie, la souveraineté des États et la distribution de la puissance²⁶.

Le principe qui régit les relations internationales est l'anarchie, et non la hiérarchie. Contrairement à la structure politique nationale qui bénéficie d'institutions gouvernementales, le système international lui n'en a pas. Waltz affirme: « *International politics, in contrast, has been called politics in the absence of government* »²⁷. Les États étant formellement égaux les uns aux autres, aucun ne possède la légitimité de diriger ni l'obligation d'obéir. « *The parts of international political systems stand in relations of coordination. Formally each is the equal of all others. None is entitled to command;*

²¹ MORGENTHAU, H., Politics among Nations, New York, Sixth Edition, 1985, p. 31.

²² MACHIAVEL, N., Le Prince, Paris, Gallimard, 1980, pp. 97-98.

²³ WALTZ, K., Theory of International Politics, Addison-Wesley, Reading Mass, 1979.

²⁴ Il faut toutefois noter que, dans la conception waltzienne, l'État demeure l'unité la plus importante du système international.

²⁵ Pour Waltz, le système international est composé d'une structure et d'un ensemble d'unités (États) en interaction.

²⁶ Selon Waltz, ces trois variables structurelles sont fondamentales pour étudier l'interaction des unités et en faire un objet d'étude indépendant. Ceci permet de distinguer les variables au niveau des unités et les variables au niveau du système. En procédant de la sorte Waltz montre comment les unités du système sont positionnées de même que les effets de la structure sur le processus, afin d'identifier les causes systémiques des conflits (Waltz., pp. 79-80).

none is required to obey. International systems are decentralized and anarchic »²⁸. Si l'anarchie domine le système international, elle n'est cependant pas primordiale en soi car ce sont les États qui la causent. Un système anarchique émerge dès que les unités du système commencent à interagir. Puisqu'il n'y a pas de hiérarchie entre les États et d'autorité suprême, ceux-ci cherchent à assurer leur survie et la structure anarchique se reproduit. Ainsi, Waltz déclare: « (...) *States seek to ensure their survival. (...) Survival is a prerequisite to achieving any goals (...)* »²⁹. A ce titre, la différence entre le niveau national et le niveau international réside dans le fait que les citoyens d'un État n'ont pas besoin de se défendre alors que les acteurs étatiques doivent être toujours prêts à le faire, compte-tenu de l'absence d'une autorité suprême. Contrairement à ses prédécesseurs, Waltz considère que la distinction entre *low* et *high politics* ne doit pas se faire en fonction de l'utilisation ou non de la violence par les États mais en fonction des différences dans la structure³⁰. Le système international évolue dans ce que Waltz appelle un système de « *self help* » qui est absent au niveau national. Dans un système de *self help*, les unités sont préoccupées par leur survie, ce qui conditionne leurs comportements. Les États sont placés devant un dilemme de sécurité où la recherche de sécurité des uns cause l'insécurité des autres. « *A self help system is one in which those who do not help themselves, or who do so less effectively than others, will fail to prosper, will lay themselves open to dangers, will suffer* »³¹. « *If force is used by one state or its use is expected, the recourse of other states is to use force or be prepared to use it singly or in combination* »³². En conséquence, l'utilisation de la force n'est pas une fin en soi mais un moyen de se protéger³³. C'est n'est donc pas parce que les États cherchent à maximiser leur puissance que les relations qui s'établissent entre eux sont fondamentalement conflictuelles. C'est parce qu'ils se sentent menacés par la prévalence d'une structure anarchique et d'une norme de *self help*.

La caractéristique des unités du système international est la souveraineté³⁴. Les États, en tant qu'unités souveraines du système politique international, ne se différencient pas par leur fonction. En effet, puisqu'ils sont souverains, les États sont des unités qui sont égales. A ce titre, Waltz affirme: « *The functions of states are similar, and distribution among them arises principally from their varied capabilities. National politics consists of differentiated units performing specified functions.*

²⁷ IBID., p. 88.

²⁸ IBID., p. 88.

²⁹ IBID., pp. 91-92.

³⁰ IBID., p. 103.

³¹ IBID., p. 118.

³² IBID., p. 113.

³³ IBID., pp. 103-104.

³⁴ A la différence, dans une structure politique interne, l'ordre hiérarchique qui prévaut entraîne des relations de subordination entre les unités du système, ce qui implique leur différenciation.

International politics consists of like units duplicating one another's activities »³⁵. Le fait qu'un État soit souverain signifie qu'il décide seul de ses politiques nationales et internationales et de l'utilisation ou non de la violence. Dans ce contexte, l'anarchie entraîne des relations de coordination entre les différentes unités et les force à se concentrer sur leur sécurité. Les États ont des fonctions similaires puisqu'ils poursuivent les mêmes intérêts dans le but d'assurer leur survie. La compétition internationale menace donc l'existence même des États et les force à être dépendants les uns des autres³⁶. Ainsi, le fait que les États partagent la fonction d'entité souveraine est une source de conflits.

Dans un système anarchique, les relations entre les unités sont conditionnées par leurs fonctions indifférenciées et la distribution de leurs capacités³⁷. Or, s'il n'y a pas de variation dans la fonction des unités (États souverains), les unités se distinguent par leur capacité à assurer leur survie. La distribution des capacités entre les États se mesure en terme de puissance. Ainsi, les unités ne diffèrent pas dans ce qu'elles font mais dans leur performance à assurer leurs fonctions. « *The differences are of capability not of function. States perform or try to perform tasks, most of which are common to all of them; the ends they aspire are similar* »³⁸. En ce sens, la puissance est la variable structurelle la plus importante. En effet, lorsque la distribution de la puissance change, la structure en est modifiée car les États cherchent à s'assurer une place dans le système. Puisque l'objectif ultime des États est d'assurer leur survie, la recherche de la puissance n'est pas une fin en soi. Contrairement à Morgenthau, Waltz considère que « *the first concern of states is not to maximize but to maintain their position in the system* »³⁹. En mettant l'accent sur la sécurité des États, Waltz relativise la notion de puissance telle que définie par les réalistes classiques. C'est l'incertitude concernant les intentions et les actions de chacun qui entraîne une insécurité constante, guide le comportement des États et génère des relations inévitablement conflictuelles.

Ainsi, Waltz démontre que c'est l'interaction des États qui crée la structure et que celle-ci a une influence sur leurs comportements. La structure dicte la politique étrangère des États en limitant leur coopération de deux façons. Premièrement, parce que les acteurs étatiques souverains concentrent leurs efforts à se protéger des autres pour assurer leur survie. Les conditions de l'anarchie entraînent un manque de confiance entre les États⁴⁰. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et se

³⁵ IBID., p. 97.

³⁶ IBID., pp. 93-96.

³⁷ Par opposition, dans un système hiérarchique, les relations entre les unités sont conditionnées par leurs fonctions différenciées et la distribution de leurs capacités.

³⁸ IBID., p. 96.

³⁹ IBID., p. 126.

⁴⁰ Waltz, néanmoins, croit que l'anarchie comporte des avantages car l'insécurité constante pousse les États à s'adapter et à coopérer, au moins d'une certaine façon. Cela mène à des systèmes d'alliances visant à dissuader les autres États de l'agression.

trouvent en situation de « self help ». Ceci les place devant ce que l'on appelle le « dilemme de sécurité ». En fait, plus un État augmente sa puissance militaire pour se protéger des autres, plus ces derniers se sentent menacés et tendent à s'armer eux aussi pour protéger leurs intérêts de sécurité nationale. Même si un État s'arme uniquement à des fins défensives, il est rationnel, dans un système de « self help », que les autres craignent le pire. Deuxièmement, parce qu'un État s'inquiète de la distribution possible des gains qui pourrait favoriser davantage les autres que lui. Pour Waltz, ces gains se mesurent en terme de puissance. Celle-ci est une donnée relative qui se définit en fonction des autres. Selon Waltz, c'est cette distribution des capacités qui permet de prédire le comportement des acteurs, comportement qui s'avère conflictuel. Ainsi, l'anarchie, la souveraineté et la distribution de la puissance sont les trois facteurs structurels qui expliquent que le conflit soit inhérent aux relations internationales. « *Among states, the state of nature is a state of war. This is meant not in the sense that war constantly occurs but in the sense that, with each deciding for itself whether or not to use of force, war may at any time break out* »⁴¹.

L'apport de Waltz concernant l'analyse de la dimension conflictuelle des relations internationales réside dans son explication structurelle des conflits internationaux. Il a ouvert le champ d'étude dans le domaine en privilégiant un niveau d'analyse jusqu'alors négligé par ses prédécesseurs. Il a montré que l'on pouvait utiliser le paradigme réaliste tout en étudiant les relations internationales sous un angle différent. En effet, les réalistes traditionnels expliquent les conflits en se plaçant au niveau de l'analyse des États, en prenant pour acquis que les acteurs déterminent le système, plutôt que l'inverse. Waltz, par opposition, examine les forces qui opèrent au niveau du système, davantage qu'au niveau des unités, pour déterminer les causes des conflits. Cette approche a donc montré que la théorie n'était pas une construction intellectuelle complètement figée et qu'elle pouvait, dans une certaine mesure, évoluer.

Finalement, pour résumer, on peut identifier trois principales propositions du réalisme montrant que le conflit est inhérent aux relations internationales:

1. Les forces inhérentes à la nature humaine créent un monde imparfait
2. C'est l'absence d'une autorité suprême régissant le système international qui crée l'anarchie.
3. Dans un contexte anarchique, les États veulent assurer leur survie. Pour faire face au dilemme de sécurité, ils cherchent à accumuler de la puissance (essentiellement militaire) afin de s'octroyer une place dans le système.

⁴¹ IBID., p. 102.

Ainsi, en partant du postulat selon lequel l'homme est égoïste, ou de la constatation de l'anarchie internationale, les Réalistes affirment que ce sont ces constantes qui mènent aux guerres. En effet, par souci de survie, l'homme cherche continuellement à augmenter son pouvoir, ce qui implique que les conflits et antagonismes sont permanents. Appliquant ce principe au système international, les Réalistes montrent que l'anarchie rend les relations entre États inévitablement conflictuelles. En d'autres termes, les relations internationales sont en état de guerre perpétuel car les États cherchent à maintenir et à maximiser leur puissance pour assurer leur survie au sein du système. La théorie réaliste procure donc un cadre d'analyse général des conflits internationaux d'une grande cohérence, partant de quelques principes de base dont plusieurs en découlent.

2. Une reformulation du modèle

Si le modèle réaliste avec la contribution de Kenneth Waltz a l'avantage d'être clair et rigoureux, il a besoin, aujourd'hui, de quelques adaptations et reformulations. En effet, devant la complexité croissante du monde qui nous entoure, cette approche ne procure qu'une compréhension partielle de la réalité. Elle comporte trois principaux problèmes qui se doivent d'être soulignés.

D'abord, en concevant l'État comme le principal acteur du système international, les Réalistes l'isolent de son contexte social, culturel et historique. Waltz, par exemple, envisage l'État comme un acteur unitaire hermétique: une boîte noire. En ce sens, il effectue une séparation entre la société nationale (interne) et la société internationale (externe). Il donne ainsi une image trop simplifiée du système international. Ce découpage de la réalité demeure très subjectif et ne permet qu'une analyse des pressions exercées par la structure. Sa démarche ne tient donc pas compte des différences entre les unités et nie les conditions internes des États. Les réalistes identifient donc les États à des peuples organiquement unifiés et distincts en laissant de côté les divergences d'intérêts de même que la diversité ethnique. Ainsi, ils mettent de l'avant l'idée d'une unité organique entre l'État et la société, alors que les intérêts de ces entités ne sont pas toujours congruents⁴². L'identité politique des peuples ne coïncide pas forcément avec les frontières étatiques. En France, par exemple, certains se considèrent français avant tout, d'autres peuvent se définir comme bretons, corses ou maghrébins⁴³.

⁴² NOLUTSHUNGU, S., *et al.*, Margins of Insecurity and International Security, New York, University of Rochester Press, 1996, pp. 1-3.

⁴³ GURR, R. And HARRF, B., Ethnic Conflict in World Politics, Boulder, Westview Press, 1994, p. 1.

Ensuite, en écrivant: « *Over the centuries, states have changed in many ways, but the quality of international life remained much the same* »⁴⁴, Waltz, par exemple, propose une vision statique des relations internationales. Cette conception rigide, immuable de l'histoire l'entraîne à nier les changements provenant de sources externes à la structure inter-étatique. Ainsi, en se focalisant sur les relations entre États, les réalistes font abstraction de la dimension transnationale. Pourtant, comme le note Bertrand Badie, « *Les relations internationales ne sauraient plus se limiter aux seules relations inter-étatiques, mais doivent appréhender de plus en plus le domaine transociétal* »⁴⁵. Et Badie de reprendre, « *A un monde des États se superpose un monde des réseaux qui présente, entre autres caractéristiques, celle d'être indépendant des territoires et de plus en plus autonomes par rapport aux autorités stato-nationales* »⁴⁶. Le monde d'aujourd'hui, de plus en plus interdépendant, est le témoin de l'émergence d'une multitude d'acteurs dont l'activité économique, politique, culturelle et religieuse transcende les frontières territoriales. Comme l'a écrit Marcel Merle il y a presque vingt ans:

« *L'ouverture de l'espace, conséquence du progrès technique mais aussi de la volonté délibérée des hommes est un facteur d'interdépendance. Mais qui dit interdépendance dit aussi affaiblissement de l'indépendance dont pouvaient se prévaloir, antérieurement, les autorités des États. Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que ces autorités se trouvent concurrencées sur leur propre terrain d'action par de nouvelles catégories d'acteurs qui revendiquent et qui obtiennent souvent le droit d'intervenir dans les affaires extérieures et même dans les affaires intérieures* »⁴⁷.

Ces nouveaux acteurs peuvent influencer et même dicter les politiques nationales et les politiques internationales des États. Ainsi, en négligeant l'aspect transnational, l'analyse des réalistes ne permet pas d'expliquer et de comprendre le rôle des acteurs non étatiques sur la politique étrangère -même dans le noyau analytique sur lequel ils se sont concentrés -soit la dimension conflictuelle. En ce sens, ce modèle ne fournit qu'une compréhension partielle des relations internationales.

Enfin, l'analyse de la plupart des Réalistes est axée sur la sécurité militaire des grandes puissances, particulièrement vis-à-vis la menace nucléaire. Cette problématique s'avère cependant trop limitée et rencontre deux difficultés. Premièrement, en se concentrant sur les relations bipolaires dans un contexte de dissuasion nucléaire, Waltz, par exemple, laisse de côté les pays non nucléarisés. Ceci révèle, comme le note Bahgat Korany, une définition très ethnocentrique des relations

⁴⁴ WALTZ., op.cit., p. 111.

⁴⁵ BADIE, B., « Migrations et relations transnationales », *Études internationales*, vol. 24, no. 1, 1993, p. 5.

⁴⁶ BADIE, B., et al., *Le défi migratoire: questions de relations internationales*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994, p. 11.

⁴⁷ MERLE, M., *Forces et enjeux dans les relations internationales*, Paris, Économica, 1981, p. 151.

internationales. En ce sens, la définition de la sécurité nationale, concept de base des réalistes, est trop étroite et son application aux pays du tiers monde s'avère difficile⁴⁸. À ce titre, Korany affirme:

« De prime abord, il devrait être beaucoup question du tiers monde dans les études stratégiques, du fait de l'accent qui y est mis sur les questions relatives à la "sécurité nationale" et à la guerre. Le tiers monde n'est-il pas sujet aux guerres? En effet, même si ce groupe de pays d'Afrique, d'Asie (moins le Japon) et d'Amérique latine est qualifié de périphérie internationale par l'école de l'impérialisme-dependencia, il n'est nullement périphérique par rapport au phénomène du conflit global; il est même au coeur de l'événement. Sur cent seize conflits (crises, interventions militaires extérieures et guerres internationales) qui ont éclaté dans le monde de 1946 à 1977, je n'en ai compté pas moins de soixante-douze auxquels ne participaient que des pays du tiers monde et vingt-sept autres dont un protagoniste au moins était une nation du tiers monde, ce qui fait un total de quatre-vingt-dix-neuf, soit 85,34% des conflits internationaux »⁴⁹.

Dans ce contexte, l'élargissement de l'objet d'étude aux pays dits « périphériques » devient essentiel.

Deuxièmement, en privilégiant l'étude de la guerre entre États, les réalistes envisagent la menace à la sécurité comme relevant uniquement des acteurs étatiques. Les autres types de menaces sont totalement négligées. Pourtant, comme l'écrit Barry Buzan:

« In the opening years of the 21st century there are already strong signs that the security agenda among the great powers will be much less dominated, perhaps not dominated at all, by political military issues »⁵⁰.

La notion de sécurité ne peut donc plus se limiter à la guerre entre États. Depuis la fin de la Guerre froide, on remarque un intérêt croissant de la part des spécialistes des études stratégiques à l'analyse de ces nouvelles menaces. Homer-Dixon a montré que les changements environnementaux pouvaient être la cause de violents conflits, particulièrement dans les pays en voie de développement⁵¹. Pour Miron Weiner, le facteur migratoire peut constituer un grand facteur d'instabilité et une menace considérable à la sécurité des États⁵². De même, Phil Williams a démontré que l'émergence d'organisations criminelles transnationales menace à la fois la sécurité des individus car elles créent de la violence, la sécurité de l'État car

⁴⁸ KORANY, B., « Les études stratégiques et le tiers monde: une évaluation critique », Revue internationale de sciences sociales, no. 110, 1986, pp. 583-585.

⁴⁹ IBID., p. 583.

⁵⁰ BUZAN, B., « New Patterns of Global Security in the 21st Century », International Affairs, vol. 67, no. 3, 1991, p. 431.

⁵¹ HOMER-DIXON, T., « Environmental Changes as Causes of Acute Conflicts », International Security, vol. 16, no. 2, 1991, pp. 425-441.

⁵² WEINER, M., « Security, Stability and Migration » in BETTS, R., Conflict After the Cold War, New York, Mac Millan, 1994, pp. 394-412.

elles portent atteinte à sa souveraineté et, de ce fait, la sécurité du système international⁵³. De plus, on peut recenser un nombre croissant d'études portant sur les conflits ethniques. Celles-ci démontrent que l'ethnicité joue un rôle croissant dans les relations internationales et peut être un facteur d'instabilité⁵⁴.

Ainsi, on constate une diversité des menaces qui implique une définition élargie de la sécurité nationale des États. Celle-ci ne peut plus être conçue en termes militaires car elle recouvre des dimensions économiques, géographiques, sociales, culturelles et politiques. La menace, comme l'affirment les Réalistes, n'est pas non plus seulement externe. En effet, le cas des pays périphériques, soit la majorité des membres du système global, montre qu'ils sont beaucoup plus menacés de l'intérieur que de l'extérieur, de par leur hétérogénéité raciale, religieuse, linguistique etc...⁵⁵. Ainsi, le concept de sécurité nationale des Réalistes ne s'applique pas non plus à l'étude des États issus de l'empire soviétique. À l'instar des pays du tiers monde, les menaces s'expriment dans les nouveaux États d'abord et avant tout au niveau interne et peuvent se transposer au niveau externe.

Cependant, reconnaître l'importance du rôle des acteurs non étatiques sur les relations internationales ne signifie pas pour autant qu'il faille faire abstraction de l'État. Ce dernier demeure un acteur important. D'abord, il joue un rôle primordial dans la création, l'accentuation et la diminution des identités ethniques. Ensuite, il est le lieu des tensions et des conflits⁵⁶. Enfin, c'est un acteur central pour la sécurité ou l'insécurité de certains groupes, puisqu'il peut utiliser la domination et la répression⁵⁷. Dans ce contexte, il ne s'agit pas pour nous de renier la pertinence du Réalisme -son approche inter-étatique et conflictuelle- mais plutôt de remodeler cette approche afin de l'appliquer aux pays baltes.

Notre tentative de reformuler l'approche réaliste fait partie de toute une tendance à l'ouverture du champ d'étude des relations internationales, tendance qui s'exprime au sein même de son école dominante. Avec la fin de la Guerre froide, l'explication de l'équilibre des puissances a été remise en cause. On a assisté à un vif débat entre les différentes écoles de pensées et entre les tenants réalistes eux-mêmes. Certains ont eu le sentiment d'un vide théorique qu'il fallait combler. Legro

⁵³ WILLIAMS, P., « Transnational Criminal Organisations and International Security », *Survival*, vol. 36, no. 1, 1994, pp. 96-113.

⁵⁴ On peut se référer à l'article de Robin Williams qui passe en revue différentes études sur la question des conflits ethniques. WILLIAMS, R., « The Sociology of Ethnic Conflict: Comparative International Perspectives », *Annual Reviews of Sociology*, vol. 20, 1994, pp. 49-79.

⁵⁵ KORANY.,op.cit., p. 590.

⁵⁶ WILLIAMS., op.cit., p. 49.

⁵⁷ NOLUTSHUNGU.,op.cit., p. 3.

et Moravcsik ont montré que le réalisme commençait à puiser dans d'autres approches théoriques⁵⁸. Par exemple, Stephen Van Evera a cherché les causes de la guerre au niveau des préférences et des perceptions des États⁵⁹. De même Randall Schweller a démontré que les comportements des États variaient en fonction de la puissance des États mais surtout en fonction de leurs préférences⁶⁰. Jack Snyder, lui, a montré l'importance de la politique nationale sur l'impérialisme⁶¹. Barry Posen, pour sa part, a tenté d'expliquer les conflits ethniques en appliquant le concept de « dilemme de sécurité » internationale au niveau national⁶². Ces études démontrent donc une tendance à ouvrir la « boîte noire » et à chercher les causes des conflits davantage dans l'analyse des conditions propres aux États.

II. Conflits identitaires: un nouveau dilemme de sécurité après la fin de la Guerre froide?

La Guerre froide qui s'est exprimée par la dualité entre le bloc communiste et le bloc capitaliste a créé un monde bipolaire relativement stable et prévisible. Les conditions de la bipolarité ont instauré un certain équilibre permettant, dans une certaine mesure, de prévoir les effets conflictuels que pouvaient engendrer les actions des décideurs. La dissolution du système bipolaire et sa transformation en un système multipolaire ethniquement fragmenté génère aujourd'hui une insécurité croissante. Avec la fin de la Guerre froide et la remise en question de l'équilibre relatif qu'elle procurait, on a assisté à une explosion des conflits ethniques à travers le monde, particulièrement sur le territoire de l'ex-URSS. Devant la recrudescence de ce type de conflits et l'instabilité qu'il entraîne, il devient nécessaire de concevoir le facteur ethnique comme une menace à la sécurité des États, tant au niveau interne qu'externe.

⁵⁸ LEGRO J. and MORAVCSIK, A., « Is Anybody Still a Realist? », International Security, vol. 24, no. 2, 1999, pp. 5-55.

⁵⁹ VAN EVERA, Stephen., Causes of Wars: Power and the Roots of Conflict, NY, Ithaca, Cornell University Press, 1999.

⁶⁰ SCHWELLER, Randall., Deadly Imbalances: Tripolarity and Hitler's Strategy of World Conquest, New York, Columbia University Press, 1998.

⁶¹ SNYDER, Jack., Myth of Empire: Domestic Politics and International Ambition, NY, Ithaca, Cornell University Press, 1991.

1. Identités et sécurité intra-étatique

Si les conflits ethniques sont particulièrement présents dans les anciennes républiques soviétiques, c'est parce qu'elles ne sont pas ethniquement homogènes et parce que, devant la faiblesse des institutions, les groupes ethniques entrevoient l'opportunité de faire valoir leurs intérêts⁶³. Durant la période communiste, le gouvernement central soviétique était parvenu à assurer une certaine « cohésion nationale » entre les différentes républiques de l'empire, principalement par l'entremise de son appareil répressif. Avec l'effondrement du système, on assiste à une situation d'anarchie émergente. L'absence d'un gouvernement central effectif implique que les différents groupes à l'intérieur de l'État doivent assurer eux-mêmes leur sécurité. Les groupes sont placés dans une situation de *self help* car ils doivent prendre des mesures pour se défendre, menaçant de ce fait la sécurité des autres. Ainsi, la faiblesse des institutions étatiques des nouveaux États en construction crée une situation d'anarchie qui place les groupes ethniques face un dilemme de sécurité. En ce sens, la situation de *self help* affecte les relations entre les groupes de la même manière qu'elle affecte les relations entre États⁶⁴.

Lorsque l'on étudie les conflits ethniques, on se réfère généralement au concept d'ethnicité. Celui-ci décrit un groupe possédant un certain degré de solidarité et partageant des origines et des intérêts communs. Un groupe ethnique n'est donc pas un conglomérat d'individus mais un groupe uni par une conscience collective et relié par des expériences et une histoire partagées, soit une identité commune⁶⁵. Ainsi, l'ethnicité est directement liée à la question identitaire. C'est l'identité qui est à la source des conflits ethniques. En effet, c'est la volonté d'une communauté de défendre son identité qui génère des tensions au sein de la société. A ce titre, Barry Buzan utilise la notion « d'insécurité sociétale » pour expliquer les conflits ethniques. Pour Buzan, puisque la base de l'organisation des sociétés est l'identité, lorsqu'un groupe perçoit une menace à son identité, c'est sa survie qui est directement touchée⁶⁶. Ainsi, si la survie de l'État dépend de la préservation de sa souveraineté, la survie de la société, elle, dépend de la préservation de son identité. Comme le souligne Paul Roe, l'anarchie

⁶² POSEN, Barry., « The Security Dilemma and Ethnic Conflict », Survival, vol. 35, no. 1, 1993, pp. 27-29.

⁶³ GURR., op.cit., pp. 13-14.

⁶⁴ POSEN., op.cit., pp. 27-29.

⁶⁵ RUPESINGHE, K. et al., Ethnicity and Power in the Contemporary World, UN University Press, 1996, p. 4.

⁶⁶ BUZAN., Barry et al., Security: A New Framework For Analysis, Boulder, Westview Press, 1998, pp. 119-120.

n'est pas suffisante pour créer un dilemme de sécurité au niveau ethnique. L'aspect identitaire joue un rôle que l'on ne peut négliger⁶⁷.

On peut donc établir qu'il existe un dilemme de sécurité lorsque les actions d'un groupe ethnique visant à augmenter sa sécurité (renforcer sa propre identité) causent une réaction de la part du second groupe qui, en fin de compte, diminue la propre sécurité (affaiblit son identité) du premier groupe⁶⁸.

Si la souveraineté de l'État est défendue par des moyens militaires, l'identité ethnique peut l'être aussi par d'autres moyens. Par exemple, la défense de l'identité peut se faire par l'utilisation de la culture comme outil pour renforcer la cohésion de la société. La défense de la culture peut se manifester par un nationalisme ethnique⁶⁹ qui produit un sentiment intense d'auto-identification en mettant l'accent sur les traits communs tels, la langue, la religion ou l'histoire⁷⁰. A ce titre, la langue peut être utilisée par le groupe majoritaire comme un outil pour accéder aux ressources et aux statuts les plus élevés. La langue est alors un instrument de domination et de contrôle sur la nation. Le fait de déclarer une langue, la langue officielle d'un État entier ou d'une région, procure des avantages stratégiques à ceux qui parlent cette langue. C'est pourquoi, la question linguistique constitue un élément de conflit entre les groupes ethniques⁷¹.

Le nationalisme ethnique prête aux « autres » (minorités) de mauvaises intentions à l'égard de la nation et les accuse des crimes passés⁷². Ces minorités sont perçues comme un danger si elles ne sont pas supprimées (suppression qui est moralement justifiée par la perception de leur conduite passée et future). Ainsi, le renforcement d'une identité peut impliquer l'affaiblissement d'une autre identité. En ce sens, le nationalisme ethnique peut être utilisé à la fois pour renforcer et affaiblir l'identité d'un groupe. S'il a un potentiel de violence et de guerre, le nationalisme ethnique comporte aussi un potentiel lui permettant d'assurer la solidarité et la loyauté du groupe. En se défendant contre une menace perçue, un groupe majoritaire

⁶⁷ ROE, Paul., « The Intrastate Security Dilemma: Ethnic Conflict as a Tragedy? », Journal of Peace Research, vol. 36, no. 2, p. 192.

⁶⁸ IBID., p. 194.

⁶⁹ Le nationalisme est généralement divisé en deux types: civique et ethnique. Le nationalisme civique conçoit la nation de manière inclusive, sans tenir compte du sexe, de la langue, de la religion ou de l'ethnicité. La nation est vue comme une communauté dont les membres sont égaux en droits et unis par des pratiques politiques et valeurs communes. Par opposition, dans le nationalisme ethnique, l'attachement individuel à la nation n'est pas hérité ni choisi. C'est la communauté nationale qui définit l'individu et non l'individu qui définit la communauté (IBID., pp. 194-195)

⁷⁰ IBID., p. 194.

⁷¹ KAISER, R., The Geography of Nationalism in Russia and the USSR, New Jersey, Princeton University Press, 1994, p. 9.

⁷² Ce discours est souvent utilisé pour justifier la non reconnaissance des droits équivalents aux minorités vivant à l'intérieur des frontières de l'État.

voit son identité renforcée mais, en même temps, cela a pour effet de l'affaiblir. Effectivement, cette action de défense menace l'identité de la minorité concernée qui réagit et menace à son tour l'identité du groupe majoritaire⁷³.

Au niveau inter-étatique, le dilemme de sécurité est assez clair et uniforme: le maintien de la souveraineté par la protection de l'intégrité territoriale. Il est donc facile de définir ce qui porte atteinte à la souveraineté des États. Par contre, au niveau intra-étatique, il est beaucoup plus ardu de déterminer ce qui menace l'identité d'un groupe. Tout dépend de la manière dont les groupes définissent les conditions à leur sécurité, conditions qui sont très spécifiques et contextuelles à chaque groupe⁷⁴. Cependant, il faut souligner que le dilemme de sécurité a des implications plus directes au niveau interne qu'au niveau externe pour les acteurs concernés. En effet, si l'on effectue une analogie entre le rôle des armes dans le dilemme de sécurité inter-étatique et le rôle du nationalisme dans le dilemme de sécurité intra-étatique, on constate que le nationalisme touche directement la sécurité des communautés. Si un État s'arme, l'insécurité des autres États va augmenter et ils vont s'armer. Par opposition, au niveau intra-étatique, si un groupe demande l'autonomie culturelle ou ethnique, le groupe majoritaire va se sentir en insécurité (crainte de sécession). Ce dernier va refuser d'accorder l'autonomie demandée, entraînant chez le groupe minoritaire un renforcement des revendications et une plus grande cohésion. Au niveau inter-étatique, lorsqu'un État s'arme, il n'attaque pas directement la souveraineté des autres (même si c'est cela qu'ils perçoivent). Dans ce cas, les États s'arment afin de dissuader les autres d'utiliser leurs armes. Au niveau intra-étatique, lorsqu'un groupe majoritaire nie les revendications d'une minorité, il attaque directement son identité (il n'y a pas de dissuasion) et touche à sa définition de sécurité⁷⁵.

Ainsi, les conflits ethniques traduisent l'insécurité des groupes ethniques d'une société. Ceux-ci luttent pour préserver leur identité et, de ce fait, leur survie, ce qui engendre des tensions qui menacent la survie même de l'État. La question identitaire constitue donc un facteur d'instabilité au niveau interne car elle peut remettre en question la cohésion nationale qui est à la base même de l'État-nation.

⁷³ IBID., p. 196.

⁷⁴ ROE., op.cit., pp. 195-196.

⁷⁵ IBID., p. 199.

2. Diasporas et sécurité internationale

Si les conflits identitaires s'expriment au niveau interne, ils peuvent aussi se transposer au niveau externe. A ce titre, Said et Simmons ont été parmi les premiers à montrer que l'ethnicité jouait un rôle sur les relations internationales. Ils ont démontré que les groupes ethniques développent des allégeances qui transcendent les frontières étatiques, remettant ainsi en cause la légitimité de l'État-hôte⁷⁶.

En maintenant une identité ethno-nationale reliée à celle de la mère-patrie, la diaspora se différencie de la communauté du pays d'accueil. Conservant des liens identitaires avec son pays d'origine, elle se voit accusée de double allégeance de la part du gouvernement hôte. Ce dernier l'accuse de coopérer avec son pays d'origine, ce qu'il considère comme une menace à sa souveraineté et à ses intérêts vitaux. Le gouvernement d'accueil voit donc la question de la double loyauté comme relevant directement de sa sécurité. Cette incrimination peut parfois prendre une forme très poussée, lorsque le pays d'accueil accuse une diaspora de faire office de « cinquième colonne ». Une telle allégation peut être utilisée par le pays hôte comme prétexte de discrimination ou de persécution de la diaspora. Si le statut et les droits de ses minorités sont menacés, la mère-patrie peut chercher à les défendre. Les moyens peuvent prendre la forme de sanctions économiques, de soutien financier ou en armement de la diaspora, ou encore d'une intervention armée.

C'est donc la question de la double loyauté, réelle ou perçue, qui est à la source des tensions et des conflits entre le pays d'accueil, la mère-patrie et la diaspora⁷⁷. Ceux-ci s'expriment à des degrés différents, selon les intérêts des différentes forces, qui vont de légères controverses à l'utilisation de la violence. La forme que prend le conflit dépend du niveau de tolérance du pays hôte à l'égard de la diaspora, du poids des minorités ethniques par rapport à la population locale et de ses stratégies (pacifiques ou violentes), ainsi que de l'attitude du pays d'origine vis-à-vis de sa diaspora (soutien actif ou non)⁷⁸. Il est important de préciser que ces trois pôles ne sont pas des entités homogènes. Des divisions sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la diaspora peuvent s'exprimer au sein des gouvernements concernés. Par exemple, à l'intérieur du pays hôte, des forces politiques peuvent exercer des pressions sur le gouvernement pour qu'il utilise des mesures discriminatoires à l'égard de la diaspora. Ce schéma s'applique aussi au pays d'origine où des groupes peuvent tenter d'influencer le gouvernement afin qu'il

⁷⁶ SAID, A. and SIMMONS, L., Ethnicity in an International Context, New Jersey, Transaction Books, 1976, pp. 16-19.

⁷⁷ SHEFFER, G., « Ethno-National Diasporas and Security », Survival, vol. 36, no. 1, 1994, pp. 70-72.

⁷⁸ IBID., p. 75.

soutienne et défende sa diaspora. De même, cette dernière n'est pas toujours unifiée dans ses orientations car il peut y avoir des conflits d'objectifs et de tactiques entre ses membres⁷⁹.

Ainsi, la présence de la diaspora constitue une menace pour l'État hôte à deux niveaux. Dans la mesure où elle touche directement à l'identité du pays d'accueil, la diaspora représente un obstacle à la cohésion nationale. De plus, du fait qu'elle peut bénéficier d'un soutien externe (son pays d'origine), elle est perçue par le pays hôte comme une menace encore plus grande, la diaspora touche directement à sa souveraineté. Les conflits identitaires qui s'expriment au niveau interne peuvent donc se transposer au niveau externe, particulièrement lorsque le groupe ethnique impliqué est une diaspora. Représentant un dilemme de sécurité intra-étatique dans un premier temps, les conflits ethniques peuvent se transformer ensuite en dilemme de sécurité inter-étatique. Ils constituent alors des facteurs d'instabilité pouvant menacer la sécurité régionale, puis internationale.

Si l'on étudie le concept de diaspora, on constate que son sens a varié dans le temps. Originellement, ce terme faisait référence à des peuples qui avaient été forcés de quitter leur territoire d'origine, suite à une expérience traumatisante. Il fut d'abord appliqué aux Juifs puis, aux Grecs, aux Arméniens, aux Palestiniens et aux Africains. A partir des années soixante-dix, les spécialistes ont commencé à redéfinir le concept de diaspora. Dès lors, il a revêtu un sens plus large, transcendant la notion de victime⁸⁰. A ce titre, Richard Marienstras propose une définition qui rompt avec la conception classique d'une diaspora. Selon lui, celle-ci est le résultat d'une migration libre et volontaire d'un groupe à l'extérieur de son territoire d'origine. Pour être considérée comme une diaspora, la communauté migrante doit avoir le sentiment de partager une identité commune avec la mère-patrie⁸¹.

Les études de John Armstrong⁸² et de Gabriel Sheffer⁸³ ont été particulièrement marquantes dans la conceptualisation de la notion de diaspora. Cependant, elles ne constituent qu'un intérêt limité pour l'étude des minorités russes⁸⁴. Malgré

⁷⁹ ESMAN, Milton., « Diasporas and International Relations », in SHEFFER., op.cit., 1986, p. 344.

⁸⁰ COHEN, R., « Diaporas and the Nation-State: from Victims to Challengers », *International Affairs*, vol. 72, no. 3, 1996, pp. 507-514.

⁸¹ MARIENSTRAS, R., « On the Notion of Diasporas », in CHALIAND, G., *Minority Peoples in the Age of Nation-States*, Delhi, Ajunta publication, 1990, pp. 120-125.

⁸² ARMONSTRONG, J., « Mobilized and Proletarian Diasporas », *American Political Science Review*, vol. 50, no. 2, 1976.

⁸³ SHEFFER, G., et al., *Modern Diasporas in International Politics*, London, Croom Helm, 1986.

⁸⁴ Il faut noter que le concept de minorité dans la littérature demeure assez vague. Les auteurs qui se sont attardés à le définir proposent plusieurs définitions. Généralement, ce terme est utilisé pour faire référence à un groupe qui occupe une position désavantageuse au sein d'une société. Cette définition se révèle néanmoins beaucoup trop large car elle englobe toutes sortes de catégories telles, les femmes, les esclaves, les prolétaires, les homosexuels, les minorités religieuses, linguistiques et politique et bien d'autres encore. Pour répondre aux besoins de notre étude, il est nécessaire de circonscrire le concept

qu'elles offrent deux typologies différentes, elles font, comme le fait remarquer Paul Kolsto⁸⁵, abstraction des communautés qui ont migré dans un contexte d'empire colonial multiethnique. Toutefois, le concept de diaspora de Sheffer comporte un certain intérêt dans la mesure où il implique l'analyse de trois pôles de relation: la diaspora ethnique, le pays d'accueil et le pays d'origine. Selon lui, les diasporas sont la source de tensions et de conflits à la fois au niveau interne et externe. Ainsi, elles influencent les relations internationales entre le pays hôte et le pays d'origine⁸⁶.

Depuis l'effondrement du régime soviétique et la formation des nouveaux États indépendants, la problématique liée aux différentes diasporas qui ont émergé s'insère dans ce cadre. La question des nationalités dans les pays issus de l'URSS a suscité un intérêt croissant chez les spécialistes et a donné lieu à un certain nombre d'études de cas et de recherches plus générales. Celles-ci partagent un point commun: elles adoptent une approche historique et comparative en étudiant la situation des minorités dans l'ensemble des républiques. Seules quelques unes se sont focalisées sur l'étude de la diaspora russe⁸⁷. Parmi ces recherches, la contribution de Rogers Brubaker est l'une des plus significatives pour notre étude car il reconnaît l'importance du facteur colonial sur les relations ethniques et sur les relations entre la Russie et les républiques. Selon lui, le fait que les Russes de groupe dominant (détenteurs de certains privilèges) se soient transformés en minorité a un impact sur les relations ethniques. De même, le fait que les russophones soient originaires d'un État de tradition impérialiste est un facteur qui influence les relations entre les républiques.

Ainsi, la politique des nationalités qui a cherché à uniformiser les sociétés en supprimant les identités a, depuis les indépendances, des répercussions importantes sur les républiques. En effet, la présence des minorités russes originaires de l'ancienne puissance occupante contribue à rendre le passé colonial omniprésent. Tout comme après la fin des empires européens classiques, les États en construction perçoivent ces anciens « colons » comme une menace à leur identité et à leur intégrité. Leur présence augmente les tensions avec la Russie et rend leur distanciation vis-à-vis de l'ancienne métropole plus difficile. Ainsi, la diaspora russe joue un rôle au niveau interne, tant dans les nouvelles républiques qu'en Russie.

en ajoutant le qualificatif « ethnique ». Ainsi, selon notre définition, une minorité ethnique représente un groupe d'individus partageant une origine ethnique commune, établi dans une société d'accueil. De par leurs origines, les minorités ne bénéficient pas d'un statut politique et civique équivalent à celui des membres de la nation titulaire.

⁸⁵ KOLSTO, P., « The New Russian Diaspora- an Identity of its Own? », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 19, no. 3, 1996, p. 612.

⁸⁶ SHEFFER., op.cit., 1986, pp. 3-10.

⁸⁷ Sur l'étude de la diaspora russe, les contributions les plus importantes sont: KOLSTO, P., *Russians in the Former Soviet Republics*, Bloomington, Indiana University Press, 1995 et AASLAND, A., « Russians Outside Russia: the New Russian Diaspora », in SMITH., op.cit., pp. 477-508.

Avec l'accession à l'indépendance, les nouveaux États se doivent, pour mener à bien la construction de l'État-nation, de définir qui est ou n'est pas citoyen. La présence des minorités russes rend cette tâche difficile, particulièrement dans les républiques où leur poids par rapport à la population locale est important et où elles ne sont pas intégrées. Dans ces États, la diaspora est perçue comme une menace à l'identité nationale du groupe majoritaire. La diaspora russe a donc une influence sur la politique interne des nouveaux États car elle guide les politiques de construction de l'État-nation. De même, elle joue un rôle en Russie où elle est au centre d'un débat entre les différentes forces politiques. La difficulté qu'ont les Russes à effectuer une différenciation entre les frontières de la Russie et celles des anciens territoires occupés est accrue par la présence des minorités russes. Ces dernières, établies sur des territoires que les Russes conçoivent comme étant le « Proche-étranger », relèvent directement des intérêts de la Russie. Ainsi, pour les nationalistes radicaux, la diaspora est un élément essentiel qui justifie le rétablissement de l'empire. C'est pourquoi, au centre du débat russe, la diaspora dicte les orientations politiques des différentes forces en présence. En conséquence, en guidant les politiques internes des républiques, indirectement, la diaspora a un impact sur les relations internationales entre les anciennes colonies et la métropole.

III. Les relations entre nouveaux États et ancienne métropole: éléments communs et spécifiques

La quête des indépendances n'est pas un phénomène nouveau. Au cours du vingtième siècle, les États issus des empires coloniaux classiques d'Europe ont déclaré leur indépendance et ont cherché à établir leur souveraineté au nom de la nation⁸⁸. Cette entreprise s'est avérée difficile pour ces pays car la métropole était vue comme la menace la plus sérieuse à leur intégrité. Un État post-colonial est un État qui, par définition, est menacé puisque sa souveraineté est susceptible d'être remise en cause. La question de l'intégrité territoriale a donc été un élément clé dans le processus de construction nationale des pays issus des empires coloniaux classiques.

Si la problématique qui touche la diaspora russe dans les républiques baltes possède des caractéristiques qui lui sont propres, elle n'est cependant pas nouvelle. En effet, avec la reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples et la vague d'indépendances qui ont suivi la Seconde guerre mondiale, les États post-coloniaux ont eux aussi dû se redéfinir en tant qu'États souverains. La question de l'intégrité a été un élément fondamental dans le processus de construction nationale de ces pays. Hantés par leur passé de colonisés, ils s'agissait pour eux d'être suffisamment souverains par rapport à leurs anciens

⁸⁸ Le nombre d'États membres aux Nations unies est passé de 51 en 1945 à 157 en 1989 et à 184 membres en 1994. La grande majorité de ces nouveaux membres sont des pays issus de la dissolution des empires coloniaux.

occupants. Dans ce contexte, la présence des minorités originaires de la puissance impériale et la proximité géographique de cette dernière ont contribué à rendre le passé colonial omniprésent. Ainsi, les relations qui se sont établies entre les États en construction et l'ancienne puissance occupante ont été dictées par ces paramètres. Par exemple, après la lutte à l'indépendance de l'Algérie, les minorités françaises ont été perçues par les Algériens comme une menace à leur intégrité et à leur identité. Puisque les pieds noirs étaient très fortement opposés à l'indépendance, les autochtones voyaient difficilement comment à l'avenir ils pourraient agir comme des citoyens loyaux. C'est pourquoi les Algériens ont favorisé le retour des pieds noirs en France et ont mis en oeuvre des lois visant à restreindre les droits de ceux ayant décidé de demeurer en Algérie. Depuis l'effondrement du régime soviétique, les États issus de l'URSS se trouvent confrontés à la même problématique. Profondément marqués par leur expérience de colonisés, ils se sentent menacés par la Russie et cherchent à se construire en tant qu'État-nation en se distançant le plus possible de l'ancienne métropole. Si à cet égard on peut établir des similitudes entre les empires coloniaux « capitalistes » et l'Union soviétique, sur d'autres points ils diffèrent grandement⁸⁹. Trois distinctions essentielles se doivent d'être soulignées.

Premièrement, la carte géographique de l'empire soviétique diffère de celle des empires européens classiques. En effet, les colonies européennes étaient dispersées à travers plusieurs régions du monde. Il n'existait aucune contiguïté géographique entre le centre et la périphérie. Même les colonies africaines qui étaient les moins éloignées de la métropole ne partageaient aucune frontière commune avec la France ou la Grande-Bretagne. La mer Méditerranée constituait même une barrière naturelle qui séparait la France du Maghreb. Par contre, les colonies soviétiques elles, s'inscrivaient dans la continuité géographique du centre. L'empire se constituait en un bloc délimité par une seule et unique frontière. Cette particularité géographique a aujourd'hui des implications à la fois pour les nouveaux États et pour la Russie. En effet, cet aspect contribue à renforcer les craintes que les républiques ont à l'égard de l'ancienne puissance coloniale. Du fait qu'elles partagent des frontières communes avec l'ancienne métropole, elles se sentent particulièrement menacées. Les nouveaux États, hantés par la possibilité d'une ré-annexion, craignent une intervention de la Russie sur leur territoire, ce qui remettrait en cause leur intégrité. Cette appréhension est très marquée dans les États baltes car ils ont déjà vécu une annexion à l'URSS en 1945, après une période d'indépendance.

⁸⁹ Les empires coloniaux classiques d'Europe sont très différents de l'empire soviétique et les parallèles sont difficiles à établir. Cependant, la dissolution des empires européens a montré que la crainte de l'impérialisme a, chez les anciens colonisés, persisté longtemps après les indépendances. On peut en déduire que ce même phénomène se retrouve aujourd'hui dans les républiques issues de l'URSS.

De même, la contiguïté géographique a aussi des répercussions sur la Russie. La majorité des Russes ont toujours eu tendance à superposer les frontières de l'URSS à celles de la Russie. Aujourd'hui, ils éprouvent encore de grandes difficultés à effectuer une différenciation entre les frontières de la Russie et celles des territoires qu'ils ont jadis occupés. Ainsi, après les indépendances, les nouveaux États ont été catégorisés par Sergei Stankevich comme faisant partie du « Proche-étranger ». Ce concept est très révélateur de l'ambiguïté qui règne dans l'esprit des Russes à l'égard de leurs voisins. Pour Moscou, les républiques soviétiques sont devenues des États indépendants mais pas tout à fait des pays étrangers. À l'intérieur du « Proche-étranger » il demeure des intérêts russes⁹⁰. En ce sens, les républiques issues de l'Union soviétique sont toujours considérées par la Russie comme sa principale zone d'influence.

Deuxièmement, contrairement aux puissances d'Europe occidentale, le régime qui prévalait au sein de l'empire soviétique était de type autoritaire. Cet aspect ne peut être négligé car, aujourd'hui, il demeure très présent à l'esprit des nouvelles républiques. Il rend le potentiel révisionniste de la Russie d'autant plus grand. L'émergence croissante du nationalisme russe montre d'ailleurs que la transition démocratique demeure incertaine. Ce regain nationaliste exprime le sentiment d'humiliation vécu par différents segments de la société russe, suite à la perte de l'empire. Dans ce contexte, la question de l'intégrité est particulièrement sensible dans les nouveaux États.

Par ailleurs, l'idéologie qui a guidé les politiques des puissances coloniales classiques et celles de l'empire soviétique constitue la troisième différence importante. En effet, les États d'Europe étaient plutôt orientés par une idéologie libérale, alors qu'en URSS c'est le communisme qui prévalait. Cette disparité idéologique a donné lieu à des approches différentes à l'égard des peuples colonisés. En Europe, la stratégie consistait essentiellement à « diviser pour mieux régner ». Contrairement à l'Union soviétique, les puissances européennes ne concevaient pas l'empire comme un bloc unifié où les clivages ethniques étaient ignorés. Guidé par l'idéologie communiste, l'empire soviétique visait l'uniformisation des sociétés. Comme processus transitoire, le communisme devait mener à une communauté nouvelle qui dépasserait les nations : la société socialiste. Pour y parvenir, il fallait intégrer les différentes nationalités à l'URSS. A cette fin, les Soviétiques ont cherché à créer un peuple soviétique autour d'un noyau russe par le biais de l'immigration.

⁹⁰ GUROFF, G. and GUROFF, A., « The Paradox of Russian National Identity », in SZPORLUK., op.cit., p. 91.

Ainsi, le contexte d'empire colonial qui prévaut, ajouté à la contiguïté géographique de la Russie, à son potentiel révisionniste et aux marques laissées par le communisme rendent l'aspect conflictuel encore plus grand, entre l'ancienne métropole et les États en construction⁹¹.

⁹¹ BRUBAKER, R., « Nationhood and the National Question in the Soviet Union and Post-Soviet

CHAPITRE II: LA GÉNESE DU CONFLIT: DE LA COLONISATION AUX INDÉPENDANCES DES RÉPUBLIQUES BALTES

Situées au débouché des grands fleuves russes, les républiques baltes sont, en quelque sorte, le trait d'union entre la Russie et l'Europe occidentale. Historiquement, elles ont été l'objet de la convoitise des États voisins. La Suède, la Pologne, l'Allemagne et surtout la Russie ont exercé leur influence sur cette région⁹². Ce n'est qu'en 1918 que les trois États acquièrent leur indépendance. Celle-ci sera néanmoins de courte durée car les républiques baltes seront incorporées à l'URSS en août 1940⁹³.

Dans ce chapitre, nous présentons la genèse du conflit en montrant comment le phénomène de la diaspora a émergé. Ainsi, nous verrons que, dès 1945, la grande priorité du régime soviétique est l'expansion industrielle, moteur économique du communisme. L'industrialisation devait permettre une uniformisation des conditions économiques des républiques de l'Union. Le défi était de taille car il fallait moderniser en un temps record des régions dont l'activité économique était essentiellement agricole. Pour ce faire, les Soviétiques ont importé de la main-d'oeuvre dans les républiques baltes, principalement des Russes, pour mettre en oeuvre le processus d'industrialisation accéléré. Si l'arrivée des travailleurs russes répondait à cet objectif, il permettait, par la même occasion, l'uniformisation culturelle (russification), second objectif du régime communiste. L'importation de main-d'oeuvre russe rendait possible la création d'un peuple soviétique dont la culture commune serait russe. Néanmoins, après plus de quarante années de règne soviétique, l'uniformisation économique, sociale et culturelle s'est avérée un échec et la nation soviétique n'a jamais réellement pris forme. En niant les spécificités nationales, le régime a contribué à renforcer l'identité des nationalités baltes. Les politiques d'immigration des Soviétiques ont fourni les conditions nécessaires à l'émergence d'une diaspora. Elles ont mené à l'établissement volontaire d'un groupe à l'extérieur de son territoire d'origine qui a conservé des liens identitaires avec sa mère-patrie. Cela a donné lieu au développement de sociétés binationales fragmentées sur une base ethnique, linguistique et sociale, faisant de la diaspora un nouvel acteur social. Dans ce contexte, les Baltes ont perçu la présence des Russes comme constituant une menace à leur identité et à la survie de leur nation. Les changements drastiques de la carte démographique des républiques baltes et la russification ont été les éléments de cohésion qui ont permis aux nationalistes de se rassembler et d'accéder aux indépendances en 1991.

Eurasia: an Institutionnal Account », *Theory and Society*, vol. 23, no. 1, 1994, pp. 64-68.

⁹² LOROT., op.cit., pp. 8-9.

⁹³ En août 1941, l'Allemagne envahit la région et la contrôle jusqu'au retour des Soviétiques en 1944.

I. La création de la nation socialiste: négation des spécificités nationales

1. Unification des conditions économiques et sociales par le biais de l'immigration

Dès 1945, la grande priorité des Soviétiques est la reconstruction et l'expansion de l'industrie dans la Baltique. Cet objectif s'insère dans le cadre de l'idéologie marxiste qui aspire à une société communiste hautement industrialisée et égalitaire. L'industrialisation à l'échelle de l'empire permettait d'unifier les conditions économiques des républiques et d'aboutir à la formation de la nation socialiste⁹⁴. Si les pays baltes ont une économie essentiellement agricole, la Lettonie et l'Estonie sont néanmoins les républiques les plus industrialisées de l'Union. Ainsi, elles disposent déjà d'infrastructures et de main-d'oeuvre qualifiée, ce qui facilite grandement l'expansion de l'industrie. Cependant, pour répondre aux besoins d'une industrialisation rapide, la main d'oeuvre locale n'est pas suffisante. Les Soviétiques voient donc la possibilité d'installer des travailleurs russes au sein de la population balte. C'est pourquoi ils font venir un large contingent de Russes et de non-baltes⁹⁵. Le segment le plus influent est constitué de quelques centaines d'officiels russes chargés de diriger et de superviser la vie sociale et économique des républiques. Le segment numériquement le plus important est composé d'ouvriers industriels russes (ou russifiés) qui répondent à l'objectif soviétique de modernisation accélérée. Un dernier segment est constitué des forces armées qui sont stationnées dans la Baltique depuis 1944.

Si l'importation de Russes, officiellement, vise à combler le besoin de main-d'oeuvre que requiert un processus d'industrialisation rapide, elle répond, par la même occasion, aux impératifs de l'idéologie marxiste. En effet, d'un point de vue idéologique, le marxisme-léninisme prête au prolétariat industriel une supériorité vis-à-vis de la paysannerie. A l'origine de la révolution prolétaire, la classe ouvrière est la principale force de progrès et doit jouer un rôle dominant dans la construction du communisme. Supposée être davantage en faveur du régime soviétique, elle permet de limiter la contestation politique au sein des républiques de l'empire⁹⁶. L'immigration d'ouvriers russes dans les républiques baltes permettait donc aux Soviétiques un meilleur contrôle social visant l'établissement du socialisme et du communisme. La formation d'une classe de prolétaires industriels russophones pouvait contribuer à limiter la contestation qui était particulièrement présente dans la Baltique. Cette opposition s'explique principalement par le fait que, sur l'ensemble des républiques, les Baltes sont les

⁹⁴ LEWIS, Robert A., et al., Nationality and Population Change in Russia and the USSR, New York, Praeger Publishers, 1976, p. 116.

⁹⁵ MISIUNAS, R, and TAAGERERA, R., The Baltic States: Years of Dependence, 1940-1990, second edition, University of California Press, 1993, p. 108.

seuls à avoir jouit de leur indépendance. L'expérience de la souveraineté a laissé ses marques et a favorisé l'émergence d'un nationalisme solidement enraciné dans les esprits. Ainsi, les États baltes sont perçus par les Soviétiques comme un foyer de dissidence qu'il faut à tout prix éradiquer car il peut menacer la cohésion et la légitimité de l'empire soviétique et, à plus long terme, l'instauration du communisme. C'est donc l'une des raisons principales qui a poussé les dirigeants soviétiques à encourager la venue d'un nombre considérable d'ouvriers russes et a mené à l'établissement de la diaspora⁹⁷.

Les méthodes de gestion des populations des Soviétiques dans les républiques baltes varient en fonction des dirigeants en place et de leurs priorités. Sous Staline, elles se traduisent par des déportations et par le recours à une immigration volontaire ou forcée pour procéder à la reconstruction industrielle. Par la suite, les dirigeants successifs utilisent des mesures incitatives et non plus répressives pour accélérer le processus d'industrialisation et d'urbanisation par le biais de l'immigration⁹⁸.

a. Déportations, collectivisation et reconstruction industrielle

La période stalinienne de l'après-guerre (1945-1953) est marquée par le règne de la terreur et les mouvements de populations résultent de politiques coercitives mises en oeuvre par le gouvernement central⁹⁹. Ce dernier adopte des mesures répressives afin de modifier la carte démographique des républiques baltes de manière drastique. Durant cette période, le régime a essentiellement recours à une immigration forcée. Cette stratégie s'inscrit en continuité de la politique de déportations massives mise en oeuvre par Staline dès 1937 dans les autres républiques de l'Union. Ces déportations, mieux connues sous le nom d'«opérations de peuplements spéciaux», visent à peupler des zones désertiques et à bouleverser l'équilibre ethnique des républiques soviétiques afin de supprimer la contestation et de consolider la domination du pouvoir central sur l'empire¹⁰⁰. Les populations baltes ne sont pas épargnées par ces déportations qui révèlent la volonté d'une part, d'éradiquer toute opposition et, d'autre part, de mettre en branle le processus de reconstruction industrielle.

Les déportations sont le remède des Soviétiques pour supprimer la contestation puisqu'elles permettent d'affaiblir les bases des mouvements de guérilla (particulièrement forts dans la Baltique) et de se débarrasser des Baltes qui occupent des

⁹⁶ CHINN, Jeff., Manipulating Soviet Population Resources, New York, Holmes and Meier, 1977, p. 11.

⁹⁷ MISIUNAS., op.cit., pp. 108-112

⁹⁸ KOLSTOE., op.cit., 1995, pp. 71-72.

⁹⁹ MISIUNAS., op.cit., pp. 110-112.

¹⁰⁰ MARIE, Jean-Jacques., Les peuples déportés d'Union soviétique, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, pp. 11-12.

postes clés dans les sphères politique, économique et sociale, autrement dit de supprimer tous ceux que l'on soupçonne d'accointances avec le nationalisme bourgeois¹⁰¹. Ainsi, Staline tente d'éradiquer les mouvements de résistance baltes qui s'organisent pour lutter contre le régime de terreur et qui se livrent, entre 1945 et 1952, à une guérilla intensive. Un nombre important de militaires de l'armée rouge sont envoyés dans la Baltique, chargés de combattre la guérilla et de mettre en oeuvre les mesures de répression. De même, Staline procède aux déportations massives des populations vivant dans les endroits fréquentés par les résistants afin de les priver de leur soutien. De plus, Staline purge les partis communistes locaux des membres autochtones et les remplace par des Russes. Les responsables baltes sont accusés d'encourager le nationalisme bourgeois et sont déportés dans les autres républiques soviétiques¹⁰². Ainsi, en 1949, ce sont 3% des Baltes qui auront été déportés en Sibérie et au Nord du Kazakhstan¹⁰³.

De plus, les opérations de déportations viennent soutenir le processus de collectivisation qui est l'une des grandes priorités dans l'agenda soviétique. Si officiellement la redistribution des terres a pour objectif un nouvel arrangement de l'économie visant l'édification de la société communiste, en d'autres termes la promotion d'une justice sociale dans les campagnes, le but ultime vise plutôt à punir les dissidents au régime et à diviser la classe paysanne¹⁰⁴. Les Soviétiques confisquent les biens de tous les fermiers qu'ils considèrent hostiles au régime, soupçonnés de nationalisme-bourgeois, et ils les déportent. La stratégie soviétique de collectivisation répond à la volonté de décourager l'agriculture qui est le secteur d'activité prédominant dans les États baltes. La redistribution des terres permet de morceler les républiques en petites parcelles dont l'exploitation est difficilement viable. De plus, avec l'imposition de taxes croissantes il devient impossible de tirer profit d'une ferme¹⁰⁵. Cette stratégie vise à encourager les paysans à rejoindre les rangs du prolétariat, contribuant ainsi à la réalisation du processus de modernisation économique et, à plus long terme, à l'édification du communisme.

En outre, pour répondre aux besoins de l'industrialisation rapide, Staline a recours à l'immigration de travailleurs déportés des autres républiques et de migrants volontaires russes. Ces migrations massives s'opèrent principalement en Estonie et Lettonie. La Lituanie est demeurée essentiellement agricole et n'a pas atteint le niveau d'industrialisation de ses voisines. Cet écart s'explique principalement par l'existence, en territoire lituanien, de mouvements de résistance très actifs.

¹⁰¹ MISIUNAS., op.cit., pp. 76-102.

¹⁰² IBID., pp. 76-82.

¹⁰³ IBID., p. 102.

¹⁰⁴ IBID., p. 35.

¹⁰⁵ IBID., pp. 94-97.

Cela entraîne un climat d'insécurité qui rend la Lituanie beaucoup moins attrayante aux immigrants russes. Dans ce pays, l'immigration se limite donc aux fonctionnaires et aux forces armées chargées de mettre en oeuvre la répression¹⁰⁶.

Au cours de la période stalinienne, les déportations additionnées des pertes humaines résultant de la guérilla et l'arrivée d'un nombre considérable d'immigrants industriels en provenance de Russie amènent des changements démographiques majeurs dans la Baltique. La population de l'Estonie qui s'établit à 1.13 millions d'habitants en 1939 tombe à 850 000 en 1945 et, notamment avec l'arrivée de 230 000 immigrants, remonte à 1.15 millions en 1955. En Lettonie, la population passe de 1.4 millions d'habitants en 1945 à 2 millions en 1955 (dont 535 000 immigrants). Pour sa part, la population lituanienne s'établit à 3.1 millions en 1940 et tombe à 2.6 millions en 1955 (dont 160 000 immigrants)¹⁰⁷. Ainsi, en Lituanie, durant cette période, les changements démographiques sont surtout le fait des pertes en vies humaines résultant de la guérilla et des déportations. Il reste que l'immigration russe en Lituanie, comparativement à ses voisines baltes, est beaucoup plus faible.

b. Industrialisation intensive et urbanisation en Estonie et Lettonie

Si durant la période stalinienne l'immigration est essentiellement la conséquence de mesures répressives, par la suite elle devient volontaire. Attirés par les opportunités que procure l'industrialisation et les avantages que leur octroie le régime, les Russes viennent s'établir dans les républiques baltes de leur plein gré.

La production industrielle demeure la grande priorité des Soviétiques jusqu'à la fin des années quatre-vingt. Cette orientation s'inspire de la doctrine marxiste selon laquelle la société socialiste, puis communiste, doit être hautement industrialisée et égalitaire¹⁰⁸. L'industrialisation doit apporter le développement économique nécessaire à l'établissement d'une société juste et équitable¹⁰⁹. En implantant des industries aux quatre coins de l'Union, les dirigeants soviétiques

¹⁰⁶ IBID., pp. 108-112.

¹⁰⁷ IBID., pp. 112-113.

¹⁰⁸ Si les Soviétiques se sont inspirés de l'idéologie marxiste, l'application qu'ils en ont faite s'est révélée plutôt contradictoire. En effet, on constate que les politiques soviétiques ont davantage privilégié la croissance que l'égalité. Les républiques les plus riches se sont davantage enrichies et les plus pauvres, appauvries. A ce titre, les républiques baltes sont devenues parmi les plus riches et les plus industrialisées de l'Union. En effet, en 1970 l'industrialisation en Lituanie est 6.2 fois supérieure qu'en 1955, en Lettonie elle est 4.7 fois plus importante, en Estonie elle est 4.2 fois supérieure, alors que dans l'ensemble des républiques soviétiques elle est 3.7 fois supérieure (LEWIS., op.cit., p. 120, 189).

¹⁰⁹ IBID., pp. 116-117.

espéraient parvenir à unifier les conditions économiques des républiques afin, à plus long terme, de promouvoir l'égalité des peuples et de les intégrer à la société communiste¹¹⁰.

Dans ce contexte, le régime a continué de favoriser l'immigration de la main-d'oeuvre ouvrière russe dans les républiques baltes. Avec Kroutchev, les politiques staliniennes sont entièrement révisées et le contrôle soviétique se relâche. La répression est beaucoup moins systématique et l'immigration n'est plus le résultat de déportations forcées. Dorénavant, on utilise des mesures incitatives pour promouvoir l'établissement des ouvriers russes dans les républiques baltes. Par exemple, on conserve le Russe comme langue officielle de l'Union, ce qui procure aux Russes un certain nombre d'avantages¹¹¹. Le Russe devient le médium de communication dans toutes les sphères de la société, en passant par l'éducation, l'industrie, le Parti, les forces armées et les médias. Cela permet aux nouveaux arrivants d'accéder facilement aux emplois disponibles et à l'éducation supérieure qui requièrent la maîtrise du Russe¹¹². Ces avantages que l'on procure aux Russes les incitent à venir s'installer dans les républiques, ce qui a pour effet de modifier de façon drastique la carte démographique de la Baltique.

En effet, la composition ethnique des républiques subit de nouvelles transformations. La proportion des populations natives diminue de façon rapide, tandis que le poids de la diaspora russe augmente¹¹³. En 1959, en Estonie, les autochtones représentent 74.6% de la population contre 26% de Russes. Leur proportion diminue et, en 1970, ils ne sont plus que 68.2% contre 24.7%. En Lettonie, le poids des populations locales est encore plus faible. En 1959, elles représentent 62% de la population et les Russes 26.6%. En 1970, elles ne constituent plus que 56.8% contre 29.8% de Russes. Pour sa part, la Lituanie, ne connaît pas de changements dans sa composition ethnique car moins industrialisée, et ayant un taux de natalité beaucoup plus élevé (20.6 pour 1000) qu'en Estonie et Lettonie (12.3 pour 1000), elle peut mieux répondre aux besoins de main-d'oeuvre¹¹⁴. On observe même une légère hausse de la proportion de Lituaniens en 1970 où ils représentent 80.1% de la population, comparativement à 79.3% en 1959. Le poids des Russes demeure assez faible passant de 8.5% en 1959 à 8.6% en 1970.

Au début des années soixante-dix, Brejnev arrive au pouvoir et le contrôle soviétique sur les républiques se relâche à nouveau. Si le nombre de migrants russes continue d'augmenter dans les républiques baltes, cela ne relève pas uniquement

¹¹⁰ CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène., *L'empire éclaté*, Paris, Flammarion, 1978, p. 121.

¹¹¹ Nous élaborerons davantage sur cette question dans la partie qui suit.

¹¹² Les populations locales subissent une discrimination linguistique car peu nombreux sont ceux qui possèdent une connaissance du Russe (LEWIS., op.cit., p. 95).

¹¹³ Voir tableau I.

¹¹⁴ KOSLOV, V., *The People of the Soviet Union*, Bloomington, Indiana University Press, 1998, p. 136.

des politiques soviétiques. En effet, on constate que les immigrants vont s'établir dans les régions les plus accueillantes mais dont les besoins en main-d'oeuvre sont peu élevés, négligeant ainsi les régions désertiques. En ce sens, les migrations revêtent un caractère désordonné peu propice au développement économique tel que mis de l'avant par le pouvoir central¹¹⁵. Les républiques baltes, de par leur haut niveau d'industrialisation, s'avèrent les plus attrayantes pour les immigrants. Le développement rapide de l'industrie, ajouté à un taux de natalité en Estonie et en Lettonie qui est le plus bas de toutes les républiques soviétiques¹¹⁶, procurent aux nouveaux arrivants la possibilité d'améliorer leurs conditions de vie. Attirés par les opportunités d'emplois, l'accès aux biens de consommation et à une qualité de vie supérieure à celle de l'ensemble des républiques de l'Union, les Russes arrivent en masse¹¹⁷. Entre 1980 et 1984, avec la construction d'une des plus grandes centrales nucléaires au monde, la Lituanie est, pour la première fois, affectée par l'immigration russe. L'arrivée de 59 000 immigrants modifie particulièrement la carte ethnique de la capitale lituanienne. A cette période, Vilnius n'est composée que de 47.3% de Lituaniens¹¹⁸.

Ainsi, de nouveaux changements démographiques s'opèrent entre 1970 et 1989 dans les États baltes. Le poids de la communauté diasporique augmente encore davantage, particulièrement en Estonie et Lettonie, diminuant ainsi la proportion des populations natives. Ces bouleversements ne sont plus le fait d'une politique de gestion de la population telle que celle que l'on a connue sous Staline. Certes, l'immigration russe s'explique par les avantages que procure l'industrialisation, mais aussi par les privilèges qui sont accordés aux Russes. Privilèges, comme nous le verrons, qui résultent de la politique de russification des Soviétiques. En 1989, date du dernier recensement, on constate que le poids des populations baltes a encore diminué¹¹⁹. En Estonie, les Estoniens représentent 61.2% de la population, les Russes 30.2% et les autres groupes ethniques 8.6%. La Lettonie, pour sa part, est la république qui a subi les plus importantes modifications dans sa composition ethnique. Le poids des Lettons est faible car ils ne constituent que 52% de la population. Les Russes (34%) et les autres groupes ethniques (14%) réunis représentent 48% de l'ensemble de la population. En revanche, les Lituaniens constituent une solide

¹¹⁵ CARRÈRE D'ENCAUSSE., op.cit., p.109.

¹¹⁶ Il est important de préciser que la baisse du taux de natalité dans les républiques baltes est la conséquence directe des politiques soviétiques qui ont favorisé la participation des femmes au processus d'industrialisation. En effet, la haute proportion de femmes ouvrières, particulièrement en Estonie et en Lettonie, a contribué à garder le taux de naissance de ces États parmi les plus bas de l'Union (LIEVEN, Anatol., The Baltic Revolution: Estonia, Latvia, Lithuania and the Path to Independence, Yale University Press, New Haven, 1993, p. 97).

¹¹⁷ KOSLOV., op.cit., pp. 183-189.

¹¹⁸ MISIUNAS., op.cit., pp. 281-284.

¹¹⁹ Voir tableau III.

majorité chez eux (79.3%), avec 9.4% de Russes et 11.3% d'autres groupes ethniques. La Lituanie est, contrairement à ses voisines baltes, formée d'une population relativement homogène.

En outre, comme nous l'avons mentionné auparavant, le processus d'industrialisation répondait aux impératifs de l'idéologie marxiste dans la mesure où il permettait l'établissement d'un prolétariat urbain, moteur de la construction du communisme. Pour Lénine, la modernisation devait s'exprimer en termes d'urbanisation et de rejet de la civilisation rurale. Berceaux de la révolution prolétaire, les villes représentaient le centre de la vie économique, politique et spirituelle et étaient le foyer des forces du progrès. C'est ce qui explique que l'urbanisation ait été un objectif privilégié par les Soviétiques. Cela s'est traduit concrètement par les migrations des populations locales allant des campagnes vers les villes, surtout entre 1959 et 1970¹²⁰. En même temps, la main-d'oeuvre immigrante russe s'est concentrée essentiellement dans les zones urbaines, modifiant ainsi la carte ethno-démographique des villes¹²¹. En 1959, les villes estoniennes sont composées de 62% de natifs et de 31% de Russes. En 1979, la proportion d'Estoniens diminue et passe à 55% contre 36% de Russes. En Lettonie, en 1959, les villes sont constituées à 52% de Lettons et 34% de Russes. En 1979, les Lettons ne sont plus que 45% et la communauté russe représente 40% de la population urbaine. En Lituanie, c'est la tendance inverse qui est observée. En effet, en 1959, les villes sont peuplées à 69% de Lituaniens contre 17% de Russes. En 1979, la proportion de la population urbaine lituanienne augmente (76%) et la communauté russe diminue (13%).

Au cours des années quatre-vingt, la tendance des migrations vers les centres urbains se poursuit, ce qui occasionne un bouleversement de la composition ethnique des grandes villes baltes. En 1989, les Lettons ne représentent plus que 36.5% de la population de Riga. Leur nombre a diminué de moitié depuis 1940 où ils constituaient 63% des habitants de la capitale. Ils sont aussi en minorité dans les six plus importantes villes de Lettonie. Leur proportion s'établit de 49% à Jelgava à 13% à Daugavpils. Le même phénomène s'observe à Tallinn où les Estoniens représentaient 85.6% de la population en 1940 et ne constituent plus aujourd'hui que 49%. En Estonie, les Russes sont essentiellement concentrés à Tallinn et dans le Nord-Est. Dans les autres villes telles Tartu, Parnu et Kuresaare, demeure une solide majorité estonienne. Même si les Lituaniens n'ont pas connu une immigration aussi importante que leurs voisins, ils ont pourtant vu leur poids diminuer dans la population urbaine. En effet, en 1989 45% de la population des villes est constituée de Polonais, de Russes et de Biélorusses¹²².

¹²⁰ CARRERE D'ENCAUSSE., op.cit., p. 104.

¹²¹ Voir tableau IV.

¹²² LIEVEN., op.cit., p. 184

Ainsi, l'établissement de la diaspora russe dans les républiques baltes a été un processus continu et croissant. Au cours de la période stalinienne, l'immigration des Russes était essentiellement forcée et orchestrée par le gouvernement central. Elle répondait à la volonté du régime d'implanter rapidement l'industrialisation dans la Baltique et de modifier sa carte démographique afin d'enrayer la contestation. Après Staline, le phénomène diasporique relève principalement d'une immigration volontaire. Kroutchev a utilisé des mesures incitatives plutôt que répressives pour favoriser l'immigration russe. Avec Brejnev et Gorbatchev les courants migratoires ne relèvent pas d'une politique établie car on constate qu'ils ont un aspect désordonné. Au fond, au cours de la période soviétique, la modernisation et les besoins en main-d'oeuvre qu'elle requérait n'étaient qu'une excuse. L'industrialisation répondait aux impératifs de l'idéologie marxiste-léniniste qui aspiraient à une société communiste égalitaire et uniforme. L'objectif visé, comme nous allons le voir plus en détails dans la prochaine partie, allait beaucoup plus loin car il relevait d'une volonté politique d'uniformiser les sociétés autour d'un noyau russe dans le but ultime de renforcer la mainmise du pouvoir central sur l'empire. C'est pourquoi les Soviétiques ont tenté de modifier la carte ethnique des républiques, particulièrement dans les républiques baltes où le nationalisme était fort. Aujourd'hui, la diaspora russe constitue une large majorité parmi les non-baltes et représente une part importante de la population totale. La Lettonie a été la plus touchée par les différentes vagues migratoires. En l'espace de cinquante ans, les Lettons ont vu leur poids diminuer de façon drastique, ne représentant plus que 52% de la population en 1989. La Lituanie n'a pas été aussi touchée par l'immigration que ses voisines et a conservé une relative homogénéité (avec 79.3% de Lituaniens). Composée de 61% d'Estoniens, la situation démographique de l'Estonie se trouve à mi-chemin entre les deux autres républiques.

Finalement, les Soviétiques ont cherché à uniformiser les conditions économiques et sociales par le biais de l'immigration. L'importation de travailleurs russes permettait à la fois d'industrialiser, d'urbaniser et de prolétarianiser les républiques baltes. Cela a eu pour effet, particulièrement en Estonie et Lettonie, de bouleverser les structures économique, sociale et démographique. D'abord, les républiques baltes ont vu leur secteur d'activité prédominant, à savoir la production agricole, brutalement remplacé par la production industrielle. Ensuite, leur structure sociale a été modifiée: le prolétariat s'est substitué à la paysannerie. Enfin, de sociétés relativement homogènes, les républiques baltes se sont transformées en sociétés bi-nationales.

Ainsi, les politiques de gestion des populations ont généré la formation d'une diaspora dans les républiques baltes. Essentiellement le résultat d'une immigration volontaire, la diaspora russe possède certaines spécificités. Elle ne se démarque pas uniquement du groupe majoritaire par son appartenance ethnique. La ligne de fracture qui divise les deux groupes

s'établie aussi par rapport à la langue, au niveau d'éducation et au type d'emploi occupé. L'Estonie et la Lettonie ont vu leur société se diviser en deux structures sociales: un groupe de langue balte avec un haut taux de cols blancs et un groupe de langue russe, principalement des travailleurs peu éduqués (cols bleus)¹²³. Les Baltes sont plus éduqués, alors que les Russes ont davantage un niveau d'étude secondaire spécialisé. Ils occupent surtout des emplois dans l'industrie et sont concentrés dans les zones urbaines¹²⁴. Dans ce contexte, la diaspora russe constitue un acteur à part entière qui se différencie du groupe majoritaire. En partageant une langue et une situation sociale autres que ceux du groupe national, la diaspora ne s'est pas intégrée et est demeurée liée à, sa mère-patrie, la Russie. Comme nous allons le voir, les dirigeants soviétiques ont favorisé cet attachement par le biais des politiques de russification.

2. La russification comme moyen d'uniformisation culturelle

Le pouvoir soviétique a cherché à unifier les conditions économiques des républiques en procédant à leur industrialisation. L'importation de main-d'oeuvre russe permettait de remplir cet objectif, mais elle avait aussi pour but l'unification du développement culturel. En effet, l'uniformisation économique et culturelle rendaient possible la création d'un peuple soviétique autour d'un noyau russe. Dans ce contexte, il fallait prendre des mesures pour éradiquer le nationalisme et valoriser la culture russe. La russification a été la méthode utilisée par les Soviétiques pour aboutir à l'uniformisation culturelle. Cette politique plaçait les Russes dans une position privilégiée qui les dispensait de s'intégrer. Aujourd'hui perçus par les Baltes comme des exploitants privilégiés, les membres de la diaspora russe n'ont pourtant pas bénéficié d'un statut favorable durant toute la période soviétique. En effet, les avantages qu'ont retirés les Russes de la russification n'ont pas été constants et uniformes dans le temps. Leur statut a varié en fonction des politiques des nationalités mises en oeuvre par les dirigeants successifs de l'URSS¹²⁵. Ainsi, avant d'aborder la question du statut des Russes dans les républiques, nous avons jugé bon de nous attarder sur les fondements idéologiques qui ont façonné les politiques des dirigeants soviétiques à l'égard des nationalités de l'Union. Cela nous permettra de voir comment la dimension idéologique a affecté le statut politique, économique et culturel des Russes.

¹²³ ILVES, Thomas., « Reaction: The Intermovement in Estonia », in TRAPPANS, J.A., Toward Independence: The Baltic Popular Movements, San Francisco, RFE/RL, Westview Press, 1991, p. 75.

¹²⁴ KAPLAN., OP.CIT., p. 211.

a. Les politiques des nationalités et l'éradication du nationalisme

Après la révolution bolchevique, ce que souhaite Lénine, c'est aboutir à une communauté nouvelle qui dépasserait les nations. La construction de la société socialiste doit donc passer par l'intégration des nationalités à l'URSS. Cependant, Lénine constate que la conscience sociale évolue lentement et qu'il faudra beaucoup de temps avant que les consciences nationales changent. Dans ce contexte, il est confronté à un paradoxe: en même temps que l'assimilation des nationalités est indispensable à la survie de l'État, il faut reconnaître des droits aux groupes nationaux afin d'assurer la stabilité politique. Pour résoudre cette contradiction, Lénine envisage, en 1917, la création d'une structure fédérale égalitaire basée sur la formule: « *nationale dans sa forme et socialiste dans son contenu* ». Concrètement, cela se traduit par la mise en oeuvre de la politique « *d'indigénéisation* » (*Korenizatsia*) selon laquelle la culture des nationalités locales est promue et le contrôle de l'État laissé aux républiques¹²⁶.

La politique des nationalités de Lénine est fondée sur une idée égalitaire car il croit que seul ce principe peut abolir les différences nationales et les rancœurs. Afin de contrer le nationalisme, Lénine garantit aux républiques le droit à la sécession. Cette stratégie répond à une logique circulaire. En donnant aux républiques le droit de se retirer, cela implique qu'elles acceptent implicitement de participer à l'Union sous le leadership soviétique. En ce sens, Lénine croit qu'en s'engageant, les républiques ne seront pas tentées d'utiliser leur droit à la sécession. Ce type de concessions permettait l'établissement d'un contrat tacite assurant la stabilité politique¹²⁷.

Dans ce contexte, la politique des nationalités de Lénine n'est pas favorable aux Russes qui vivent dans les républiques. Ceux-ci ont le sentiment d'avoir été floués car ils ne peuvent récolter les fruits de leur révolution. Dans les années vingt, l'attitude des Russes des républiques tend souvent au chauvinisme. Par exemple, certains entrepreneurs russes octroient des privilèges aux membres de leur communauté. Ce type de discrimination ethnique n'est pas accepté par Moscou et est sévèrement sanctionné¹²⁸. La volonté de Lénine d'éradiquer le nationalisme passe nécessairement par l'élimination du chauvinisme russe. C'est pourquoi durant la période *d'indigénéisation*, les Russes sont considérés comme une minorité nationale, au même titre que les autres. En ce sens, ils ne retirent aucun bénéfice particulier par rapport aux autres

¹²⁵ KOLSTO., op.cit., 1995, pp. 71-72.

¹²⁶ BREMMER., op.cit., pp. 5-9.

¹²⁷ IBID., pp. 9-10.

¹²⁸ Par exemple, en 1930, le superviseur d'une compagnie ferroviaire fut condamné à cinq ans de prison pour avoir accordé un traitement préférentiel à des travailleurs russes.

nationalités¹²⁹. Certes, les Russes dans les républiques baltes indépendantes¹³⁰ ne sont que très peu touchés par la politique d'*indigénéisation* de Lénine, mais nous avons jugé essentiel d'aborder ce point afin de placer les politiques qui vont suivre dans leur contexte.

Avec l'arrivée de Staline au pouvoir, on assiste à un changement radical dans la politique des nationalités, à partir de 1933. Jusqu'alors, la ligne officielle du Parti visait à éradiquer le chauvinisme russe en réprimant la langue et la culture russe. L'égalité des peuples, comme fondement de l'équilibre politique devait permettre que se dégage une nouvelle élite qui serait « *nationale dans sa forme et soviétique dans son contenu* ». L'existence d'une élite soviétique devait mener à la formation d'une communauté nouvelle dont la solidarité de classe l'emporterait sur la conscience nationale: la nation soviétique socialiste. Cependant, les résultats de cette politique s'avèrent beaucoup plus mitigés que ceux espérés par ses concepteurs. Partout, des élites nouvelles se forment mais, partout, elles reprennent à leur compte l'idée nationale qu'elles étaient censées supprimer¹³¹.

Face à cette situation, Staline met de l'avant une politique des nationalités qui vise non seulement la réduction de l'autonomie culturelle des républiques mais leur russification. L'idée égalitaire qui prévalait sous Lénine est remplacée par un système de hiérarchie où la Russie est conçue comme la première et la plus grande nation parmi les autres. Pour Staline, le peuple russe est supérieur car c'est lui qui a mené la révolution alors que les autres se sont révélés trop faibles. En ce sens, cela justifie son accession au rang de « frère aîné » ainsi que son droit et sa mission de diriger l'Union. Il faut donc, par la force, russifier les différentes nationalités de l'URSS afin de supprimer les spécificités nationales et d'éradiquer le nationalisme. Dès lors, la formule change et devient: « *national dans sa forme et russe dans son contenu* »¹³². Dans ce contexte, les Russes bénéficient d'un statut économique, politique et culturel privilégié dans les républiques de l'Union.

En 1956, Kroutchev engage une campagne de déstalinisation et s'efforce de libéraliser les politiques ethniques. On assiste alors à la mise en oeuvre d'une série de réorganisations administratives qui permettent aux républiques d'instituer

¹²⁹ KOLSTO., op.cit., 1995, pp. 74-80.

¹³⁰ Durant les indépendances (1918-1940), les Baltes élaborent des législations très libérales en matière de droits des minorités. Les Russes de la Baltique ont donc, durant cette période, le statut de minorité, ce qui ne constitue pas un changement par rapport à 1917. Les relations inter-ethniques avant la Deuxième Guerre mondiale sont assez harmonieuses car le poids des Russes n'est pas très important et ils sont relativement bien intégrés. Leur intégration s'exprime d'ailleurs au travers de leur connaissance des langues baltes et de leur tendance aux mariages mixtes (KOLSTO., op.cit., pp. 105-106, 109).

¹³¹ CARRERE D'ENCAUSSE., op.cit., p. 25.

¹³² BREMMER., op.cit., p. 11.

leurs propres lois à l'intérieur du cadre soviétique¹³³. À l'occasion du 21^{ème} Congrès de 1961, Kroutchev annonce que la société soviétique s'est transformée et qu'elle est en bonne marche vers la société communiste. Les divisions territoriales nationales ne sont plus qu'un souvenir car les nations soviétiques ont évolué. La russification de l'époque stalinienne a porté ses fruits et le Russe s'est imposé comme la langue commune à tous, constituant un puissant ciment d'unité. De même, les progrès économiques ont unifié les nations soviétiques, notamment par le biais des flux migratoires. Les quarante années de socialisme ont rapproché les nations et ont ouvert la voie à leur fusion en une seule communauté. Pour Kroutchev, c'est bien là le signe qu'une nouvelle ère commence: l'ère d'un peuple soviétique¹³⁴. Ainsi, le régime de Kroutchev n'apporte pas de grands changements au statut des Russes vivant dans les républiques. Ils continuent de détenir, en terme de pouvoir politique et de prestige, une position privilégiée. De même, la langue et la culture russes occupent toujours une place de premier ordre. C'est Brejnev qui, à son arrivée au pouvoir, met en oeuvre et promeut le concept de « peuple soviétique » (*Sovetskii narod*). Celui-ci fait référence à un territoire commun (l'URSS), au partage d'une idéologie et d'une conception du monde (le marxisme-léninisme) et à des objectifs communs (la construction de la société communiste). Le « peuple soviétique » est conçu comme une entité homogène caractérisée principalement par des intérêts de classes et ethniques semblables, des attributs socio-économiques identiques, une seule et unique culture multiethnique et une langue de communication inter-ethnique: le Russe¹³⁵. Le peuple soviétique est donc sensé partager une identité commune, identité dont le noyau est russe.

D'un point de vue idéologique, la diversité ethnique n'est tolérée que durant la phase du socialisme mais pas dans celle du communisme. Il est donc indispensable pour Brejnev de créer un groupe ethnique soviétique homogène. Celui-ci devra se former autour du noyau russe. Le futur « peuple soviétique » est conçu comme étant « *communiste dans son contenu et russe dans sa forme* ». Dans cet esprit, Brejnev réaffirme le caractère particulier de la Russie lors du cinquantième anniversaire de la formation de l'URSS. Il lui donne le statut de « *première parmi les autres* » (*primus inter pares*) et lui attribue une position spéciale à l'intérieur de l'Union¹³⁶. De par son statut privilégié, la Russie exerce un contrôle sur les républiques de l'Union.

Dans la même lignée que ses prédécesseurs, Gorbatchev veut préserver le caractère ainsi que la position particulière de la Russie au sein de l'Union. Selon lui, les Russes des républiques ont joué un rôle vital dans l'unité de l'État soviétique

¹³³ MISIUNAS., op.cit., pp. 131-135.

¹³⁴ CARRERE D'ENCAUSSE., op.cit., pp. 39-44.

¹³⁵ RASIAK, R., « The Soviet People: Multiethnic Alternative or Ruse? », in ALLWORTH, E, *et al.*, *Ethnic Russia in the USSR: The Dilemma of Dominance*, New York, Pergamon Press, 1980, pp. 159-160.

avant la période de la Perestroïka. Souhaitant conserver le caractère unitaire de l'URSS, Gorbatchev considère qu'il est indispensable que les Russes des républiques continuent de s'identifier à « l'Union soviétique russe »¹³⁷. Cependant, les réformes mises en branle durant les période de la Glasnost et de la Perestroïka ont de profondes répercussions sur les républiques, tout particulièrement dans les républiques baltes. L'ouverture politique et économique a pour effet de favoriser le développement des mouvements de revendication nationale. Par exemple, en permettant une réévaluation de l'histoire (précisément lors de la période stalinienne) Gorbatchev donne aux activistes baltes la possibilité de remettre en question l'annexion soviétique des États baltes et, de ce fait, la légitimité même des lois soviétiques¹³⁸. Comme nous le verrons ultérieurement, les nationalistes baltes ont profité de la Glasnost et de la Perestroïka pour acquérir leur souveraineté.

Si les politiques des nationalités ont pris différentes formes, elles ont toutes été guidées par la volonté de créer un peuple soviétique partageant un territoire, une idéologie et une identité communs. Il fallait intégrer les nationalités à l'URSS en supprimant les spécificités nationales afin d'aboutir à l'établissement d'une communauté nouvelle: la nation socialiste. Les Soviétiques ont donc cherché à établir une cohésion nationale en russifiant les républiques de l'Union. L'uniformisation culturelle autour d'un noyau russe visait le développement d'une identité et d'un sentiment d'appartenance partagés, constituant un puissant ciment d'unité, conditions nécessaires à la stabilité du régime. Comme nous allons le voir, la russification qui s'est exprimée au niveau du leadership politique et au niveau culturel a procuré certains avantages aux Russes, les dispensant de s'intégrer et leur permettant de conserver des liens avec leur mère-patrie.

b. Le statut politique et économique des Russes

Le premier élément des politiques des nationalités des dirigeants soviétiques a été de contrôler la composition ethnique du leadership politique au sein des partis communistes des républiques. Le système d'attribution des postes-clés dans les républiques est un indicateur important qui permet d'évaluer le statut économique et politique des Russes au sein des sociétés. Les privilèges économiques et politiques dont ont bénéficié les Russes n'ont pas été constants dans le temps. Ils ont varié en fonction des dirigeants en place et de leur politique des nationalités. Ainsi, placés au rang de minorité durant la période léniniste, les Russes ne bénéficient pas d'un statut politique ou économique particulier. Au contraire, la politique d'*indigénéisation* favorise l'entrée des élites locales aux différents échelons du pouvoir, soit au niveau des républiques, du

¹³⁶ MEDISH, V., « Special Status of the RSFSR », in ALLWORTH., op.cit., p. 192.

¹³⁷ DUNLOP, J., « Russia: Confronting a Loss of Empire? », in BREMMER., op.cit., pp. 48-49.

¹³⁸ MUIZNIEKS, Nils., «Latvia: origins, evolution, and triumph», in BREMMER., op.cit., pp.189-190.

Parti et de l'État¹³⁹. Parallèlement à cette politique, Moscou attribue officieusement aux élites locales des bénéfices économiques en échange de leur loyauté aux lois soviétiques¹⁴⁰.

Cependant, avec l'arrivée de Staline au pouvoir, on assiste à un changement drastique de la politique des nationalités. Afin de mettre en oeuvre sa politique de russification, Staline adopte une nouvelle politique de recrutement au sein des partis communistes qui privilégie la représentation russe¹⁴¹. Dans les républiques baltes, à partir de 1941, on assiste à une russification de la direction politique visant à éradiquer toute forme de nationalisme. Les dirigeants des partis communistes locaux sont accusés d'encourager le nationalisme bourgeois et sont déportés. Ils sont remplacés par des Baltes russifiés qui ont vécu en Russie et les postes les plus élevés dans la hiérarchie sont attribués aux Russes¹⁴². La proportion des leaders locaux au sein des partis communistes diminue donc considérablement. En Estonie, par exemple, en 1941 les Estoniens représentent 90% du leadership du Parti, en 1946 ils ne constituent plus que 48% et 41% en 1952¹⁴³. En fait, entre 1945 et 1953, les Russes qui sont assignés à diriger et à superviser la vie sociale et économique dans la Baltique à tous les niveaux (république, district, commune) représentent un groupe numériquement faible par rapport à leurs compatriotes immigrants mais très influent¹⁴⁴. Dans ce contexte, les Russes bénéficient de privilèges politiques et économiques importants durant le règne stalinien.

En 1956, lorsque Kroutchev engage sa campagne de déstalinisation, on assiste à un relâchement du contrôle soviétique et les républiques se voient accorder de nouveaux droits¹⁴⁵. Le nombre de nationaux dans l'appareil administratif des républiques augmente. Ces concessions redonnent aux pays baltes des espoirs de soulèvement qui se concrétisent par des manifestations. Le gouvernement central n'apprécie guère que les Baltes fassent ouvertement part de leur mécontentement. C'est pourquoi, en juillet 1959, Kroutchev procède à la purge des partis communistes afin de se débarrasser des leaders qui montrent leur opposition à la ligne du Parti. Ces derniers sont contraints de démissionner et ils sont remplacés par des Russes ou des Baltes de Russie. La Lettonie est la plus touchée par cette purge qui s'étend aux médias et à tous les domaines économique, social et culturel. C'est en Lituanie que la purge a le moins d'effets car les Russes y sont peu nombreux. À cette époque, les leaders nationaux constituent 60% de l'appareil administratif. La situation de l'Estonie se trouve à mi-chemin

¹³⁹ KOLSTO., *op.cit.*, 1995, pp. 73-74.

¹⁴⁰ ZASLAVSKY, V., « Success and Collapse: Traditional Soviet Nationality Policy », in BREMMER., *op.cit.*, p. 37.

¹⁴¹ KOLSTO., *op.cit.*, 1995, pp. 82-83.

¹⁴² MISIUNAS., *op.cit.*, pp. 76-82.

¹⁴³ SMITH., *op.cit.*, p. 134.

¹⁴⁴ MISIUNAS., *op.cit.*, p. 109.

entre celle de la Lettonie et de la Lituanie. Les Estoniens, pour leur part, sont sur-représentés dans la plupart des emplois qualifiés mais sous-représentés dans la structure politique¹⁴⁶. Ainsi, Kroutchev n'apporte pas de grands changements quant au statut des Russes qui continuent de bénéficier de privilèges économiques et politiques considérables.

S'il est vrai que sous Brejnev la Russie jouit d'une position avantageuse au niveau politique, cela n'implique pas pour autant que les Russes des républiques bénéficient de privilèges socio-économiques spéciaux, à moins que des considérations de sécurité n'entrent en jeu¹⁴⁷. Jusque dans les années soixante-dix, les avantages que retirent les Russes proviennent du fait qu'ils dirigent l'appareil politique des républiques. Par la suite, Brejnev tente une indigénéisation graduelle des partis locaux afin de promouvoir une meilleure représentativité. Les autochtones peuvent alors accroître leur influence sur les décisions politiques, tout du moins dans certains domaines. Par exemple, en 1972, les Lettons sont sur-représentés dans les organes politiques de leur république. Ils représentent 91.7% des membres du Secrétariat, alors qu'ils ne constituent que 57% de la population. Mais, les postes-clés sont réservés aux Russes de la «grande Russie». La fonction de Second secrétaire, considéré comme l'imminence grise de la république, est attribuée aux Russes de Moscou. Ainsi, avec l'indigénéisation des partis et la préférence accordée aux Russes du centre, ceux vivant dans les républiques se retrouvent handicapés quant à leurs possibilités d'accéder au pouvoir politique¹⁴⁸.

Dès son arrivée au pouvoir en 1985, Gorbatchev, veut réaffirmer le contrôle du centre sur la périphérie afin de pallier aux négligences de l'ère brejnevienne. Il procède à des changements de personnel en plaçant des collaborateurs « fiables » aux divers échelons du pouvoir dans les républiques. Gorbatchev cherche à perpétuer la structure hiérarchique qui place les républiques dans une position subordonnée à la Russie. En même temps, les réformes mises en oeuvre redonnent certains pouvoirs, même modestes, aux républiques. Cela a un impact négatif sur le statut politique et économique des Russes dans les républiques¹⁴⁹.

Ainsi, la russification du leadership politique a procuré aux Russes des avantages politiques et économiques sous Staline et Kroutchev. Par la suite, les Russes n'ont pas bénéficié de privilèges particuliers. Au contraire, ils se sont même retrouvés désavantagés quant à leur accession aux plus hauts postes de la hiérarchie.

¹⁴⁵ IBID., pp. 131-135.

¹⁴⁶ IBID., pp. 136-149.

¹⁴⁷ RYWKIN, M., « The Russia-Wide Soviet Federated Socialist Republic (RSFSR): Privileged or Underprivileged? », in ALLWORTH., op.cit., p. 193.

¹⁴⁸ KOLSTO., op.cit., 1995, pp. 92-95.

c. Russification linguistique et culturelle

Le second élément des politiques des nationalités a été de promouvoir la culture russe. La russification culturelle s'est traduite principalement par la mise en oeuvre de mesures portant sur la langue et l'éducation. Si durant la période d'indigénéisation, Lénine encourage le développement des langues locales et un plus grand accès à l'éducation pour les populations natives, sous Staline, la politique des nationalités est radicalement reformulée et repose dorénavant sur le principe de la russification. Ce processus, sous le régime stalinien, ne se limite pas au leadership politique mais concerne aussi et surtout les questions éducative et linguistique. A partir de 1944, Staline procède à un nouvel aménagement de l'enseignement visant la pénétration idéologique via l'éducation. Ainsi, il augmente l'accès à l'instruction et organise des cours d'endoctrinement afin de créer une nouvelle élite fidèle au régime soviétique¹⁵⁰. Parallèlement, le Russe est placé au rang de langue officielle de l'Union car il est considéré par Staline comme la langue internationale supérieure aux autres. Selon lui, la culture et la langue russes ont acquis une maturation sans égale et doivent ainsi servir de modèle. Elles doivent être à la base de l'enrichissement et du développement des cultures et des langues des autres nations¹⁵¹.

De cette politique de russification, les Russes retirent des bénéfices considérables. En effet, des écoles et des journaux russes sont créés ainsi qu'une quantité d'autres facilités pour répondre à leurs besoins culturels. Par exemple, ils ont l'avantage de pouvoir choisir entre l'enseignement dans leur langue native ou dans la langue locale. Dans la majorité des cas, ils optent pour le Russe, ce qui contribue à renforcer le processus de russification et à accroître leur empreinte culturelle, particulièrement dans les zones urbaines des républiques¹⁵².

En 1958, Kroutchev met en oeuvre une réforme de l'éducation qui rend optionnel l'apprentissage de la langue locale dans les écoles russes. Selon les autorités soviétiques, cette mesure vise à donner des opportunités égales à tous¹⁵³. Cette réforme a un impact sur les populations locales car celles-ci s'aperçoivent que leurs possibilités d'avancement dans la société pourraient être compromises si elles n'apprennent pas le Russe. En revanche, les Russes cessent d'étudier les langues locales car cela ne leur procure que très peu d'avantages et ils n'en voient pas la nécessité¹⁵⁴.

¹⁴⁹ MUIZNIEKS., op.cit., pp. 189-190.

¹⁵⁰ IBID., pp. 114-115.

¹⁵¹ IBID., p. 117.

¹⁵² KOLSTO., op.cit., 1995, p. 83.

¹⁵³ Dans le système antérieur, les étudiants (Russes et autres groupes ethniques) dans les républiques devaient apprendre une langue de plus que les Russes de Russie. Cela leur donnait moins de temps pour se consacrer aux autres matières et, selon Moscou, les désavantageait dans la compétition à l'accession aux études supérieures.

¹⁵⁴ IBID., pp. 86-88.

Avec Brejnev, les privilèges dont bénéficient les Russes des républiques sont essentiellement culturels. La prédominance de la culture russe est liée quant à elle au statut particulier dont jouit la langue russe au sein de l'Union et ne s'explique pas par une position privilégiée qui aurait été décernée aux Russes. En donnant à la langue russe une place de premier ordre, Brejnev vise la création d'une culture soviétique homogène. Il conçoit ainsi les Russes comme des agents de dilution ethnique et comme la pierre angulaire de la construction de la nation soviétique¹⁵⁵. Ceci explique que les efforts de russification, par le biais de l'immigration et de la culture, soient devenus plus intenses entre la fin des années soixante-dix et 1986¹⁵⁶.

L'idée de la création d'un peuple soviétique autour d'un noyau russe subsiste sous Gorbatchev. Cependant, les trois républiques baltes font preuve d'une opposition massive au statu quo et s'organisent pour recouvrir leur indépendance. Entre 1988 et 1989, les langues locales sont déclarées officielles dans les trois républiques. Cette victoire est perçue par les leaders baltes comme le symbole de leur domination sur leur territoire et a pour effet de renforcer le sentiment nationaliste¹⁵⁷. Cet événement a un impact sur les Russes des républiques car ils ne sont qu'une minorité à avoir acquis une connaissance des langues baltes. Les nouvelles lois linguistiques vont donc multiplier les opportunités économiques et politiques pour les Baltes et ceci au détriment des minorités russes.

La politique soviétique de russification linguistique des républiques a octroyé aux immigrants russes des privilèges essentiellement culturels. Dispensés de l'apprentissage des idiomes locaux, les Russes étaient avantagés par rapport aux populations des républiques. Ainsi, peu nombreux sont ceux qui ont acquis une connaissance des langues locales. En 1989, 33.4% des Russes de Lituanie parlent le Lituanien, 21.1% de Lettonie parlent le Letton et 13.7% de l'Estonie, l'Estonien¹⁵⁸. La connaissance des idiomes locaux varie en fonction de plusieurs variables. Cela dépend essentiellement de la proximité culturelle et linguistique entre les Russes et les populations des républiques, de la taille de la communauté russe et de la période d'établissement¹⁵⁹. Si les Russes ont une meilleure connaissance du Lituanien, c'est parce que, moins nombreux, ils se sont mieux intégrés¹⁶⁰. En revanche, les Russes d'Estonie sont peu nombreux à parler l'Estonien car c'est une langue d'origine finno-ougrienne très complexe. Pour leur part, les Russes de Lettonie ont eu plus de facilités à apprendre le Letton

¹⁵⁵ IBID., pp. 99, 102.

¹⁵⁶ MISIUNAS., op.cit., p. 211.

¹⁵⁷ DUNLOP, John., « Will a Large-Scale Migration of Russians to the Russian Republic Take Place Over the Current Decade? », *International Migration Review*, vol. 27, no. 3, 1993. p. 628.

¹⁵⁸ IBID., p. 628.

¹⁵⁹ KOLSTO., op.cit., 1995, p. 89.

¹⁶⁰ IBID., p. 139.

puisque, tout comme le Russe, c'est une langue Indo-européenne¹⁶¹. De plus, au sein d'une même république, les différences quant au bilinguisme des Russes s'établissent en fonction de leur période d'arrivée et de leur lieu de résidence. En effet, ceux qui sont venus durant l'entre-deux-guerres sont mieux intégrés que ceux qui sont arrivés par la suite. Ces derniers vivent généralement dans les zones urbaines à forte concentration russe et ont des contacts et une connaissance très partiels de la langue et de la culture locale¹⁶².

Finalement, durant la période soviétique, le statut de la diaspora russe dans les républiques baltes a varié en fonction des politiques des nationalités en vigueur. Avec la politique d'indigénéisation de Lénine, les Russes sont considérés comme une minorité nationale, au même titre que les autres. En ce sens, ils ne retirent aucun bénéfice particulier par rapport aux autres nationalités¹⁶³. C'est sous Staline et Kroutchev qu'ils ont été les plus privilégiés dans la mesure où le peuple russe et sa culture étaient considérés comme étant supérieurs aux autres. Les privilèges dont ils ont bénéficié ont été autant politiques, économiques que culturels. Par la suite, sous Brejnev et Gorbatchev, ils ont continué de profiter d'avantages culturels et linguistiques considérables, mais se sont trouvés handicapés dans l'accession au pouvoir politique et aucun privilège économique ne leur a été concédé. Il semble, comme le laisse entendre Brubaker, que leur principal avantage ait été d'ordre psychologique. En effet, la sensation d'appartenir à la nation dominante leur laissait un fort sentiment de sécurité et les dispensait de s'intégrer¹⁶⁴.

On remarque que la russification culturelle a été une constante durant toute la période soviétique. En fait, les politiques des nationalités ont été essentiellement un instrument de domination culturelle du régime visant la suppression des identités nationales. Tout était mis en oeuvre par le régime pour que les nationalités de l'Union s'assimilent à la culture russe, principalement par le biais de l'éducation et de la langue. A partir de l'ère brejnevienne, l'uniformisation culturelle est devenue la principale priorité du régime (l'industrialisation étant déjà en bonne marche). Les Russes étaient alors considérés comme les agents de la promotion de la culture russe permettant l'édification de la nation socialiste. Toutes les conditions étaient réunies pour que les Russes conservent des liens identitaires avec la Russie. Ainsi, les Russes ont formé un groupe distinct se différenciant du groupe national. Partageant les mêmes caractéristiques socio-économiques du prolétariat industriel, étant concentrée en milieu urbain et conservant le Russe comme médium de communication, la diaspora a

¹⁶¹ LIEVEN., op.cit., p. 187.

¹⁶² KOLSTO., op.cit., 1995, p. 109.

¹⁶³ IBID., pp. 74-80.

¹⁶⁴ BRUBAKER, Roger., « Citizenship Struggles in Soviet Successor States », International Migration Review, vol. 26, no. 2, 1992, p. 272.

développé un minimum de contacts avec la culture locale. La diaspora s'est affirmée comme un acteur social avec des intérêts et une identité spécifiques ne concordant pas avec ceux du groupe majoritaire. Compte-tenu du poids de la diaspora russe et de ses liens avec la puissance impériale, les Baltes ont commencé à craindre pour la survie de leur nation et ils se sont organisés pour recouvrir leur indépendance.

II. La quête des indépendances: une lutte contre l'extinction nationale

Les politiques des nationalités ont été mises en oeuvre afin de dénationaliser les populations et créer un peuple soviétique. L'uniformisation économique, sociale et culturelle semble avoir directement porté atteinte à l'identité et à la cohésion nationale des Baltes. En cherchant à supprimer les particularités nationales, les Soviétiques ont contribué à exacerber les tensions ethniques. L'immigration massive des Russes et les politiques de russification imposées contre la volonté des Baltes ont suscité chez ces derniers la crainte de l'extinction nationale. Le rejet des politiques des nationalités a été à la base du nationalisme balte. Certes, l'expérience de la souveraineté, l'échec du système d'économie planifiée et l'ouverture de Gorbatchev sont des facteurs qui ont participé au regain des sentiments nationaux mais c'est surtout la crainte de l'assimilation qui a guidé le nationalisme dans la Baltique. La question de la survie identitaire a renforcé la cohésion des populations locales et a mené à la formation des fronts populaires. Ceux-ci ont dû tenir compte de la présence d'un nouvel acteur sur leur territoire pour mener à bien leur lutte pour l'indépendance: la diaspora russe.

1. Le nationalisme balte: un nationalisme anti-russe

a. Le rejet des politiques de colonisation

Le marxisme-léninisme s'est attaché à éliminer les questions nationales afin d'uniformiser les sociétés et de garantir la stabilité du système. Les politiques des nationalités visaient à dénationaliser les populations et créer un peuple soviétique. Le marxisme-léninisme qui était sensé supprimer les divisions ethniques n'a fait que les maintenir dans un état de sommeil temporaire. Les politiques de colonisation soviétique qui se sont traduites par des changements démographiques et la russification ont ravivé les sentiments nationalistes. En fait, elles ne sont pas parvenues à supprimer le nationalisme, au contraire elles ont exacerbé les tensions ethniques. Les leaders soviétiques n'ont pas sérieusement pris en compte les questions nationales. Évoluant dans le cadre autoritaire et rigide du marxisme-léninisme, ils ont sous-estimé les particularités des nations¹⁶⁵.

Certes, l'autoritarisme a permis de maintenir une certaine stabilité. En effet, la répression a joué un rôle très important dans l'implantation des politiques des nationalités. Celles-ci pouvaient être mises en oeuvre uniquement si l'État disposait de la capacité de supprimer, par des moyens coercitifs, les groupes dissidents qui s'opposaient à l'État multiethnique. Toutefois, la répression ne s'est pas avérée suffisante pour éteindre les flammes nationalistes¹⁶⁶.

En fait, la russification est apparue comme un processus de consolidation nationale, plus qu'une soviétisation. En imposant aux républiques les valeurs, la culture et la langue russe, le régime a laissé les groupes nationaux très préoccupés par la survie de leur identité nationale. L'adoption de la langue russe comme langue officielle a augmenté la perception des populations baltes que leurs nations étaient en état de siège. Dans les États baltes, la langue qui était un instrument de domination a été un catalyseur du nationalisme. De même, l'immigration a augmenté la perception des populations locales que la nation était en danger¹⁶⁷. La présence de la diaspora a été perçue par les Baltes comme une menace à leur identité. Ceux-ci craignaient de devenir une minorité, particulièrement en Lettonie où les Lettons ne représentent que 52% de la population. De même, la russification des villes baltes a renforcé le sentiment national. Les Soviétiques ont fait une erreur en croyant que l'urbanisation accélérerait l'assimilation. Au contraire, elle a renforcé les barrières ethniques et a contribué à augmenter les tensions¹⁶⁸.

¹⁶⁵ KAISER., op.cit., pp. 24-25.

¹⁶⁶ ZASLAVSKY., op.cit., p. 33.

¹⁶⁷ KAISER., op.cit., pp.26-27.

¹⁶⁸ IBID., pp. 223-225.

Les populations baltes n'ont jamais perçu l'URSS comme le « paradis soviétique » ni souhaité faire partie du « peuple soviétique ». Les politiques de russification ont fait craindre aux Baltes l'assimilation, ce qui les a empêché de s'identifier au système et à la société soviétique. Ils ne voyaient pas la soviétisation comme une avancée mais comme une stagnation. Les nationalistes ont alors eu la conviction que les nations devaient résister à l'assimilation et survivre jusqu'à ce qu'ils puissent rejoindre la communauté internationale en tant que nation souveraine. Le nationalisme dans les républiques baltes est donc, d'abord et avant tout, un nationalisme anti-russe¹⁶⁹. Les nationalistes baltes, tout comme les séparatistes asiatiques et africains, ont utilisé la rhétorique de l'exploitation coloniale et ont présenté l'indépendance comme une décolonisation¹⁷⁰.

Certes, le rejet des politiques des nationalités est la principale cause qui explique le regain du nationalisme dans les républiques baltes. Toutefois, d'autres facteurs ont contribué à favoriser l'émergence des mouvements nationaux. Tout d'abord, le nationalisme balte n'est pas nouveau car ses premières manifestations remontent au XIX^{ème} siècle. Il s'est clairement exprimé à la fin de la Première guerre mondiale suite à l'accession aux indépendances des républiques baltes. Avec l'expérience de la souveraineté, les identités se sont consolidées. Après l'incorporation des républiques baltes à l'URSS, le nationalisme n'a pas disparu, il est demeuré à l'état latent. Ainsi, il est faux de penser, à l'instar d'un grand nombre de spécialistes, que la question nationale s'est exprimée uniquement en réponse aux politiques de Gorbatchev. Ces dernières, comme nous le verrons, ont eu pour effet de précipiter les choses car le nationalisme était déjà présent dans les républiques baltes, sous le règne soviétique. Puis, le déclin économique a diminué la capacité du système à maintenir le consensus de la société soviétique. Ne pouvant plus assurer un développement économique constant, le régime a été remis en question par les élites des républiques baltes. Finalement, avec l'arrivée de Gorbatchev et ses politiques d'ouverture, les leaders baltes ont vu l'opportunité d'augmenter leur pouvoir et ainsi leur capacité de mobiliser la population derrière l'objectif de la souveraineté.

¹⁶⁹ PRAJAUSKAS, Algimantas., « The Influence of Ethnicity on the Foreign Policies of the Western Littoral States », in SZPORLUK., op.cit., p.155.

¹⁷⁰ KAISER., op.cit., p. 405.

b.L'expérience de la souveraineté:

Les États baltes sont les seules républiques à avoir jouit d'une indépendance (1918-1940). L'expérience de la souveraineté a, sans conteste, contribué à consolider l'identité des populations baltes. L'autodétermination leur a permis d'affirmer leur culture et leur langue dans leur propre cadre institutionnel. Durant ces deux décennies, ils sont parvenus à instaurer des mécanismes démocratiques. Ils ont créé des symboles nationaux qui ont servi de ciment d'unité à la nation (drapeau, hymne national). Ainsi, lorsqu'ils ont été incorporés à l'URSS, les Baltes l'ont vécu comme une injustice et n'ont jamais reconnu la légitimité de cet acte. Malgré la répression exercée par les Soviétiques, le sentiment national est demeuré très présent chez les populations baltes¹⁷¹.

Les dissidences à l'égard du régime se sont manifestées très tôt dans les trois républiques mais ont été beaucoup plus significatives en Lituanie. En effet, dès juillet 1940, les Litvaniens ont formé des mouvements de guérilla bien organisés. Le fort sentiment nationaliste des Litvaniens s'explique par la présence de l'Église catholique qui jouit d'une grande influence. En adoptant des politiques antireligieuses, les Soviétiques n'ont fait que renforcer le nationalisme des populations litvaniennes. Ainsi, au début des années soixante-dix, 50 000 Litvaniens ont signé une pétition pour protester contre les persécutions religieuses du gouvernement central. Plusieurs manifestations de protestation ont eu lieu durant cette période. La plus marquante a été celle d'un jeune Litvanien qui s'est immolé par le feu. Cet événement tragique est devenu un symbole et une occasion pour la population de montrer son rejet des lois soviétiques, en commémorant chaque année l'anniversaire de la mort du jeune homme¹⁷².

En Lettonie, on a aussi assisté à des manifestations anti-soviétiques en 1985. Ces contestations mettaient l'accent sur une série d'éléments symboliques, tels des dates et des événements de l'histoire lettone. La manifestation la plus significative fut la commémoration de la déclaration d'indépendance du 18 novembre 1918. Cet événement a permis aux Lettons de rejeter ouvertement leur incorporation à la Fédération soviétique¹⁷³.

¹⁷¹ LOROT., op.cit., p. 91.

¹⁷² KRICKUS, Richard., « Litvania: Nationalism in the Modern Era », in BREMMER., op.cit., pp. 166-169.

c. L'échec du système d'économie planifiée

Si le régime n'a pas réussi à supprimer le nationalisme, il est néanmoins parvenu à garantir une certaine stabilité. Certes, la répression a joué un rôle important dans le maintien du système. Toutefois, l'autoritarisme n'a pas été le seul garant de la stabilité. En effet, cette dernière est le résultat de conditions spécifiques caractérisées par une période d'expansion économique. Les Soviétologues définissent ces conditions comme un « contrat social » entre l'État et la population garantissant la stabilité des prix, l'absence d'inflation et la sécurité d'emploi, en d'autres termes l'augmentation du niveau de vie. La prospérité garantie par le régime a fait que le contrat social a acquis une connotation positive chez les populations et est devenu la base du consensus de la société soviétique. En fait, la croissance économique que le système fournissait a rendu l'État multi-ethnique tolérable pour les populations des républiques. Cependant, lorsque les conditions économiques ont commencé à se détériorer, le système s'est vu dans l'incapacité de maintenir le consensus. Dans ce contexte, la crise économique de la fin des années soixante-dix a remis en question les fondements mêmes du contrat social. Dès lors, le régime a eu des difficultés à maintenir sa stabilité interne et sa légitimité. En fait, les problèmes économiques empêchaient le maintien de l'expansion du système soviétique. La soviétisation dont le succès était indissociablement lié à un État central fort poursuivant un développement économique intensif s'est révélée disfonctionnelle. Le maintien de l'appareil de contrôle et de répression a entraîné des coûts supplémentaires qui ont mené à la crise du régime soviétique. Puisque l'État ne pouvait plus remplir ses engagements, il devenait illégitime aux yeux des populations¹⁷⁴.

En même temps, la récession économique a contribué à augmenter les lignes de fractures ethniques. En effet, lorsque les conditions économiques sont précaires, les tensions ethniques augmentent car on assiste à un accroissement de la compétition pour les biens rares. Dans l'adversité, les populations se regroupent en fonction de leur affiliation ethnique afin de se protéger et de gagner des avantages marginaux. Ainsi, le système a contribué à renforcer la solidarité ethnique et, de ce fait, les divisions¹⁷⁵.

L'échec du système d'économie planifiée a donc mené à un regain des nationalismes en URSS, particulièrement dans les républiques baltes. D'une part, il a remis en cause la légitimité du régime, ouvrant la voie aux protestations qui ne pouvaient plus être contenues par le gouvernement central, faute de moyens. C'est chez les populations baltes que les contestations ont été les plus vives. Face à l'incapacité de Moscou de redresser la situation économique, l'idée de

¹⁷³ SMITH., op.cit., p. 156, 160.

¹⁷⁴ ZASLAVSKY., op.cit., p. 29, 40.

¹⁷⁵ HENZE, Paul, B., « End of Empire, End of Illusions », in TRAPANS., op.cit., p. 104.

souveraineté économique s'est répandue. Dès lors, les Baltes ont cru en la viabilité économique des républiques indépendantes et des bénéfices qu'ils pourraient en retirer¹⁷⁶. D'autre part, l'échec de l'économie planifiée a renforcé la solidarité ainsi que les tensions ethniques et, de ce fait, le sentiment identitaire, fondement du nationalisme. Cela s'est révélé de façon flagrante dans les républiques baltes où les minorités représentent une part importante de la population.

d. La Glasnost et la Pérestroïka:

Ce sont les républiques baltes, avec leur expérience de la démocratie et du laissez-faire économique durant l'indépendance, qui ont été choisies par Gorbatchev comme les meilleures candidates à l'implantation de la Perestroïka¹⁷⁷. Cependant, malgré les réformes, le Kremlin s'est révélé incapable de redresser la situation économique dans la Baltique. Cet échec a renforcé le sentiment des nationalistes baltes que la meilleure option pour sortir de la récession résidait en l'autodétermination¹⁷⁸.

L'ouverture économique s'est accompagnée d'une ouverture politique qui s'est traduite par un relâchement du contrôle soviétique. Les populations en ont profité pour revendiquer plus de droits et pour faire part de leur mécontentement¹⁷⁹. Ainsi, en août 1989, a lieu une manifestation sans précédent qui réunit deux millions de personnes provenant des trois États baltes. Les manifestants ont formé une chaîne humaine partant de l'Estonie jusqu'en Lituanie afin de condamner l'existence du pacte Molotov-Ribbentrop (document qui statue sur l'incorporation des républiques baltes à l'URSS). Cette mobilisation massive donne une impulsion aux nationalistes car elle montre l'appui populaire dont ils bénéficient et les renforce dans l'idée de la souveraineté¹⁸⁰.

Si le régime tolère l'opposition et les manifestations c'est parce qu'il se trouve dans une position délicate. D'une part, en favorisant l'ouverture économique et politique, le Kremlin ne peut faire autrement que d'accepter les dissidences. D'ailleurs, Gorbatchev croit que la montée du nationalisme est causée par la stagnation économique, résultat des politiques de Kroutchev. Il pense donc que ce phénomène est transitoire et qu'il sera résolu une fois que les réformes auront porté leurs

¹⁷⁶ SMITH., op.cit., p. 160.

¹⁷⁷ IBID., p. 127.

¹⁷⁸ IBID., p. 160.

¹⁷⁹ MISIUNAS., op.cit., pp. 303-307.

¹⁸⁰ SMITH., op.cit., p. 160.

fruits¹⁸¹. D'autre part, Moscou ne peut supprimer les mouvements nationalistes car les coûts seraient trop élevés, compte-tenu de l'effondrement de l'économie soviétique¹⁸².

Ainsi, les populations baltes ont profité de la période de la détente pour augmenter leurs prérogatives. Les réformes de Gorbatchev ont permis d'augmenter le pouvoir des nationalistes, ce qui leur a donné la possibilité de mobiliser les masses. L'ère gorbatchevienne n'a donc pas éveillé le nationalisme balte, elle lui a plutôt donné l'opportunité de s'exprimer. En fait, elle a permis aux mouvements nationalistes de s'organiser, ce qui a mené à la création des Fronts populaires baltes¹⁸³.

Les quatre facteurs que nous venons d'exposer participent à l'explication de l'émergence du nationalisme balte et sont très fortement imbriqués. L'expérience de la souveraineté, le rejet des politiques coloniales, l'échec du système d'économie planifiée et les réformes de Gorbatchev ont contribué à des degrés divers à la construction de la question nationale. Parmi ces quatre facteurs, le rejet du colonialisme semble être le plus important. En effet, la russification a été l'élément prédominant de la rhétorique des mouvements nationalistes. Elle a révélé le caractère anti-russe du nationalisme balte.

2. La création des Fronts populaires et l'affirmation identitaire

Comme nous l'avons vu, la russification a eu pour effet de modifier le paysage ethnique et culturel des populations baltes. La présence de la diaspora russe est perçue par les Baltes comme une menace directe à leur identité nationale. Très préoccupés par la survie de leur nation, ils commencent à s'organiser politiquement en formant les fronts populaires. Ceux-ci procurent aux Baltes la possibilité de montrer ouvertement leur opposition à la russification et d'affirmer leur identité. Les questions portant sur l'immigration russe, la langue et la culture sont donc au centre du discours des nationalistes.

Après l'arrivée de Gorbatchev en 1985, la première revendication des leaders baltes est d'ordre environnemental. Très inquiets des conséquences écologiques des politiques d'industrialisation intensive des Soviétiques, les responsables se mobilisent. En fait, d'un point de vue politique, la question environnementale est un sujet relativement sécuritaire car elle est plus acceptable pour Moscou que la question démographique. De plus, l'environnement est un thème qui peut réunir des activistes d'idéologies différentes. Par exemple, en Lettonie, la population se mobilise contre le projet de construction d'une centrale hydroélectrique. Plus de 300 000 personnes signent une pétition pour contester le plan soviétique¹⁸⁴.

¹⁸¹ KRICKUS., op.cit., p. 174.

¹⁸² MUIZNIEKS., op.cit., p. 201.

¹⁸³ KAISER., op.cit., p. 396.

¹⁸⁴ MUIZNIEKS., op.cit., pp. 190-191.

En fait, derrière le thème de l'environnement, c'est la question démographique qui demeure la plus préoccupante pour les nationalistes. Le Front populaire estonien émerge au printemps 1987 pour protester contre les répercussions écologiques du plan annoncé par Moscou concernant la création de mines de phosphates en Estonie. Sur la forme, le débat se concentre sur la question environnementale. Cependant, sur le fond, le débat est national puisqu'il porte sur la russification. En effet, le plan soviétique prévoit la venue de 30 000 travailleurs, ce qui risque de transformer les Estoniens en minorité dans leur propre pays¹⁸⁵. En Lettonie, tout comme en Estonie, la situation démographique joue un rôle prédominant sur les politiques nationales. Le front populaire letton met lui aussi l'accent sur le thème de la minorisation des Lettons comme conséquence des politiques soviétiques d'immigration. Ils passent une résolution afin de restreindre l'immigration russe dans laquelle les Russes sont présentés comme constituant « une menace directe aux intérêts lettons ». Ainsi, le poids des minorités est un facteur significatif dans l'émergence des fronts populaires qui réunissent des Baltes partageant le sentiment que la diaspora russe constitue une menace à la survie de leur nation¹⁸⁶.

La crise démographique a entraîné une crise culturelle avec l'exclusion des langues locales dans beaucoup de sphères de la vie publique. Un grand nombre de nationalistes condamne le chauvinisme et le statut privilégié des Russes¹⁸⁷. Ainsi, la question de la préservation culturelle est largement exploitée par les nationalistes lettons et estoniens. Cet aspect renforce la cohésion et mène à une unité des objectifs¹⁸⁸. Pour les nationalistes, la seule solution pour préserver la culture nationale est que les républiques puissent avoir un plus grand contrôle sur leurs affaires politiques, économiques et culturelles. La réappropriation de la culture touche directement la question du statut des langues locales. C'est pourquoi, en Lettonie, le front populaire déclare le Letton langue officielle de la république en septembre 1988. De même, l'estonien sera déclaré langue officielle de la république d'Estonie en mars 1989¹⁸⁹.

Si la crainte de l'extinction nationale est partagée par les nationalistes baltes et est un élément qui renforce leur cohésion, elle constitue en même temps un point de dissension au sein des organisations- dissensions qui opposent radicaux et modérés. Les radicaux proposent des mesures pour la création d'un État-nation homogène, et envisagent notamment le rapatriement des Russes. Pour leur part, les modérés cherchent à minimiser l'accent mis sur l'aspect ethnique. Ils veulent

¹⁸⁵ KIONKA, Riina and VETIK, Raivo., « Estonia and the Estonians », in SMITH., op.cit., p. 137.

¹⁸⁶ RUDENSHIOLD, Eric., « Ethnic Dimensions in Contemporary Latvian Politics: Focusing Forces for Change », *Soviet Studies*, vol. 44, no. 4, 1992, p. 613.

¹⁸⁷ MUIZNIEKS., op.cit., pp. 190-193.

¹⁸⁸ GIRNIUS., op.cit., pp. 58-59.

¹⁸⁹ SMITH., op.cit., p. 157.

montrer que l'autodétermination est possible dans un contexte de société multiethnique et proposent une conception inclusive de la communauté. Leur but explicite étant d'élargir le membership en incluant les minorités ethniques¹⁹⁰.

Tout comme chez ses deux voisins, les protestations environnementales des Lituaniens sont inextricablement liées à l'hostilité vis-à-vis de l'hégémonie russe. La question environnementale a permis à la résistance lituanienne de s'organiser, avec la création du mouvement Sajudis (Mouvement de reconstruction lituanien) en 1988. Cette organisation, composée d'activistes catholiques, d'intellectuels et de leaders politiques, a d'abord mis l'accent sur les effets négatifs de l'industrialisation pour l'écologie, puis ils ont mis l'accent sur la langue et la culture en danger. Certes, en Lituanie, les effets des politiques de russification ont été moindres qu'en Estonie et Lettonie, mais ils ont commencé à se faire sentir au début des années quatre-vingt, laissant dès lors les nationalistes lituaniens préoccupés par la question de la survie culturelle¹⁹¹.

La russification a donc été le thème sur lequel reposaient les revendications des fronts populaires. C'est autour de cette question qu'ils se sont organisés et celle-ci leur a fourni un puissant élément de cohésion qui leur a permis de s'assurer un soutien populaire. Ils ont exploité le sentiment d'exclusion des populations afin de les rallier à l'objectif de la souveraineté. En mettant de l'avant la question de la survie identitaire, le nationalisme balte s'est exprimé comme un nationalisme profondément anti-russe.

3. Le rôle des Russes dans l'accession aux indépendances en Estonie et Lettonie

Profondément anti-russe, le nationalisme balte s'est directement confronté à la Russie. Le conflit ne s'est pas réellement établi avec la diaspora russe. Au contraire, les deux groupes ethniques ont coopéré afin de gagner l'indépendance des républiques. Hostiles dans un premier temps aux revendications sécessionnistes, les Russes ont fini par appuyer l'indépendance, favorisant, par la même occasion, l'émergence d'un nationalisme modéré.

Suite à la création des fronts populaires, les membres de la diaspora sont inquiets, voire hostiles à l'égard des revendications sécessionnistes. Ces dernières menacent les intérêts des segments russophones les plus influents. Les dirigeants russes des usines n'ont rien à gagner d'un transfert de juridiction aux républiques, bien au contraire. Ainsi, de leur initiative, on assiste en 1989 à la création des fronts internationaux. Au départ, ces organismes sont sur la défensive et réagissent contre les initiatives des fronts populaires. Les membres militent pour le maintien du système communiste et pour

¹⁹⁰ IBID., pp. 160-161.

¹⁹¹ KRICKUS., op.cit., pp. 170-172.

le respect de l'intégrité territoriale de l'État soviétique. Les fronts internationaux sont supra-ethniques. Ils regroupent des Russes, des Ukrainiens, des Biélorusses et des Caucasiens qui croient que ces organisations peuvent défendre leurs intérêts¹⁹². Les Russes dans les républiques baltes considèrent au départ que leur bien-être est dépendant de la survie de l'État soviétique et perçoivent les frontières entre les républiques comme symboliques. Ils conçoivent l'État soviétique comme une protection contre l'ethnocentrisme des républiques. Les fronts internationaux étant les porte-parole les plus visibles et les plus actifs de la « cause russe », un nombre considérable de Russes en sont devenus membres. Par exemple, en Lettonie, le Front international regroupe 300 000 membres¹⁹³. Ces organisations ont rapidement formé des alliances avec l'aile orthodoxe du Parti communiste et avec les militaires soviétiques. Elles ont donc été associées, dans l'esprit des Russes, à l'idéologie communiste et au système soviétique¹⁹⁴. Cela les a discrédités non seulement auprès des populations locales mais aussi auprès des Russes qui souhaitent des réformes démocratiques¹⁹⁵. Le discours des fronts internationaux est trop radical pour être crédible. Par exemple, au printemps 1991, ils accusent la Russie d'être indifférente au sort des Russes dans les républiques. Ils déclarent que, privés de leur mère-patrie, il ne leur reste qu'une seule option: « mourir en défendant leur famille »¹⁹⁶.

Ainsi, un nombre croissant de Russes rejette les arguments et les positions des fronts internationaux. Orientés vers la démocratie, ces Russes sont de plus en plus nombreux à appuyer les fronts populaires. Conscients qu'il existe des nationalistes radicaux, ils croient cependant qu'ils ne sont pas assez influents pour s'imposer sur la scène politique. D'ailleurs, lorsque les radicaux prennent part aux élections du printemps 1990 en Estonie et Lettonie, ils font un très mauvais score et les centristes l'emportent haut la main. La victoire des modérés s'explique en grande partie par le vote russe¹⁹⁷.

Lors des référendums sur l'indépendance qui ont lieu le 3 mars 1991, il apparaît qu'un nombre substantiel de Russes a voté en faveur de la souveraineté. En Estonie, ce sont environ 30% des non-Estoniens qui ont voté en faveur de l'indépendance¹⁹⁸. Un sondage sur le statut politique de l'Estonie auprès des habitants montre une évolution très significative vers un soutien à l'indépendance de la part des non-Estoniens. En avril 1989, 5% appuient l'indépendance, en septembre ils sont 9%, en janvier 1990 ils sont 17% et en mai, 26%. En même temps, ils sont de plus en plus nombreux à rejeter le statu

¹⁹² KOLSTO., op.cit., 1995, pp. 113-114.

¹⁹³ SMITH., op.cit., p. 162.

¹⁹⁴ AASLAND., op.cit., pp. 416-417.

¹⁹⁵ KOLSTO., op.cit., 1995, p. 114.

¹⁹⁶ IBID., p. 116.

¹⁹⁷ IBID., pp. 117-118.

¹⁹⁸ KIONKA., op.cit., pp. 139-140.

quo. En effet, en avril 1989 ils sont 54% à appuyer le statu quo, 37% en septembre et, en 1990, plus que 20% en janvier et 21% en mai¹⁹⁹. Ainsi, on constate qu'il y a un accroissement du soutien russe à l'indépendance.

Diverses raisons expliquent le vote russe. D'abord, certains sont intégrés et attachés à leur pays de résidence. En Estonie, une étude portant sur l'identification des non-estoniens en 1990 a montré que 37% des minorités s'associent à l'Estonie et 32% à leur ville de résidence. Seulement 21% s'identifient à l'URSS²⁰⁰. Ensuite, beaucoup perçoivent la relation entre les leaders baltes et Moscou davantage comme une lutte entre démocratie et dictature qu'une lutte entre différents groupes ethniques. A ce titre, l'intervention militaire des Soviétiques à Vilnius et Riga entre 1989 et 1991 a renforcé cette perception. L'utilisation brutale de la force contre des civils a fait en sorte qu'un grand nombre de Russes se sont montrés contre le Kremlin. Plutôt du côté de la démocratie, la diaspora russe s'est donc davantage détachée de Moscou. Puis, ce vote relève de considérations économiques. Les Russes de la Baltique peuvent avoir calculé qu'en devenant citoyens baltes, ils seraient épargnés du marasme économique qui guète les Russes de Russie. Ils croient que la transition économique se fera plus facilement dans les États baltes. A ce titre, certains Russes de Lettonie pensent que l'indépendance est une option économiquement viable. C'est d'ailleurs la raison principale qui explique que le LTF soit composé de 10 à 15% de membres russes²⁰¹. En fait, l'échec de la Perestroïka et de l'économie centralisée soviétique a diminué l'attachement à la Russie et a augmenté le soutien des Russes à l'indépendance²⁰². Enfin, beaucoup ne voulaient pas aller à contre courant et être vus comme des ennemis de l'État. C'est pourquoi un nombre important de Russes a participé au vote et a montré son soutien à l'indépendance²⁰³.

Dans leur quête à la souveraineté, les leaders estoniens et lettons ont dû tenir compte de la diaspora russe. Ils ont vu toute la nécessité de s'assurer de son soutien pour gagner l'indépendance. L'attitude favorable des Russes des républiques concernant l'autodétermination a affaibli les organisations radicales baltes. Ces dernières qui présentaient les Russes comme les agents de la Russie dont il fallait à tout prix se débarrasser devenaient peu crédibles aux yeux des Baltes. C'est pourquoi les modérés se sont imposés sur la scène politique. Ces derniers ont privilégié un nationalisme civique -nationalisme qui définit la nation de manière inclusive en accordant des droits égaux à tous les membres de la communauté, quelle que soit leur appartenance ethnique- visant à encourager la participation de tous les groupes de la société à la construction de la nation.

¹⁹⁹ DUNLOP., in BREMMER, op.cit., p. 66.

²⁰⁰ KAPLAN., op.cit., p. 213.

²⁰¹ RUDENSHIOLD., op.cit., p. 620.

²⁰² IBID., pp. 614-617.

²⁰³ KOLSTO., op.cit., 1995, pp. 119-120.

Ainsi, en proposant une conception inclusive de la société, les nationalistes baltes modérés ont, en même temps, fortement encouragé les Russes à participer au vote. Cela démontre qu'ils ont été considérés comme une partie intégrale du corps politique²⁰⁴. En ce sens, la diaspora russe a été reconnue comme un acteur social, au même titre que le groupe national. Cette attitude a contribué à augmenter la confiance des Russes à l'égard des leaders baltes. Cela leur a donné le sentiment qu'ils auraient une place dans un nouvel État indépendant et c'est ce qui explique qu'ils ont soutenu l'option de la souveraineté. La diaspora a donc joué un rôle important dans la quête à l'autodétermination, dans la mesure où elle a guidé l'orientation et les politiques des États en devenir. En même temps, cela démontre bien que le conflit s'insérait avant tout dans un contexte de lutte entre le centre et la périphérie, lutte contre la colonisation.

²⁰⁴ IBID., pp. 119-120.

CHAPITRE III: LA DIASPORA RUSSE: UN ÉLÉMENT DE CONFLIT ENTRE L'ANCIENNE MÉTROPOLE ET LES ÉTATS NOUVELLEMENT INDÉPENDANTS.

L'accession à l'indépendance des républiques a donné lieu à une nouvelle configuration des relations ethniques et internationales. Avec le nouveau découpage des frontières, les Russes sont devenus des étrangers et ont acquis un statut de minorité. Cette nouvelle situation mène à des tensions qui impliquent trois parties: 1) Les nouveaux États ethniquement hétérogènes dont les élites font la promotion de la langue, de la culture, de l'hégémonie politique, de l'économie florissante au nom de la construction de l'État-nation. 2) La diaspora russe. 3) La Russie (la mère-patrie des minorités russes) dont les élites manipulent la situation de leurs « frères » dans les NEI, en protestant vigoureusement contre les violations de leurs droits et en affirmant l'obligation de défendre leurs intérêts²⁰⁵.

L'effondrement de l'URSS a fait du statut des Russes un des plus grands problèmes. Il est devenu un point central dans les relations entre les nouveaux États. La présence des minorités russes dans les républiques baltes est une question d'une grande sensibilité qui menace l'établissement de relations harmonieuses entre les États en construction et l'ancienne métropole.

La majorité des membres de la diaspora russe démontre un attachement à sa république de résidence et souhaite y demeurer. De leur côté, les nouveaux États, particulièrement la Lettonie et l'Estonie, perçoivent la présence des minorités russes originaires de l'ancienne puissance coloniale comme une menace à leur sécurité. La diaspora est vue comme un vestige du passé colonial constituant une menace à la survie de l'État, tant au niveau de l'identité nationale qu'au niveau de la souveraineté. C'est pourquoi après l'accession aux indépendances, au nationalisme civique, s'est substitué un nationalisme qui prône une conception de plus en plus ethniciste de la nation. Le nationalisme ethnique s'est traduit par l'adoption, par les leaders baltes, de lois sur la citoyenneté et la langue restrictives, privant la diaspora russe de statut. Dans ce contexte, la question du statut des minorités russes est devenue un élément important de la politique de la Russie. En effet, ce thème est au centre des débats sur la scène politique russe. L'émergence du nationalisme en Russie (basé sur la défense de l'identité soviétique) et ses positions radicales (la restauration de l'empire) menacent la stabilité d'un système politique déjà fragile et poussent le gouvernement à adopter une attitude plus intransigeante dans l'élaboration de sa politique étrangère vis-à-vis des NEI. Si la montée du nationalisme a un impact sur la politique russe, il n'en reste pas moins que la Fédération a tout intérêt à ce que ses minorités demeurent dans les nouveaux États indépendants. Non seulement elle veut éviter un retour massif des

²⁰⁵ BRUBAKER., op.cit., 1994, p. 64.

Russes mais elle aspire aussi à se constituer des zones d'influence dans la région de l'ex-URSS. Ainsi, la question du statut des Russes est devenue un élément à la fois de la sécurité des États baltes et de la Russie et elle constitue un élément de discorde entre les deux parties.

I. L'émergence de la diaspora russe comme nouvel acteur

Avec l'effondrement de l'URSS, les Russes sont devenus une diaspora. De groupe dominant, détenteurs de certains privilèges, ils se sont transformés en minorité ethnique. Cela a eu un impact psychologique significatif sur leur communauté car ils ont vu leur statut politique et économique se modifier de façon significative. Si les minorités russes ont pour caractéristiques communes d'être issues de la Russie, d'être principalement des ouvriers industriels urbanisés et d'être peu intégrées aux cultures locales, elles ne forment toutefois pas un groupe homogène. En effet, elles ont développé une identité multiple reliée à la fois à la culture russe, balte et soviétique. Cette hétérogénéité a un impact sur leur capacité à s'organiser de manière effective sur une base politique. Ainsi, l'absence d'une identité commune forte implique un manque de cohésion politique et une difficulté à faire valoir leurs intérêts.

1. Une nouvelle minorité nationale

Le terme «*russophone*» est souvent utilisé pour désigner la diaspora russe dans les nouveaux États. Cette catégorie désigne toutes les personnes qui ont une bonne connaissance de la langue russe et couvre ainsi deux tiers de la population totale de l'ex-URSS (incluant les habitants de la Russie). Or, il est difficile de considérer que cet ensemble hétérogène partage des problèmes ou des intérêts similaires. Dans les NEI, il y a un grand nombre d'individus dont l'appartenance ethnique n'est pas russe mais qui considère le Russe comme sa langue maternelle. Selon le recensement de 1989, ils sont 11.2 millions à vivre à l'extérieur de la Fédération de Russie. Il semble judicieux de les définir comme russophones afin de les différencier des Russes ethniques. Toutefois, Nikolai Rudensky considère que cette distinction n'est pas logique puisque tous les Russes ethniques parlent naturellement le Russe. C'est pourquoi il conçoit les russophones comme un élément intégral de la diaspora russe. La plupart, de descendance ukrainienne ou biélorusse, sont ethniquement affiliés à l'Ukraine et au Bélarus et non à la Russie et devraient logiquement chercher la protection politique et culturelle de ces États. Néanmoins, selon Rudensky, il semble raisonnable de croire que le gouvernement et la société russes offriraient un soutien culturel à toutes les minorités s'identifiant à la langue et à la culture russe, quelle que soit leur origine ethnique. Ainsi, Rudensky définit la diaspora russe

dans un sens large en regroupant à la fois les Russes ethniques et les minorités de langue russe²⁰⁶. Cependant, à notre avis, cette définition manque de précision. Certes, la Fédération de Russie peut chercher à protéger toutes les minorités de langue russe mais cet argument ne nous semble pas justifier l'appartenance de ces groupes à la diaspora russe. Nous croyons que l'aspect identitaire est un critère beaucoup plus important que l'aspect linguistique pour définir la diaspora russe. En effet, c'est l'identité qui, en premier lieu, détermine le sentiment d'appartenance à un groupe ethnique. En ce sens, il est essentiel de faire la distinction entre, d'une part les Russes ethniques que nous définissons comme la diaspora et d'autre part, les autres minorités ethniques de langue russe que nous désignons sous le terme de « russophones ».

Avec la désintégration de l'URSS, les Russes sont donc devenus une diaspora. De groupe dominant, ils se sont transformés en minorité. Cela a eu un impact psychologique très important sur leur communauté car leur position légale, politique et culturelle a changé de manière fondamentale²⁰⁷. Les Russes sont devenus une nouvelle minorité nationale. A l'instar des autres minorités ethniques, les Russes des républiques se conçoivent comme les membres d'une nation distincte car c'est la façon dont ils ont appris à penser sous le régime soviétique. Durant cette période, ils ont été habitués à se voir, en terme national, comme soviétiques. En même temps, ils ont profité, en tant que membres de la nation dominante russe, d'avantages culturels, linguistiques et éducatifs. Aujourd'hui, beaucoup de Russes souhaitent conserver les droits et le statut que leur procurait l'ancien régime. C'est pourquoi ils conçoivent l'URSS comme leur territoire national, plutôt que la Russie²⁰⁸.

Si la transformation des Russes en diaspora a eu un impact psychologique important sur la communauté, c'est parce que ce nouvel état a aussi eu des effets sur leur statut politique et économique. L'effondrement de l'URSS, la création des nations, la ré-appropriation du pouvoir par les élites locales ont favorisé la promotion de la nationalité locale aux postes-clés au détriment des Russes²⁰⁹. Les dirigeants baltes se sont alors attachés à mettre en oeuvre des mesures pour lutter contre la russification afin d'instaurer les bases de l'État-nation. Pour ce faire, ils ont d'abord cherché à renforcer le statut des langues locales. En proclamant les langues des républiques baltes, langues officielles, ils visaient non seulement à limiter la fonction

²⁰⁶ RUDENSKY, Nikolai., «Russian Minorities in the Newly Independent States: An International Problem in the Domestic Context of Russia Today», in SZPORLUK., op.cit., pp. 59-60.

²⁰⁷ BRUBAKER., op.cit., 1992, p. 272.

²⁰⁸ IBID., 1994, pp. 67-69.

²⁰⁹ ZAJONCKOVSKAJA, Zana., « Les migrations dans la Russie post-soviétique: reflet du passé et miroir des changements en cours », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 4, décembre 1995, p. 88.

de socialisation du Russe mais aussi, et surtout, à se réapproprier la langue comme instrument de domination sur la nation²¹⁰. La connaissance des langues locales est devenue un moyen de sélectionner les membres de la communauté nationale. Les mesures linguistiques ont directement touché les Russes de la Baltique qui sont peu nombreux à avoir une connaissance des langues des républiques. Cela les a affectés dans leur accession aux emplois et dans leurs possibilités de mobilité sociale²¹¹. Ensuite, les élites baltes ont cherché à définir légalement le corps des citoyens en élaborant les lois sur la citoyenneté. Restreignant l'acquisition de la nationalité aux citoyens de l'entre-deux-guerres, ils visent à exclure la majorité des Russes qui ont immigré après la Seconde guerre mondiale. Ainsi, les lois sur la langue et la citoyenneté en Estonie et Lettonie, en laissant une grande partie des Russes sans statut politique, ont révélé la tendance au nationalisme ethnique.

Le changement du statut politique des Russes a eu des effets sur leurs conditions socio-économiques. Dans les États baltes, les immigrants russes proviennent majoritairement de la classe ouvrière²¹². Or, l'importance des Russes dans le secteur industriel des nouveaux États indépendants rend leur statut socio-économique encore plus vulnérable. Compte-tenu de la situation économique instable, beaucoup d'entreprises ont des difficultés à survivre sous les pressions de la transition du marché. En conséquence, les emplois de l'industrie sont devenus très précaires et un grand nombre de travailleurs russes sont affectés par la montée du chômage. Ainsi, ils ont vu leurs conditions socio-économiques se détériorer²¹³.

La perte de leurs avantages vis-à-vis des nationalités de la périphérie a été un facteur important qui a poussé les Russes à retourner en Russie²¹⁴. Un certain nombre quittent les républiques baltes à cause des tensions ethniques ou des incertitudes liées à leur avenir. Les départs sont surtout motivés par l'absence de garanties civiques et des discriminations dont ils sont l'objet. Entre 1990 et 1994, ils sont 9.2% en Lituanie, 7.4% en Lettonie et 11.2% en Estonie à être retournés en Russie²¹⁵. Toutefois, la majorité des Russes des républiques baltes n'est pas disposée à retourner dans sa mère-patrie car elle jouit d'un niveau et d'une qualité de vie supérieurs à ses compatriotes de Russie²¹⁶.

²¹⁰ SMITH., op.cit., p. 165.

²¹¹ Nous développerons davantage cette question dans la première section de la seconde partie de ce chapitre.

²¹² La proportion des travailleurs industriels russes en Estonie est de 44%, contre 25% d'Estoniens. En Lettonie, ils sont 35%, contre 25% de Lettons. En Lituanie, les Russes représentent 36% des travailleurs industriels, contre 28% de Lituaniens.

²¹³ RUDENSKY., op.cit., pp. 62-65.

²¹⁴ DUNLOP., in BREMMER., op.cit., p. 47.

²¹⁵ ZAJONCKOVSKAJA., op.cit., pp. 85-86.

²¹⁶ PRAZAUSKAS., op.cit., p. 186.

Ainsi, la situation des Russes des républiques a changé radicalement depuis l'effondrement de l'URSS. Ils doivent dorénavant revoir leur statut social et assimiler de nouveaux modèles de comportements sociaux, caractéristiques de leur appartenance à un groupe minoritaire.

2. L'aspect identitaire et l'intégration aux républiques

La diaspora russe dans les États baltes n'est pas un groupe totalement homogène. Un petit nombre, généralement ceux qui sont arrivés durant l'entre-deux-guerres, s'est intégré aux républiques. La majorité, arrivée après 1945, a conservé sa culture d'origine. S'ils ne se sont pas intégrés c'est parce que, comme nous l'avons vu, ils bénéficiaient d'avantages culturels conséquents durant la période soviétique. Concentrés en milieu urbain, ils n'ont que très peu de contacts avec la langue et la culture de leur république de résidence. Dans ce contexte, on peut supposer que la diaspora russe s'identifie fortement à la Russie. Pourtant, si l'on se penche sur la question, on constate que l'identité des Russes est beaucoup plus complexe.

Une étude sur la manière dont la diaspora russe voit le système du gouvernement de la Russie a été menée dans les trois États baltes. Celle-ci révèle que 62% des Russes d'Estonie, 66% de Lettonie et 57% de Lituanie ont une perception négative du gouvernement russe. Parmi ceux qui ont un point de vue négatif, 50% en Estonie, 39% en Lettonie et 58% en Lituanie ont une vision neutre ou positive du gouvernement de l'État dans lequel ils vivent. Dans les trois républiques baltes, le taux de Russes qui voit le système balte positivement excède considérablement celui de ceux qui voient le système russe positivement. 71% des Russes en Lituanie, 73% en Lettonie et 82% en Estonie pensent que leur pays de résidence leur offre une meilleure chance d'améliorer leur niveau de vie que la Russie. Par ailleurs, un sondage sur l'importance de l'attachement des Russes aux États baltes révèle que 65% en Estonie considèrent que leur attachement est important, 58% en Lettonie et 67% en Lituanie. 50% des Russes en Lituanie, 60% en Estonie et 66% en Lettonie, affirment que vivre en Russie n'est pas une option qu'ils souhaitent. Les Russes baltes ne voient donc pas la Fédération comme un refuge. Un grand nombre considère avoir davantage de libertés (liberté de parole, de mouvement, d'association et de travail) et qu'elles sont mieux protégées dans les États baltes que sous le régime soviétique²¹⁷.

Ainsi, ces recherches démontrent que, malgré qu'ils ne soient pas intégrés, les Russes ont un attachement assez marqué à leur république de résidence. Cet attachement s'explique principalement par le fait que la Baltique est la seule région de l'ex-URSS où les Russes voient la culture locale comme équivalente et même supérieure à la leur. En même temps,

le niveau de vie dont ils jouissent leur donne une aptitude à vouloir adopter le style de vie des États baltes. Les Russes sont d'autant plus attachés à leur république de résidence que leur mère-patrie n'est pas apte à leur procurer un niveau de vie similaire²¹⁸.

Si la diaspora démontre un attachement important aux républiques baltes, un certain nombre de ses membres s'identifient à la Russie. En fait, on constate que les Russes des États baltes sont une communauté fragmentée. Un sondage mené au printemps 1992 en Lettonie, montre que 34% des répondants russes identifient la Russie à leur mère-patrie et 39% à la Lettonie²¹⁹. Selon une étude effectuée en février 1993 en Estonie, beaucoup considèrent leur pays de résidence comme leur patrie. 56% des répondants soutiennent ce point de vue fermement et 29% partiellement. 16% des Russes interrogés déclarent avoir acquis la citoyenneté estonienne, 11% en ont fait la demande et 27% ont décidé qu'ils postuleront dans un avenir proche. Ainsi, au total, 54% se sont prononcés en faveur de l'acquisition de la citoyenneté estonienne, un quart est indécis et 3% sont prêts à quitter le pays. Néanmoins, une partie des Russes considère que sur certains aspects l'Estonie est leur patrie et sur d'autres, c'est la Russie. Cette attitude ambiguë montre la difficulté qu'ont certains Russes à se départir de leur mentalité soviétique²²⁰. En 1992, 85% des répondants russes déclarent qu'ils se considèrent principalement de culture russe et en 1993, ils sont 96%. En même temps, l'identité soviétique reste significative. 59% défendent l'idée de l'existence de la culture soviétique et se considèrent comme les représentants de celle-ci²²¹. L'orientation soviétique varie selon les régions. Les nostalgiques de l'empire se retrouvent particulièrement au Nord-est de l'Estonie, surtout à Narva, Sillamäe et Kohtla-Järve, où les Russes forment la majorité de la population²²².

Ces sondages démontrent que les Russes des républiques baltes ont développé une identité multiple, à la fois balte, russe et soviétique. Dans ce contexte, leur intégration à la culture locale n'est pas facilitée. Celle-ci est d'autant moins évidente que la diaspora russe est l'objet de mesures discriminatoires de la part des autorités baltes. Les lois sur la langue et la citoyenneté qui ont été élaborées par les gouvernements des républiques constituent une limite à l'intégration des minorités. Selon un sondage effectué en Estonie en 1993, 37% des Russes voient l'appartenance ethnique comme ayant une influence

²¹⁷ MALEY, William., «Does Russia Speak for Baltic Russians?», *The World Today*, January 1995, pp. 4-6.

²¹⁸ KOLSTO., op.cit., 1995, p. 624.

²¹⁹ IBID., p. 132.

²²⁰ GEISTLINGER, M., *et al.*, «Estonia: A New Framework for the Estonian Majority and the Russian Minority», *Ethnos.*, no. 45, 1995, p. 73.

²²¹ IBID., pp. 76-77.

²²² GEISTLINGER., op.cit., p. 79.

importante sur les opportunités d'avancement. En 1995, 69% considèrent qu'ils ne sont pas traités de manière équitable. Dans ce contexte, les Russes risquent de s'opposer à leur intégration à la société estonienne²²³.

En fait, si les gouvernements baltes adoptent des politiques de citoyenneté restrictives, ils risquent de renforcer la tendance à l'allégeance à la Russie et la déloyauté aux républiques²²⁴. Une étude menée en Lettonie montre que, face aux discriminations dont elle est l'objet, la diaspora est prête à chercher la protection de la Russie. En effet, 43% des Russes croient que la Russie a la responsabilité de protéger les droits et les intérêts de leur groupe. Les sondages révèlent que les Russes considèrent que les politiques des dirigeants baltes et russes n'aident pas à résoudre les tensions ethniques, au contraire, elles les aggravent. Beaucoup croient que leur situation serait plus stable si la Russie concluait une entente avec leur république sur le statut des minorités russes. Certains pensent que la Russie devrait se préparer à utiliser la force au cas où la sécurité de la diaspora était menacée. Concernant la question d'une action politique visant à protéger les intérêts des minorités russes, on constate qu'il y a des dissensions. 46% des Russes de Lettonie déclarent être prêts à prendre part à des démonstrations, des manifestations et même à participer à des groupes d'autodéfense. 26% sont contres de telles actions, considérant qu'elles pourraient avoir des répercussions négatives pour les Russes²²⁵.

Certes, les politiques discriminatoires des NEI à l'égard de la diaspora russe peut renforcer l'identité russe et l'allégeance à la Russie, mais l'inverse est aussi probable. L'allégeance à la Russie et une forte identité russe de la diaspora peut pousser les nouveaux États à mettre en oeuvre des mesures de plus en plus discriminatoires. En effet, dans les régions où les Russes constituent une majorité, comme à Narva par exemple, souvent ils revendiquent une forme d'autonomie. Ces revendications à plus de droits sont perçues par les élites des NEI comme une menace à leur identité et comme un manque de loyauté. Ainsi, le fait que les minorités se définissent comme membres de nations distinctes peut renforcer le nationalisme ethnique des élites de républiques et augmenter l'exclusion des minorités²²⁶.

La question de l'intégration des Russes de Lituanie ne se pose pas dans les mêmes termes qu'en Estonie et en Lettonie. En effet, ils sont mieux intégrés que ceux des deux autres républiques baltes. Ceci s'explique par le fait qu'ils sont établis depuis plus longtemps et qu'ils sont moins nombreux²²⁷. En Lituanie, la diaspora russe est divisée en deux groupes. D'un côté, les membres militaires du KGB, les responsables des institutions de l'Union et des entreprises industrielles qui

²²³ EVANS, Geoffrey., « Ethnic Schism and the Consolidation of Post-Communist Democracies », *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 31, no. 1, 1998, p. 65-67.

²²⁴ DAWISKA., op.cit., p. 79.

²²⁵ RUDENSKY., op.cit., pp. 66-67.

²²⁶ ZAJONCKOVSKAJA., op.cit., p. 88.

constituent un groupe numériquement faible, vivent dans les ghettos russes et ne parlent pas lituanien. La plupart ont conservé un profond attachement à la mère-patrie et envisage de retourner en Russie. D'un autre côté, les travailleurs russes, attirés par le niveau de vie relativement haut des républiques baltes, représentent la majorité. Ils ont socialisé avec les Litvaniens et 34% parlent la langue locale²²⁸. Ainsi, dans son ensemble la diaspora est relativement bien intégrée. De ce fait, elle n'est pas l'objet de discriminations majeures de la part des autorités litvaniennes.

On constate que la diaspora russe dans la Baltique n'a pas développé une identité qui lui est propre. En fait, le groupe est fragmenté car ses membres s'identifient à trois cultures différentes: la culture balte, la culture russe et la culture soviétique. Le degré d'identification à l'une ou l'autre de ces cultures varie d'un individu à l'autre. Ces variations sont fonction de la période d'arrivée du migrant, de son intégration à la culture locale, et de son statut socio-économique. L'identité de la diaspora russe est donc difficile à définir. On peut supposer, comme le laisse entendre Beissinger, que depuis l'effondrement du régime soviétique les minorités russes sont à la recherche d'une mère-patrie²²⁹.

Le futur de la diaspora russe sera déterminé dans une large mesure par son identification ethnique. Le degré avec lequel les Russes s'identifieront à leur passé soviétique, à leur État de résidence ou à la Russie jouera un rôle important sur leur position future dans les nouveaux États. Individuellement, les Russes ont la liberté de choisir le type d'identification pour lequel ils opteront. Cependant, leur choix sera surtout influencé par la manière dont les autres Russes choisiront leur identité. Le traitement que les Russes recevront de la part des nationalités locales et du leadership politique des républiques jouera aussi un rôle important dans le processus. L'identification de la diaspora russe à son passé soviétique dépendra de la diaspora elle-même et de la façon dont elle sera traitée par les autorités des nouveaux États²³⁰. L'attachement des Russes à la Russie dépendra des conditions économiques (prospérité ou crise) et du système politique (démocratie, anarchie ou dictature)²³¹. En fait, plus la diaspora démontrera un sentiment d'appartenance à la nation russe, plus les NEI sentiront leur identité menacée et plus la diaspora risque d'être l'objet de mesures discriminatoires. En même temps, plus les politiques seront discriminatoires, plus l'identité russe de la diaspora risque de se consolider. Ainsi, les groupes impliqués se trouvent devant un dilemme de sécurité où les actions des Baltes visant à renforcer leur identité (par l'adoption des lois sur la langue et la citoyenneté restrictives) risquent de causer une réaction de la diaspora (organisation politique et consolidation de l'allégeance à la Russie)

²²⁷ BRUBAKER., op.cit., 1992, p. 285.

²²⁸ KRICKUS., op.cit., p. 176.

²²⁹ BEISSINGER, M., « The Persisting Ambiguity of Empire », *Post-Soviet Affairs*, vol. 11, no. 2, 1995, p. 170.

²³⁰ AASLAND., op.cit., pp. 422-423.

et ainsi affaiblir l'identité des Baltes. La Russie est un acteur crucial car elle détermine l'avenir des populations russes vivant dans les républiques. L'attitude du gouvernement russe, son degré et la forme de son implication vis-à-vis de sa diaspora, a une grande importance sur les comportements et les actions des deux autres acteurs²³².

3. Organisation politique

Face aux mesures restrictives des politiques de citoyenneté et de langue des républiques baltes, les Russes s'inquiètent de leur avenir au sein des NEI et créent un certain nombre d'organisations. Cependant, deux facteurs limitent l'effectivité des organisations russes. Premièrement, les Russes sont confrontés aux lois nationales qui restreignent leur activité politique. Deuxièmement, le manque de cohésion généré par la fragmentation de l'identité de la diaspora affaiblit les organismes russes qui rencontrent de grandes difficultés à faire valoir leurs intérêts.

En Estonie, on assiste à la création du « *Mouvement démocratique russe* » en août 1991. Celui-ci est très critique à l'égard de la loi sur la citoyenneté qu'il présente comme une menace à la paix civile et à la démocratie du pays. En janvier 1993, le Mouvement démocratique établit une assemblée représentative qui regroupe diverses organisations²³³. L'assemblée vise à s'imposer comme une organisation transnationale afin de promouvoir des liens entre la communauté russophone et les autorités en Estonie, en Russie et dans les autres États. Celle-ci revendique l'extension de la citoyenneté estonienne à tous les résidents. Toutefois, un certain nombre d'organisations russes ont refusé de rejoindre l'assemblée, la trouvant trop libérale. Elles ont créé le « *Conseil russe* », une organisation rivale qui unit seulement des Russes ethniques excluant ainsi les membres des autres minorités de langue russe. Craignant l'émergence d'un corps législatif parallèle, la Cour suprême estonienne s'est, dans un premier temps, opposée à l'établissement de l'assemblée mais elle l'a finalement reconnue durant l'été 1993²³⁴.

Les organisations russes d'Estonie ont une effectivité limitée car elles n'ont ni le support organisationnel ni les ressources financières leur permettant d'influencer les politiques de leur république d'adoption. De plus, la loi sur la citoyenneté estonienne a imposé des limites aux activités politiques de la diaspora, en refusant le droit de vote aux Russes. Toutefois, afin de diminuer les tensions ethniques, le gouvernement estonien a établi une nouvelle loi sur les élections locales

²³¹ KOLSTO., op.cit., 1995, p. 633.

²³² AASLAND., op.cit., pp. 422-423.

²³³ Cette assemblée est une sorte de parlement qui représente les intérêts des minorités quelle que soit leur appartenance ethnique.

²³⁴ IBID., pp. 129-130.

le 19 mai 1993. Celle-ci accorde un droit de vote aux non-citoyens ayant résidé durant les cinq années antérieures dans la zone des élections et qui se sont inscrits sur les listes électorales. Cela permet la participation d'une grande part de la population russe lors des élections municipales du 17 octobre 1993. Par exemple, au Conseil de la ville de Tallinn, le Bloc russe a reçu 27 des 64 sièges. Ainsi, en rendant possible l'action collective au niveau municipal, cela peut stimuler la mobilisation et s'étendre à l'échelle nationale²³⁵.

En Lettonie, la « *Société lettone de culture russe* » est demeurée pro-balte après l'indépendance. Cependant, l'organisation n'a réuni qu'une faible part de la population russe, essentiellement les membres de l'intelligentsia culturelle. Constituée essentiellement de cols bleus, la « *Communauté russe de Lettonie* » (ROL), est l'organisation la plus importante et la plus critique à l'égard de la politique de citoyenneté lettone. L'objectif principal de la ROL est de créer un système d'aide et de soutien moral, spirituel et matériel à ses membres. Travaillant à la préservation et au développement de la culture russe, l'organisation est ouverte à tous les russophones. Cependant, les dissensions internes ont affaibli la ROL rendant difficile l'atteinte de ses objectifs. Par ailleurs, les Russes de Lettonie ayant acquis la citoyenneté ont cherché à établir des organisations politiques afin de promouvoir leurs intérêts et créer un parti national russe. Cependant, par manque de cohésion, ce dernier n'est pas parvenu à gagner le support des votants russes²³⁶. L'attitude du gouvernement letton s'est avérée ambivalente à l'égard de la ROL. En même temps qu'il autorisait l'organisation, le Ministre de la justice affirmait que les activités de la ROL étaient dirigées directement contre l'État letton²³⁷.

En Lituanie, la seule organisation russe sérieuse est le « *Centre culturel russe* ». D'un point de vue social, le Centre travaille à l'intégration des Russes à la Lituanie et à leur participation active à la protection des intérêts écologiques, économiques et légaux de l'État. Parallèlement, il encourage les Russes à conserver leurs particularités culturelles et à s'exposer à la culture lituanienne. L'organisation prône l'idée selon laquelle la culture est l'élément clé pour que les Russes deviennent des membres égaux de la société²³⁸.

Certains Russes se sont regroupés et ont formé des organisations politiques qui ont des revendications sécessionnistes. C'est le cas de Narva la ville la plus russifiée d'Estonie, où les Russes revendiquent leur autonomie. En Lettonie, certains groupes ont déclaré les régions russifiées de Lettonie: districts autonomes. Les résidents de Daugavpiles (région industrielle russifiée) revendiquent une autonomie régionale. Cette revendication est apparue en réaction à la

²³⁵ KIONKA., op.cit., 1997., p 143.

²³⁶ KOLSTO., op.cit., 1995, pp. 131-132.

²³⁷ SMITH., op.cit., 1997, p. 860.

législation qui subordonne la langue russe au letton, dans une région où le russe est très utilisé²³⁹. Ces groupes radicaux en Lettonie et en Estonie ont appelé les résidents russes à opter pour la citoyenneté russe plutôt que pour la citoyenneté des républiques baltes. Ils visaient ainsi à pousser Moscou à défendre plus activement leurs intérêts et à créer les conditions à une possible annexion à la Russie²⁴⁰. En Estonie, en 1996, 90 000 Russes avaient acquis la citoyenneté russe, la majorité vivant au Nord-est²⁴¹.

Ainsi, on constate que l'hétérogénéité de la diaspora russe implique un manque de cohésion qui ne lui permet pas de s'organiser de manière effective sur une base politique. Actuellement, les Russes sont préoccupés par la conjoncture économique, particulièrement le chômage et le coût de la vie. Centrés sur leur vie de tous les jours, ils n'aspirent pas à s'impliquer dans des mouvements politiques²⁴². En fait, la formation des organisations russes n'est pas le résultat d'une volonté politique particulière mais plutôt une réaction aux lois d'exclusion mises en oeuvre par les autorités des républiques²⁴³. Certes, il existe des groupes sécessionnistes mais ils demeurent néanmoins marginaux. Ils sont établis dans les régions où les Russes sont fortement concentrés et, de ce fait, très peu intégrés à la culture locale. Ce sont dans ces régions où les organisations sont les plus actives car les Russes ont développé un fort sentiment d'appartenance au groupe. L'aspect identitaire joue donc un rôle très important sur la capacité de la diaspora à s'organiser politiquement.

Certes, le manque de cohésion joue un rôle primordial dans la capacité de la diaspora de s'organiser mais celle-ci est aussi déterminée par les limites imposées par les lois des républiques. Celles-ci privent une grande partie des Russes de droits civiques et ne leur permettent pas de participer à la vie politique. Cela a eu un impact direct sur les organisations russes qui ne peuvent faire valoir leurs intérêts dans le cadre légal des républiques. A plus long terme, cela peut avoir pour effet de radicaliser les demandes des groupes russes et ils pourraient même rechercher la protection de la Russie.

²³⁸ KOLSTO., op.cit., 1995, pp. 142.

²³⁹ RUDENSHIOLD., op.cit., p. 611.

²⁴⁰ JACKSON., William D., «Russia After the Crisis. Imperial temptations: Ethnic Abroad», *Orbis*, vol. 38, Winter 1994, p. 6.

²⁴¹ SMITH, Graham and WILSON, Andrew., «Rethinking Russia's Post-Soviet Diaspora: The Potential for Political Mobilisation in Easternn Ukraine and North-East Estonia », *Europe-Asia Studies*, vol. 49, no. 5, 1997, p. 858-859.

²⁴² GEISLINGER., op.cit., p. 89.

²⁴³ EVANS., op.cit., p. 72.

II. La question ethnique dans les États baltes: un nouveau dilemme de sécurité

Avec l'effondrement de l'URSS, les élites des nouveaux États ont dorénavant la capacité de décider de leurs politiques. Elles ont le pouvoir de «nationaliser» leur État. Elles peuvent le faire en faisant la promotion de la langue, de la culture, de la prédominance démographique, du bien-être économique et de l'hégémonie politique de l'État-nation en construction. Il est clair que la proximité et la puissance potentielle de la Russie, de même que la présence d'une large communauté russe rendent les élites prudentes. Elles craignent de s'aliéner les minorités russes et de provoquer la Russie si elles proposent un programme de nationalisation trop zélé. Pourtant, cela n'a pas dissuadé l'Estonie et la Lettonie de poursuivre des politiques de citoyenneté et de langue restrictives, malgré la situation démographique et la présence de soldats russes sur leur territoire²⁴⁴. Dans ces deux États, la présence des minorités russes est perçue par les populations locales comme une menace à la survie de l'État. Les Baltes craignent que la diaspora remette en cause l'identité nationale et freine la construction de l'État-nation. De même, ils s'inquiètent d'une éventuelle intervention de la Russie sur leur territoire au nom de la défense de ses minorités, intervention qui serait une atteinte à leur souveraineté. Le conflit identitaire qui s'établit en Estonie et Lettonie entre le groupe national et la diaspora russe constitue pour ces États un nouveau dilemme de sécurité, tant au niveau interne, qu'externe. En Lituanie, la perception de la menace russe n'est pas aussi importante car le poids de la diaspora russe est faible. C'est pourquoi les Litvaniens ont adopté des politiques en matière de citoyenneté et de langue beaucoup plus laxistes que chez ses deux voisins. En Lituanie, la présence russe ne constitue donc pas un dilemme de sécurité pour le nouvel État.

1. La diaspora russe comme menace à l'identité nationale et à la construction de l'État-nation

La question du statut des Russes en Estonie et Lettonie est particulièrement sensible car elle est directement liée à l'identité et à la construction de l'État-nation. Aux vues des dirigeants baltes, la présence des minorités russes constitue une menace au processus de nationalisation²⁴⁵. En Estonie et Lettonie, les populations locales (groupe majoritaire) et la diaspora russe (groupe minoritaire) forment une société séparée. Ils sont divisés par la culture, la religion, la langue, l'éducation, la mémoire historique et le milieu socio-économique. Les aspirations du groupe majoritaire de faire de sa propre culture et langue le cadre normatif de la société civile en formation vont à l'encontre des intérêts des russophones qui insistent sur les

²⁴⁴ IBID., pp. 66-67.

²⁴⁵ Processus qui doit reposer sur une société homogène, partageant une histoire et une culture communs, comportant un maximum de correspondance entre la nation culturelle et la nation politique.

principes d'égalité et de parité. L'absence de consensus qui caractérise la société « binationale » est devenue un obstacle presque insurmontable à la formation de sociétés civiles stables et de régimes démocratiques libéraux²⁴⁶. En fait, les changements dans la structure ethnique qui se sont opérés sous le régime soviétique ont occasionné chez les Baltes la peur de l'extinction nationale, plus spécifiquement la crainte de l'extinction culturelle²⁴⁷. Les politiques des nationalités ont contribué à renforcer la division ethnique en créant une situation où deux groupes vivent côte à côte avec un minimum de contacts et de compréhension. Parallèlement, la division linguistique entre les deux groupes a accru la polarisation et la suspicion mutuelle²⁴⁸. La politique de colonisation soviétique, a servi de cri de ralliement aux nationalistes baltes. Après les indépendances, la crainte de devenir une minorité a renforcé le discours nationaliste de « l'extinction culturelle », particulièrement en Estonie et Lettonie²⁴⁹. Aujourd'hui, les gouvernements de ces deux États cherchent à renverser la composition ethnique de leur pays pour qu'il y ait un maximum de correspondance entre la nation culturelle et la nation politique afin de consolider l'État-nation²⁵⁰. Par l'adoption de lois sur la langue et la citoyenneté, les Baltes visent à renforcer leur identité. En Lituanie, la proportion des Russes est beaucoup moins importante ce qui implique que le gouvernement lituanien soit beaucoup plus tolérant. La situation des Russes dans cet État est beaucoup plus favorable qu'en Estonie et Lettonie car les politiques nationales sont plus laxistes²⁵¹.

Certes, la petite taille des nationalités locales suscite des craintes de « minorisation » et a toute son importance pour expliquer le caractère restrictif des politiques de citoyenneté en Estonie et Lettonie. Cependant, l'expérience de l'indépendance est un autre argument invoqué par les nationalistes baltes pour légitimer leur approche de la nationalisation. En établissant un État, les dirigeants doivent définir le corps initial des citoyens. L'indépendance de l'entre-deux-guerres permet aux nationalistes d'affirmer que les États baltes ne sont pas, légalement parlant, de nouveaux États et qu'ils n'ont pas besoin d'une nouvelle loi de la citoyenneté. Ils estiment que l'État et la citoyenneté ont continué d'exister de jure sous la période soviétique. Pour eux, ils n'ont nul besoin de construire un corps de citoyens car la citoyenneté existe déjà. Ils considèrent qu'il faut la rendre à leurs détenteurs légaux: les citoyens de l'entre-deux-guerres et leurs descendants. La citoyenneté existe donc et ceux qui ne la possèdent pas sont des étrangers²⁵².

²⁴⁶ PRAZAUSKAS., op.cit., p. 180.

²⁴⁷ BRUBAKER., op.cit., 1992, pp. 273-274.

²⁴⁸ KOLSTO., op.cit., 1995, pp. 136-138.

²⁴⁹ BRUBAKER., op.cit., 1992, p. 278.

²⁵⁰ KOLSTO, op.cit., 1995, p. 290.

²⁵¹ RUDENSKY., op.cit., p. 68.

²⁵² BRUBAKER., op.cit., 1992, p. 278.

Ainsi, l'approche dominante de la création de l'État-nation en Estonie et Lettonie est basée sur l'argument selon lequel les républiques baltes ont été occupées illégalement par l'URSS entre 1940 et 1991. Un autre argument est avancé par les nationalistes baltes qui justifie que la citoyenneté doit être établie sous la loi internationale couvrant l'occupation. Selon ce point de vue, il n'y a pas de différences entre l'occupation nazie (1938-1945) dans les pays européens et l'occupation soviétique dans les États baltes. Les dirigeants invoquent la Convention de Genève du 12 août 1949 qui stipule qu'un pays occupant ne peut pas importer des parties de sa population dans un pays occupé. Cet argument permet aux nationalistes baltes de justifier l'illégalité de la présence des minorités russes et la légitimité du caractère restrictif des lois de la citoyenneté. Par la même occasion, il met de l'avant la responsabilité de la Russie, en tant que successeur légal de l'URSS, des conséquences de l'occupation soviétique²⁵³. L'aspect le plus controversé concerne donc le statut des immigrants qui se sont établis sous le régime communiste. Le fait que la Lettonie et l'Estonie aient été des États indépendants durant l'entre-deux-guerres justifie le refus d'accorder la citoyenneté aux immigrants de l'après-guerre qui sont vus comme des colonisateurs. Dans ce contexte, c'est cette catégorie d'immigrants qui suscite la controverse car les immigrants de l'après-guerre représentent, aux yeux des nationaux, les vestiges de la puissance occupante²⁵⁴.

En outre, l'existence des fronts internationaux russes est un facteur qui a renforcé la division ethnique. En effet, les Baltes ont du mal à accepter que des personnes qui ont tenté de renier leurs droits fondamentaux devraient aujourd'hui bénéficier eux-mêmes de tels droits²⁵⁵. Les dirigeants estoniens et lettons considèrent que leur indépendance durement acquise peut être menacée par les actions politiques des minorités russes. C'est pourquoi ils sont déterminés à s'assurer de l'engagement politique et de la loyauté des populations russes²⁵⁶.

Par ailleurs, le fait que certains politiciens baltes aient exploité ouvertement les sentiments anti-russes dans la population a contribué à accroître la tendance des mesures restrictives. L'attitude de ces dirigeants relève essentiellement d'une stratégie politique leur permettant de gagner de la popularité parmi les nationalités locales et de consolider leur pouvoir. Certains d'entre eux, généralement des anciens dirigeants du régime, ont besoin d'utiliser la question ethnique afin de distraire l'attention de leur propre passé politique pas toujours reluisant ou de leurs piètres performances économiques. Ils jouent sur les sentiments anti-russes en accusant la diaspora de faire office de cinquième colonne à la solde de la Russie. Ce

²⁵³ PARK, Andrus., « Russia and Estonian Security Dilemmas », *Europe-Asia Studies*, vol. 47, no. 1, 1995, p. 30.

²⁵⁴ KOLSTO., op.cit., 1995, p. 294.

²⁵⁵ IBID., pp. 136-138.

²⁵⁶ DAWISKA., op.cit., p. 77.

type de discours met l'accent sur le fossé qui sépare les Russes des nationalités titulaires et contribue à rendre leur intégration plus difficile. Cela augmente le sentiment d'insécurité chez les Russes et les rend plus facilement manipulables²⁵⁷.

Ainsi, on peut résumer la position des Baltes de la manière suivante: leur pays a été illégalement annexé et occupé pendant 50 ans. Les droits individuels des citoyens et les droits collectifs ont été massivement violés. Des centaines de milliers de Baltes ont été injustement déportés et plus de la moitié en sont morts. La substance sociale de leur nation a été érodée. Le régime soviétique a poursuivi ses propres objectifs stratégiques et économiques en bafouant la souveraineté des États. Il a importé une force de travail étrangère afin de mettre en oeuvre le processus d'industrialisation intensive. Les Baltes n'avaient pas leur mot à dire sur ces projets et n'en bénéficiaient pas. Ils ont été touchés par les conséquences écologiques et par la réduction graduelle de leur population urbaine, leur laissant un statut de minorité dans leurs propres villes. La langue russe a remplacé les langues locales comme langue de communication. Aujourd'hui, les immigrants russes sont des colons non désirés, illégalement installés dans les républiques. Afin de restaurer l'État et garantir sa sécurité, ils ont besoin d'être assurés d'un minimum d'intégration de la part des immigrants. C'est pourquoi les Baltes considèrent qu'il est juste et logique de requérir la résidence sur leur territoire, la connaissance de la langue et l'allégeance à l'État pour obtenir la citoyenneté²⁵⁸.

En exposant les arguments qui ont façonné les politiques nationales dans les États baltes, nous avons expliqué pourquoi la communauté russe était perçue comme une menace à l'identité et à la construction de l'État-nation dans ces républiques. Après avoir présenté les fondements qui guident les politiques de la citoyenneté, nous allons maintenant nous attarder, pour chacune des républiques, sur les politiques proprement dites et leurs implications pour la diaspora russe.

a. La Lettonie et l'Estonie: deux sociétés ethniquement fragmentées

La Lettonie

C'est en Lettonie où la question de la citoyenneté est la plus sensible car c'est dans cette république que le poids des Lettons par rapport à l'ensemble de la population est le plus faible (52%). En octobre 1991, le Parlement letton a adopté une résolution sur la citoyenneté qui rétablit la loi du 23 août 1919. La citoyenneté est reconnue seulement à ceux qui étaient citoyens le 17 juin 1940 (date de l'occupation soviétique) et leurs descendants. Parallèlement, le Parlement adopte des mesures pour la naturalisation qui requièrent 16 ans de résidence (réduit à dix ans par la suite), la maîtrise du letton à un niveau de conversation, un serment de loyauté, une connaissance de base de la constitution et la renonciation à la citoyenneté

²⁵⁷ AASLAND., op.cit., p. 422.

antérieure. Selon la loi, certaines catégories de résidents (liés à l'armée, à la police et aux services secrets soviétiques) sont exclues de la possibilité d'acquérir la citoyenneté par la naturalisation. Les autres résidents permanents peuvent se faire naturaliser selon des quotas annuels²⁵⁹.

Ces mesures législatives ont pour conséquence de laisser près de la moitié de la population sans citoyenneté. Cette catégorie, composée majoritairement de Russes, se retrouve sans statut, en marge de la société lettone. Face à cette situation le gouvernement russe et certains représentants des organisations russes de Lettonie ont accusé les dirigeants lettons de violation des droits de l'homme. De leur côté, les autorités lettones se sont opposées à de telles allégations considérant que la citoyenneté n'est ni un privilège, ni un droit et que les droits de l'homme sont protégés dans leur pays²⁶⁰. Afin de vérifier si les discriminations vis-à-vis des minorités existent, une mission de l'ONU a été envoyée en octobre 1992 pour enquêter. La mission a présenté un rapport qui émet plusieurs conclusions. Selon ce document, la Lettonie est entrée dans une période de transition qui suit le rétablissement de l'indépendance. Le rapport établit qu'il n'existe pas de violations systématiques des droits de l'homme mais, quoique marginales, les violations individuelles existent. Ces dernières ne sont pas liées à une politique discriminatoire planifiée. Aucune violence, exclusions ou expulsions n'ont été rapportées. Le rapport admet néanmoins qu'une large proportion de résidents n'a pas acquis la citoyenneté et craint d'être marginalisée. Les inquiétudes de marginalisation sont fondées dans certains cas. Selon le rapport, cela crée une situation qui menace les relations inter-ethniques harmonieuses et constitue un facteur d'instabilité potentiel. La mission de l'ONU a proposé quatre recommandations principales au gouvernement letton: 1) Diminuer le temps de résidence de 16 à 5 ans. 2) Accroître les droits politiques des non-citoyens et leur participation à la privatisation. 3) Diminuer le niveau de connaissance de la langue pour acquérir la citoyenneté. 4) Étendre la citoyenneté à la majorité des résidents permanents pour des raisons humanitaires²⁶¹.

La loi de la citoyenneté lettone a donc pour conséquence de marginaliser toute une partie de la population. Selon Kolsto, le but explicite de ces mesures est d'assurer le développement d'une seule communauté nationale²⁶². L'établissement des droits politiques et la Loi sur la langue ont été cruciaux dans la sauvegarde de l'hégémonie institutionnelle car ils ont permis la consolidation de l'État-nation. Ces mesures ont révélé une conception ethniciste de la nation. La conséquence la plus visible de la marginalisation est la sous représentation des minorités sur la scène politique. Celle-ci est renforcée par la

²⁵⁸ BRUBAKER., op.cit., 1992, p. 287.

²⁵⁹ RUDENSKY., op.cit., p. 68.

²⁶⁰ CLEMENS, Walter., Baltic Independence and Russian Empire, New York, ST Martin Press, 1991, pp. 195-196.

²⁶¹ RUDENSKY., op.cit., pp. 70-71.

Loi sur la langue qui favorise le groupe national. En effet, puisque la majorité des Russes ne parle pas la langue locale, la Loi est un obstacle important à la participation politique. La question de la citoyenneté et de la langue est vitale pour les minorités pas uniquement pour des raisons politiques. La Loi sur la langue constitue aussi une limite à la mobilité sociale. La langue sert non seulement de ressource-clé pour renforcer et reproduire la culture locale mais elle permet aussi d'établir une nouvelle division du travail. Les Russes, incapables de remplir les conditions linguistiques, peuvent devenir une sous-classe urbaine²⁶³. La stratification sociale sur une base ethnique est renforcée par un traitement inégal au niveau économique, prenant la forme de discriminations à l'intérieur du processus de privatisation. A cet égard, les lois concernant la privatisation accordent seulement aux citoyens le droit d'acheter des entreprises, des terres et des logements²⁶⁴. Les discriminations contre les minorités peuvent aussi concerner la liberté de mouvement. Selon la Loi lettone seuls les citoyens bénéficient du droit de quitter et d'entrer sur le territoire letton, ce qui implique que les non-lettons ne peuvent retourner en Lettonie²⁶⁵.

Si les non-citoyens sont exclus de la vie politique et subissent des discriminations au niveau économique, la Loi lettone leur octroie un certain nombre de droits culturels. Les minorités ont le droit d'utiliser leur propre langue, leurs écoles, leurs journaux, elles peuvent créer leurs associations culturelles et ont accès à la télévision dans leur langue²⁶⁶.

L'Estonie:

En Estonie, les Estoniens représentent 61.2% de la population. La situation des minorités dans cet État est sensiblement la même qu'en Lettonie. Le 26 février 1992, le Parlement rétablit la Loi de la citoyenneté de 1938 mais avec plusieurs amendements. Les citoyens de l'entre-deux guerres et leur descendants obtiennent la citoyenneté. Les autres, à l'exception des épouses des citoyens estoniens, sont considérés comme des étrangers. Ils peuvent faire une demande de naturalisation, après deux ans de résidence, qui leur sera accordé un an après qu'ils aient déposé leur requête. Les conditions à la naturalisation sont donc moins restrictives qu'en Lettonie où dix ans de résidence sont requis. De plus, les aspirants à la citoyenneté doivent démontrer leur connaissance de la langue (orale et écrite) et jurer allégeance à la constitution estonienne. Sous ces conditions, seuls 100 000 des 600 000 non-estoniens sont considérés comme citoyens. Environ 40% de la population

²⁶² KOLSTO., op.cit., 1995, p. 124.

²⁶³ SMITH., op.cit., 1996, p. 165.

²⁶⁴ IBID., p. 165.

²⁶⁵ RUDENSKY., op.cit., p. 69.

²⁶⁶ SMITH., op.cit., 1996, p. 166.

est exclue. La Loi ne permet pas aux immigrants de l'après-guerre d'obtenir la citoyenneté et sont considérés comme une minorité nationale.

En juin 1992, une nouvelle constitution est adoptée par référendum où seuls les citoyens peuvent voter. Celle-ci garantit un certain nombre de droits aux non-citoyens (par exemple: sécurité sociale, fonds de pension) mais elle laisse la porte ouverte à des restrictions. Les non-citoyens ne peuvent ni être membres de partis politiques ni participer aux élections nationales. Ils ont néanmoins le droit de voter aux élections locales. A l'été 1993, un projet de loi sur le permis de résidence des non-citoyens a été proposé. Ce permis devait être renouvelé tous les cinq ans. Toutefois, la Loi ne donne aucune garantie que le permis soit renouvelé et laisse l'opportunité aux autorités d'expulser les Russes. Le projet de loi a provoqué un tollé parmi les Russes d'Estonie et de Russie et a créé des inquiétudes parmi les délégués de la CSCE. Certaines conditions les plus controversées, comme le renouvellement du permis de résidence, ont été amendées sur les recommandations de la CSCE²⁶⁷. En octobre 1993, le Parlement adopte la Loi sur l'autonomie culturelle. Celle-ci permet aux minorités ethniques d'établir leurs propres institutions éducatives et des conseils locaux pour résoudre les problèmes culturels. Par ailleurs, on assiste à la création de la Table ronde des non-citoyens et minorités sous les auspices du Président estonien, forum qui représente les différents groupes ethniques de la société²⁶⁸.

Ainsi, la seule différence entre les lois de la citoyenneté de la Lettonie et de l'Estonie concerne la durée de résidence requise pour accéder à la naturalisation. Les deux années exigées (comparativement aux dix ans en Lettonie) ont permis un plus grand accès des Russes à la citoyenneté. Toutefois, si la Loi estonienne s'avère légèrement plus souple, elle mène néanmoins à l'exclusion d'une partie importante de la population. De même, tout comme en Lettonie, la diaspora est l'objet de discriminations au niveau des emplois, de la propriété et de la liberté d'expression²⁶⁹. Au même titre que la Loi lettone, la Loi estonienne est au centre de la création de l'État-nation et vise l'établissement d'une société plus homogène sur le plan ethnique.

²⁶⁷ KOLSTO., op.cit., 1995., pp. 121-122.

²⁶⁸ KIONKA., op.cit., p. 143.

²⁶⁹ RUDENSKY., op.cit., p. 69.

b. La Lituanie: un État relativement homogène

Les Lituaniens constituent une large majorité chez eux (79.3%). Dans ce contexte, la dénationalisation démographique n'est pas une menace. C'est pourquoi les politiques de la citoyenneté sont beaucoup plus laxistes que dans les deux républiques voisines. En novembre 1989, les citoyens de l'entre-deux guerres et leurs descendants se voient accorder la citoyenneté automatiquement s'ils sont nés et résident de façon permanente en Lituanie. De plus, la citoyenneté est accordée à tous les immigrants de l'après-guerre qui en font la demande dans les deux ans et qui s'engagent à obéir à la Constitution. Ceux qui ne font pas de demande avant l'échéance ne sont pas traités comme des citoyens. Par la suite, s'ils changent d'avis, ils seront considérés comme tous les autres nouveaux immigrants pour lesquels un test linguistique, la loyauté à la Constitution et dix ans de résidence sont exigés. La loi de la langue adoptée en janvier 1989 requiert que les minorités travaillant dans les instances étatiques (ce qui signifie presque tout le monde dans une économie socialiste) apprennent le Lituanien dans les deux ans. En janvier 1991, la période d'apprentissage est étendue suite aux protestations des Russes et des observateurs occidentaux²⁷⁰.

En septembre 1991 est établie la Loi sur le statut des étrangers qui démontre une tendance restrictive. En effet, celle-ci ne garantit pas la liberté d'expression. De plus, la Loi stipule que si un autre État restreint ou viole les droits fondamentaux des ressortissants lituaniens, le gouvernement de Lituanie peut établir les mêmes restrictions à l'égard des ressortissants de cet État. En situation de crise, cet article met les citoyens étrangers dans une position d'otage. Les Russes de Lituanie peuvent être affectés par cette loi²⁷¹.

Outre les droits civiques dont jouissent les Russes, la Lituanie leur garantit des droits culturels conséquents. En effet, l'État lituanien apporte une aide aux communautés ethniques pour le développement de leur culture et pour l'éducation²⁷². De même, les articles 4 et 5 de la Loi statuent que dans les lieux où sont concentrés les minorités, leur langue peut être utilisée au même titre que la langue de l'État²⁷³.

La principale raison qui explique le libéralisme lituanien vis-à-vis des minorités est intrinsèquement lié au poids peu important des groupes ethniques par rapport aux nationaux. Ainsi, la question démographique n'a pas été centrale lors de la quête de l'indépendance. Le mouvement national lituanien a cherché à restaurer l'État, pas à sauver la nation comme en Lettonie et en Estonie. Cela s'est reflété dans la Loi de la citoyenneté qui révèle une conception civique de la nation. Cette

²⁷⁰ KOLSTO., op.cit., 1995, pp. 138-139.

²⁷¹ IBID., p. 141.

²⁷² IBID., p. 141.

question de la citoyenneté a été résolue très tôt . En instituant la citoyenneté avant la proclamation formelle de l'indépendance, la citoyenneté est devenue un emblème de la souveraineté. Elle a été un instrument pour achever l'indépendance et a renforcé le mouvement national. Durant la période de la quête de l'indépendance, le mouvement national lituanien ne pouvait se montrer en faveur d'une exclusion nationale. Le fait que la loi de la citoyenneté ait été élaborée durant la quête de l'indépendance a favorisé une définition inclusive de la citoyenneté. Plus tard, après la reconnaissance de la souveraineté, cela aurait été plus facile d'adopter des positions restrictives²⁷⁴.

Concernant plus spécifiquement les relations entre les Lituanais et la diaspora russe, celles-ci sont beaucoup plus harmonieuses que chez leurs voisins baltes. Ceci s'explique par le fait que les Russes sont peu nombreux (environ 10%), et mieux intégrés puisque ce sont majoritairement des immigrants de l'entre-deux-guerres. Par ailleurs, l'animosité historique des Lituanais à l'égard de la Pologne et, par voie de conséquence, des minorités polonaises fait en sorte que le sentiment anti-russe est plus dilué²⁷⁵.

Ainsi, on constate que la question des minorités russes est au centre des politiques nationales de l'Estonie et de la Lettonie. Depuis les indépendances, ces deux États ont développé une conception ethniciste de la nation. Placés devant un dilemme de sécurité, les Baltes cherchent à renverser la composition ethnique de leur république. Ils aspirent à se constituer un corps de citoyens unis par des caractéristiques culturelles et une identité communes, par le biais des politiques de langue et de nationalité. Il apparaît que ces politiques varient d'une république à l'autre en fonction du poids des Russes. Plus ce dernier est important par rapport à la population locale, plus les minorités russes sont perçues comme une menace à l'identité et à la construction de l'État-nation et plus les politiques linguistiques et d'accès à la citoyenneté sont restrictives. A l'inverse, le cas de la Lituanie montre que plus le poids des communautés russes est faible, moins la perception de menace est présente et plus les politiques ont tendance à être libérales. Le caractère restrictif des politiques nationales a des conséquences majeures sur la diaspora. Les mesures d'exclusion peuvent renforcer le sentiment identitaire des Russes et entraîner à plus long terme un climat conflictuel croissant tant au niveau interne que sur le plan externe. En effet, la question des minorités russes n'est pas uniquement au centre des politiques nationales, elle a une grande influence sur la politique étrangère des États baltes. Elle est perçue à la fois comme une menace au niveau interne, menace à l'identité et à la construction de la nation, et

²⁷³ CLEMENS., op.cit., p. 200.

²⁷⁴ BRUBAKER., op.cit., 1992, p. 278.

²⁷⁵ KOLSTO., op.cit., 1995, p. 140.

une menace au niveau externe, menace à la souveraineté suscitée par la crainte d'une intervention potentielle de la Russie. Le dilemme de sécurité intra-étatique se transpose donc au niveau inter-étatique.

2. La sécurité des États baltes et l'aspect ethnique

Une fois l'indépendance acquise, les dirigeants baltes ont cherché à assurer la sécurité de leur souveraineté nouvellement reconquise. Aux vues des leaders des nouveaux États, la Russie constitue la principale menace à leur intégrité. Dans ce contexte, c'est la crainte d'être à nouveau annexé à la Russie qui a dicté la politique étrangère des États baltes. Les gouvernements baltes ont voulu se distancier de la Russie en cherchant à s'intégrer aux structures occidentales, ce qui n'a pas été bien reçu par Moscou. La perception de la menace russe, particulièrement forte en Lettonie et Estonie, est conditionnée par deux facteurs: l'existence d'une large communauté russe et la présence des troupes russes sur leur territoire. Ces deux paramètres ont façonné la politique étrangère des pays baltes à l'égard de la Russie.

Ainsi, une fois l'indépendance acquise, celle-ci n'est plus suffisante. Il faut aux Baltes assurer la sécurité de leur souveraineté. En premier lieu, il leur faut normaliser leurs relations avec la Russie et rejoindre les structures de l'Europe occidentale²⁷⁶. La première variable de la sécurité balte est la normalisation des relations avec la Russie. Celle-ci se révèle ardue car la Russie a des difficultés psychologiques à accepter la perte de l'empire. Les dirigeants russes propagent la notion de Proche-étranger qui place les États successeurs de l'URSS dans une catégorie différente des autres pays. Cette approche est perçue par les leaders des NEI comme la preuve que la Russie n'a pas abandonné ses velléités impériales²⁷⁷. A ce titre, en février 1995, le Président estonien Lennart Meri affirme que l'esprit de la politique étrangère russe est agressif et orienté vers le néo-colonialisme. Le 10 février 1994, l'Assemblée estonienne adopte une résolution qui proteste contre « la tendance impérialiste de la politique étrangère russe qui inclue les États baltes dans la sphère d'influence de la Fédération russe »²⁷⁸. La crainte de la Russie a poussé les leaders baltes à coopérer et à coordonner des politiques étrangères des trois États dans l'optique de préserver leur indépendance. La stratégie vise à accroître leurs relations avec l'Ouest et l'intégration régionale avec les États européens. Compte-tenu de l'expérience de l'annexion à l'URSS, les États baltes ne se sentiront pas en sécurité tant qu'ils ne feront pas partie de l'Union Européenne (UE). Leur objectif principal étant de devenir membres des structures

²⁷⁶ KIONKA., R., « La politique étrangère des États baltes », *Politique étrangère*, vol. 59, no. 1, 1994, p. 87-88.

²⁷⁷ IBID., p. 89.

²⁷⁸ PARK., op.cit., p. 30.

politiques, militaires et économiques de l'Europe²⁷⁹. Ainsi, la seconde variable de la sécurité des États baltes est leur intégration aux organisations occidentales. Lorsqu'ils ont posé leur candidature pour devenir membres de l'OTAN, Moscou s'y est catégoriquement opposé, invoquant que cette adhésion constitue une menace à sa sécurité. La Russie n'accepte pas que les anciennes républiques de l'Union soviétique se rallient à une organisation qui, au temps de la Guerre froide, était la rivale du Pacte de Varsovie.

La normalisation des relations avec la Russie s'avère difficile en Estonie et Lettonie compte-tenu de la présence d'une communauté russe conséquente et des troupes russes stationnées sur leur territoire. Ces deux paramètres expliquent que la perception de la menace russe soit forte dans ces deux États. Ce sont ces deux paramètres qui ont dicté leur politique étrangère.

Premièrement, les problèmes des sociétés post-coloniales sont intimement liés aux constructions sociales menées durant les années d'occupation. La résolution de ces problèmes est souvent associé à la puissance occupante. Par exemple, la langue russe est perçue comme la langue de l'occupant²⁸⁰. Les NEI sont hantés par leur passé colonial et la présence de la diaspora russe rend ce passé omniprésent. En se déclarant successeur de l'URSS, la Russie est perçue par les élites des NEI comme prenant le rôle du défunt empire²⁸¹. A cet égard, le Ministre estonien de la défense, Hannes Walter écrit en décembre 1993: « *There is only one state in the world, influential politicians of wich have publicly threatened to eliminate the republic of Estonia. To say bluntly that Estonia needs a defence against the Russian threat is not an unfriendly act but an acknowledgment of reality* »²⁸². Dans ce contexte, les élites sont prédisposées à voir toutes les actions de l'ancienne puissance coloniale comme de l'impérialisme. Le présence de la diaspora russe est vue comme la continuité de la puissance occupante. C'est pourquoi elle est perçue comme une menace à l'intégrité de l'État et est un élément central de la politique étrangère des pays baltes²⁸³. Certes, l'expérience de la colonisation joue un rôle considérable sur les perceptions des NEI mais l'attitude de la Russie contribue aussi à accroître le sentiment d'insécurité des Baltes. Par exemple, le fait que la Fédération russe, en novembre 1993, ait mis l'accent sur la défense des droits, libertés et intérêts légitimes des Russes vivant dans les républiques a augmenté les craintes des responsables baltes vis-à-vis de la Russie²⁸⁴.

²⁷⁹ PRAZAUSKAS., op.cit., p. 163.

²⁸⁰ BEISSINGER., op.cit., p. 153.

²⁸¹ BREMMER., op.cit., p. 163.

²⁸² PARK., op.cit., p. 29.

²⁸³ BEISSINGER., op.cit., 1995, p. 173.

²⁸⁴ PORTER B and SAIVETZ C., « The Once and Future Empire: Russia and the Near Abroad », The Washington Quarterly, vol. 17, no. 3, p. 87.

Deuxièmement, la présence des troupes russes jusqu'en 1995 contribue à renforcer le sentiment d'insécurité des États baltes. Au début de 1992, selon les estimations, ce sont entre 120 000 et 180 000 militaires qui sont stationnés dans la Baltique²⁸⁵. Les négociations sur le retrait des troupes entre les États baltes et la Russie ont lieu dès l'automne 1991. Au départ, la Russie s'est engagée à retirer ses troupes progressivement avant le 31 août 1994²⁸⁶. En février 1992, une entente bilatérale est signée entre la Russie et l'Estonie sur le statut des minorités. Mais, en même temps, les Estoniens adoptent la loi sur la citoyenneté qui va à l'encontre des termes de l'entente²⁸⁷. Dès lors, la Russie lie le retrait des troupes au traitement des minorités russes, affirmant que les soldats russes devaient demeurer dans la Baltique pour protéger les droits des russophones. C'est lors de la conférence de presse du 4 avril 1993, à Vancouver, que le Président Boris Yeltsin affirme officiellement que la condition du retrait des troupes dépend du traitement que les Baltes accorderont aux minorités russes. En mars 1994, la Fédération russe revient sur son engagement de retirer ses troupes avant le 31 août, ce qui suspend les négociations avec les États baltes²⁸⁸. Ces derniers craignent que les troupes russes demeurent sur leur territoire sous prétexte de protéger les populations russophones et qu'en fait elles soient utilisées pour modifier la politique interne et, dans le pire des cas, pour étendre les frontières de la Russie par la conquête militaire. Le Parlement letton réagit en votant une résolution qui suspend la naturalisation des minorités jusqu'au retrait des troupes russes²⁸⁹. La présence de l'armée russe a donc été le second paramètre de la politique étrangère balte. La Russie est vue comme la principale, voir la seule menace à leur indépendance. La préoccupation de survie et les soupçons sur les intentions de la Russie sont à la base de la politique étrangère des États baltes. Ceci s'exprime notamment par leur tentative d'internationaliser la question des minorités russes. L'Estonie et la Lettonie ont utilisé les organisations internationales, telles les Nations unies, la CSCE et le Conseil de l'Europe, afin d'accélérer le processus du retrait des troupes et de s'opposer au lien effectué par la Russie avec le traitement de la diaspora. Ainsi, la perception de la menace russe est la principale raison qui explique que les États baltes insistent sur le retrait des troupes russes de leur territoire et voient ce problème comme central.

Un des principaux buts de l'Estonie et de la Lettonie entre 1991 et 1994 est que la Russie accepte de condamner publiquement l'annexion soviétique en 1940. L'objectif est de renforcer leur position dans les négociations concernant la

²⁸⁵ CLEMENS., op.cit., p. 194.

²⁸⁶ KIONKA., op.cit., 1994, p. 90.

²⁸⁷ KOLSTO., op.cit., 1995, p. 287.

²⁸⁸ KIONKA., op.cit., 1994, p. 91.

²⁸⁹ RUDENSKY., op.cit., p. 75.

présence des troupes et le statut de la diaspora²⁹⁰. Avec la restauration des indépendances, les leaders estoniens et lettons ont vu la période soviétique comme un interlude entre la période de l'avant-guerre et l'indépendance. Cette approche permet de rationaliser la volonté d'éliminer les conséquences négatives du régime soviétique, telle la présence des Russes²⁹¹. En ce sens, non seulement elle légitime les lois de la citoyenneté mais elle permet aussi aux leaders baltes de demander à la Russie des compensations pour les dommages causés par l'annexion et la présence des troupes soviétique sur leur territoire durant 50 ans. Cette approche affecte les relations russo-baltes car la Russie refuse de reconnaître la responsabilité des politiques soviétiques²⁹².

En Lituanie, la perception de la menace russe est beaucoup moins importante que chez ses deux voisins. Ceci s'explique par le poids peu important des minorités russes. C'est la question des minorités polonaises (beaucoup plus nombreuses) qui a mobilisé les responsables lituaniens. Ces derniers se sont attachés à restreindre les activités des leaders polonais, craignant l'émergence de mouvements irrédentistes. Les tensions entre les deux communautés a affecté les relations entre la Lituanie et la Pologne. Les Lituaniens ont donc garanti des droits aux minorités russes car elles ne constituaient pas à leurs yeux une menace. Dans ce contexte, les tensions avec la Russie n'ont pas été aussi fortes qu'en Estonie et Lettonie²⁹³. Ainsi, compte-tenu du faible poids de la diaspora russe, la Russie disposait de peu de moyens de pression sur la Lituanie. C'est pourquoi le retrait des troupes dans cet État s'est achevé sans difficultés en août 1993²⁹⁴. D'ailleurs, Yeltsin a invoqué le bon traitement des minorités russes pour justifier le retrait de ses troupes²⁹⁵.

Ainsi, on constate que plus le poids de la diaspora russe est important, plus la perception de la menace est grande et plus les tensions entre les NEI et la Russie sont importantes. En fait, au début 1994, l'Estonie et la Lettonie se sont trouvés confrontés à un « dilemme de sécurité ». Leur priorité a été de renforcer leur sécurité en menant des négociations sur le retrait des troupes russes, en cherchant à normaliser leurs relations avec la Russie, en établissant des lois visant les populations « non-citoyennes », et en s'efforçant de s'intégrer aux structures européennes. Ces activités diplomatiques montrent la situation d'insécurité à laquelle ils se sont trouvés confrontés. Ces tentatives de renforcement de leur sécurité ont eu pour effet d'accentuer le sentiment d'insécurité des Russes. Les débats de 1993 sur l'élargissement de l'OTAN ont généré une

²⁹⁰ PARK., op.cit., p. 30.

²⁹¹ PRAZAUSKAS., op.cit., p. 161.

²⁹² IBID., p. 181.

²⁹³ IBID

²⁹⁴ KIONKA., op.cit., 1994, pp. 90-91.

²⁹⁵ CLEMENS., op.cit., p. 194.

inquiétude particulière²⁹⁶. On observe la même tendance concernant les tentatives de la Russie pour améliorer sa sécurité et leur effet sur les perceptions baltes. Durant l'année 1993, la Russie a ouvertement réaffirmé ses intentions d'exercer son influence sur les NEI. Les opérations de « maintien de la paix » dans les États de la CEI sont autant de tentatives de la Russie pour renforcer sa sécurité dans la région. En même temps, ces initiatives ont suscité l'inquiétude des Baltes. Dans les deux camps, les tentatives ont généré une situation qui a accru le sentiment d'insécurité des deux parties²⁹⁷.

III. La diaspora russe: un instrument hégémonique pour la Russie

Le 26 décembre 1991, l'URSS cesse d'exister. L'effondrement de l'Union soviétique ne marque pas seulement la fin de l'empire communiste mais aussi la fin de l'empire russe. En effet, au XVII^e siècle, la majorité des territoires des NEI étaient déjà sous la domination russe²⁹⁸. Par la suite, sous le régime soviétique, les succès et les réalisations de l'État socialiste étaient perçus comme la confirmation de la grandeur et de la gloire russe. C'est pourquoi les Russes sont les seuls parmi les autres nations soviétiques à avoir lié leur identité nationale à l'Union soviétique de manière significative. Aujourd'hui, un nombre considérable de figures politiques et d'intellectuels russes ont des difficultés à se départir de leur mentalité soviétique et voient la fin de l'URSS comme une perte pour la Russie. La réduction de leur État à un niveau de puissance de second ordre implique des ajustements psychologiques difficiles²⁹⁹.

La Russie se trouve aujourd'hui confrontée à une crise d'identité qui s'exprime par une difficulté à marquer les limites des frontières de l'État. Le concept de « proche-étranger », mis de l'avant par Sergei Stankevich, montre clairement le problème qu'ont les Russes à se départir de leur mentalité soviétique. Catégorisés comme faisant partie du Proche-étranger, les États issus de l'URSS sont perçus par Moscou comme des États indépendants mais pas totalement des pays étrangers. Le Proche-étranger concerne la politique et les intérêts russes où la question des minorités russes est centrale. Selon un sondage de 1992, 85% des répondants russes considèrent que la Russie a des obligations à l'égard de la diaspora³⁰⁰. Comme nous l'avons vu, une part des minorités russes en Lettonie et Estonie sont privées de citoyenneté. Cependant, elles sont considérées par les élites russes comme les membres de la nation russe. Elles sont donc perçues comme un objet de préoccupation

²⁹⁶ KIONKA., op.cit., 1994, p. 95.

²⁹⁷ IBID., p. 96.

²⁹⁸ PORTER., op.cit., pp. 75-76.

²⁹⁹ KOLSTO., op.cit., 1995, p. 7.

³⁰⁰ GUROFF., op.cit., p. 91.

légitime, voir obligatoire pour la Fédération de Russie³⁰¹. Ainsi, le concept de Proche-étranger démontre qu'en distinguant le proche du lointain étranger, la Russie n'a pas abandonné complètement ses politiques impériales et cherche à maintenir son influence sur le développement de ces nouveaux États, par le biais de sa diaspora³⁰².

La crise d'identité que vit la Russie depuis son indépendance a favorisé l'émergence du nationalisme russe mis de l'avant par les nostalgiques de l'empire. La question de la protection de la diaspora suscite de violents débats sur la scène politique russe et est directement liée aux luttes idéologiques, principalement entre démocrates et radicaux. Les nationalistes ont largement exploité le thème du « mauvais traitement » des minorités russes dans les NEI afin de réveiller la fibre nationale en Russie. D'une certaine manière, ils sont parvenus à influencer la politique de Yeltsin relativement à la question de la diaspora. Nous tenons à préciser que nous n'entrerons pas dans une explication approfondie des luttes intestines en Russie car cela dépasse largement le cadre de notre étude. Si nous nous sommes particulièrement attardés sur les conditions internes des États baltes, c'est parce que c'est là que le conflit identitaire se pose. L'une de ses dimensions importantes est directement liée à la présence de la Russie comme ancienne puissance coloniale. C'est pourquoi la Russie est un protagoniste important du conflit et on ne peut l'ignorer. Ainsi, nous avons choisi de traiter la Russie comme une puissance hégémonique. Nous nous contenterons donc de présenter la position des forces politiques vis-à-vis de la question du traitement de la diaspora et leur impact sur la politique du gouvernement russe. Nous verrons ainsi que le conflit est aggravé par le fait que les différentes composantes de la société russe voient la question du traitement de ses minorités comme une menace.

1. Position des différentes forces politiques russes sur la protection de la diaspora

La question des minorités russes est un élément central qui façonne la politique intérieure russe. Si elle est l'objet de profondes dissensions, entre les différentes forces politiques, tous s'entendent sur la nécessité et le devoir de la Russie de protéger ses minorités. En fait, les divergences s'expriment principalement au niveau de la manière dont cette protection doit s'effectuer.

a. Les décideurs

Le Président **Boris Yeltsin**, d'orientation libérale, considère qu'aucune décision pouvant menacer l'intégration de la Russie à l'Occident ne doit être prise. Ainsi, il estime que les problèmes impliquant les russophones dans les NEI doivent être résolus par le biais de la négociation. En avril 1992, le Président affirme que « 25 millions de nos compatriotes dans les NEI

³⁰¹ BRUBAKER., op.cit., 1992, pp. 70-72.

ne doivent pas être oubliés par la Russie »³⁰³. La diaspora doit être protégée par sa mère-patrie mais cette protection doit être morale et politique, et non pas militaire³⁰⁴. En mars 1991 il déclare qu'il est impossible de défendre la diaspora avec des tanks car la sécurité des minorités russes serait encore plus menacée. Selon lui, les relations avec les NEI doivent s'inscrire dans le cadre du droit international et les mesures doivent se limiter aux sanctions économiques. Une intervention armée pourrait menacer l'objectif de l'intégration de la Russie au monde occidental sur une base partenariale et égalitaire³⁰⁵.

La position du Ministre des affaires étrangères **Andreï Kosirev** s'apparente à celle de Yeltsin. Cependant, elle est davantage basée sur le modèle néo-libéral de politique étrangère, plus précisément sur l'interdépendance économique. Kosirev considère que les organisations internationales ont un rôle vital et qu'elles doivent faire pression sur les NEI pour qu'ils garantissent des droits aux minorités³⁰⁶. Concernant la protection des russophones, il est contre l'utilisation de la force en Lettonie et Estonie. Selon lui, il y a deux façons de protéger les minorités russes, soit par la coercition (en occupant les territoires des NEI et en établissant un règne de terreur), soit en privilégiant la diplomatie sur la base des lois internationales et d'une méthode civilisée. La première solution, selon lui, risque de provoquer une russophobie. Les Russes des républiques peuvent devenir des otages s'ils sont perçus par les autorités locales comme la cinquième colonne d'une puissance impériale. Ils n'auront pas d'autre choix d'immigrer ou de prendre les armes³⁰⁷. Toutefois, les organisations internationales se sont avérées inefficaces à régler les problèmes et Kosirev a adopté une position plus radicale. En été 1992, il envisage l'utilisation de méthodes plus musclées pour protéger la diaspora. En janvier 1994, il organise une conférence qui réunit les ambassadeurs russes des pays de la CEI et des États baltes. Il y déclare que la protection des droits des «compatriotes» dans le Proche-étranger est l'objectif stratégique le plus important de la politique étrangère de la Russie³⁰⁸.

Le conseiller présidentiel **Sergei Stankevich** est, parmi l'équipe de Yeltsin, l'un des plus ardents défenseurs d'une politique active vis-à-vis de la diaspora. Particulièrement critique à l'égard des politiques de l'Estonie et de la Lettonie, il les qualifie de régimes d'apartheid. Selon lui, la question du traitement de la diaspora doit être un critère pour la Russie dans la définition de ses relations internationales. Il considère que les relations bilatérales, concernant les relations économiques et le retrait des troupes, doivent être déterminées par le traitement des minorités. Il croit que si la Fédération veut jouer un rôle au

³⁰² AASLAND., op.cit., p. 407.

³⁰³ ZEVELEV, Igor., « Russia and the Russian Diaspora », *Post-Soviet Affairs*, vol. 12, no. 3, 1996, p. 268.

³⁰⁴ KOLSTO., op.cit., 1995, p. 268.

³⁰⁵ DUNLOP., op.cit., 1993, p. 53.

³⁰⁶ KOLSTO., op.cit., 1995, pp. 269-270.

³⁰⁷ RUDENSKY., op.cit., p. 73.

sein de la communauté internationale, elle doit assumer la responsabilité des problèmes créés par son prédécesseur, l'Union soviétique. En principe, il soutient Kosirev dans son désir de recourir aux organisations de défense des droits de l'homme pour élaborer des ententes bilatérales avec les NEI. Cependant, il considère en même temps que, si cette méthode ne porte pas ses fruits, il faudra utiliser des mesures plus radicales³⁰⁹.

Pour sa part, le vice-président **Alexander Rutskoï**, (très lié à l'armée) s'associe au courant des impérialistes modérés. Rutskoï se déclare fermement en faveur de la restauration de l'empire et d'une défense plus active de la diaspora. Cependant, dans les faits, il se distancie de cette idée. En effet, lors de sa visite au printemps 1992 en Crimée et en Dniestrrie (deux républiques de la CEI où les tensions ethniques impliquant des minorités russes sont les plus fortes), il demande au Soviet suprême russe de reconnaître la souveraineté des républiques auto-proclamées par les mouvements russes³¹⁰.

Shelov-Kovediaev (Président du comité des politiques inter-républicaines) est le responsable des négociations avec l'Estonie et la Lettonie et des traités bilatéraux de 1991. Il est considéré comme l'un des membres les plus pro-occidentaux et pro-baltes de l'équipe de Yeltsin. Néanmoins, il estime que les droits des Russes dans les deux États baltes sont violés et qu'il est nécessaire de les défendre. C'est pourquoi il est en faveur de pressions indirectes exercées par le biais des institutions internationales politiques et économiques. En mars 1992, il est désigné premier député du Ministère des Affaires étrangères avec la responsabilité particulière de Proche-étranger. En été 1992, il rédige un document très important sur la stratégie russe dans le Proche-étranger. Il y souligne sa vision du rôle de leader de la Russie dans la région de l'ex-URSS et de ses intérêts spécifiques dans les NEI, intérêts qu'il définit en termes économiques, de sécurité et de sauvegarde de la démocratie. La situation des minorités constitue à ses yeux le plus grand potentiel d'instabilité³¹¹.

b. Les acteurs institutionnels

Les militaires

Les militaires ont des difficultés à s'adapter aux nouvelles réalités et acceptent difficilement la perte de l'empire. En mai 1992, ils élaborent une nouvelle doctrine militaire affirmant que la Russie ne doit pas accepter la violation des droits de la diaspora. Cette doctrine suggère que les militaires utilisent le problème de la diaspora pour justifier l'augmentation des budgets de l'armée après la fin de la Guerre froide. En juin 1992, Pavel Gratchev (Ministre de la Défense) déclare que seule

³⁰⁸ ZEVELEV., op.cit., p. 269.

³⁰⁹ KOLSTO., op.cit., 1995, pp. 270-271

³¹⁰ IBID., p. 271.

l'armée peut défendre les russophones dans la CEI. Il lie la présence de l'armée russe dans les NEI à la protection de la diaspora. Cependant, lorsque les militaires abordent la question des minorités, ils font surtout référence à la protection des soldats stationnés dans les NEI et ne mentionnent que très peu la situation des civils. Cela laisse entendre que leur position reflète davantage des considérations relatives à la sécurité de la Russie qu'à la sécurité des minorités. En effet, la Fédération russe n'a pas les moyens de protéger ses frontières car les infrastructures héritées de l'URSS sont situées dans les NEI. Craignant qu'après le départ des troupes la Russie se retrouve sans défense, les militaires jouent la carte de la diaspora pour justifier leur présence dans les NEI. Ainsi, on peut émettre l'hypothèse que les militaires seront moins concernés par la diaspora lorsque la question de la sécurité des frontières de la Russie aura été résolue³¹².

Le Parlement (Soviet suprême et Congrès du peuple)

D'orientation principalement conservatrice, les membres du Parlement russe sont assez réceptifs aux idées nationalistes. A plusieurs occasions, les députés parlementaires ont utilisé la diaspora comme un instrument pour pousser la Russie à agir de manière plus agressive dans le Proche-étranger. Une grande part de la législature croit en la possibilité de restaurer l'empire et présente la protection des minorités russes (si nécessaire par la force) comme un «vrai patriotisme». En juillet 1992, le Soviet suprême appelle le gouvernement à exercer des pressions économiques temporaires contre l'Estonie si elle ne cesse pas ses discriminations contre les Russes. Pourtant, le Parlement de Russie n'a aucun droit constitutionnel pour prendre de telles initiatives en matière de politique étrangère. Si les membres du Parlement sont assez favorables aux idées nationalistes, certains députés influents soutiennent néanmoins les politiques de Yeltsin et de Kosirev et cherchent à faire contrepoids à leurs collègues conservateurs. Par exemple, le député libéral, Sergei Filatov, s'est fermement opposé à l'utilisation de la carte militaire pour protéger les minorités russes³¹³.

c. Les partis politiques

Un système de partis similaire à ceux que l'on retrouve dans les pays occidentaux ne s'est pas développé en Russie. La capacité des partis politiques à influencer le processus de la politique étrangère est faible. Néanmoins, même exclus du pouvoir, ils ont un impact indirect sur la formulation des politiques car ils peuvent modifier le climat politique. Les

³¹¹ IBID., pp. 272-273.

³¹² IBID., pp. 273-274.

³¹³ IBID., pp. 274-275.

conservateurs et les ultra-nationalistes ne sont pas représentés dans la structure gouvernementale mais sont très actifs dans la discussion concernant la diaspora. Selon Kolsto, plus un groupe est exclu du pouvoir, plus il est extrême et agressif dans la défense des droits des Russes dans le Proche-étranger. Le Parti libéral-démocratique (PLD), dont le Président est l'ultra-nationaliste Vladimir Jirinovski, a cherché entre 1991 et 1993 à occuper une place au sein de la scène politique russe. En décembre 1993, il a reçu 23% des votes aux élections parlementaires. Jirinovski revendique le rétablissement de l'URSS et propose de dissoudre les unités nationales autonomes créées par les communistes. Il suggère par exemple d'instaurer un seul État balte en fusionnant les trois États afin d'assurer la domination ethnique des Russes. Selon son approche, la restauration de l'empire est l'objectif principal et la protection des droits des minorités est secondaire. Les nationalistes utilisent la rhétorique de la nécessité de défendre les Russes du Proche-étranger car ils ont vu que cette question pouvait déstabiliser le pouvoir en place. Cette stratégie s'est révélée effective car elle a poussé certains politiciens et personnalités vers la droite. Non seulement cela a créé une barrière entre radicaux et conservateurs mais cela a divisé le bloc des libéraux-démocrates³¹⁴.

Les nationalistes russes n'acceptent pas la perte de l'empire et voient les indépendances des républiques comme le morcellement de la nation russe. Ils défendent une valeur commune: un État multinational très centralisé, héritage de l'empire des tsars ou de l'Union soviétique communiste. Ainsi, les nationalistes voient la diaspora russe comme un élément-clé dans la restauration de l'empire multiethnique. Avant que cet objectif soit atteint, ils demandent que la Russie protège les droits et les intérêts de ses « compatriotes » dans les NEI par des méthodes musclées, ignorant la souveraineté de ces États. Considérant que le gouvernement et le Ministre des affaires étrangères, Andrei Kosyrev, font preuve de mollesse sur la question du traitement des minorités russes, ils les attaquent véhément pour ce qu'ils nomment une « trahison à l'égard de la diaspora »³¹⁵. Pour les nationalistes, la Russie et l'URSS sont une entité indivisible qui doit être préservée par la force si nécessaire. Par exemple, ils estiment que la Lettonie fait partie de la Russie au même titre que la ville de Moscou, puisque les Russes et les autres Slaves vivent dans les États baltes depuis un millénaire³¹⁶. Leur argument est explicitement national: tous les Russes doivent vivre dans le même État. Ainsi, si les nostalgiques de l'empire parvenaient à prendre le pouvoir en Russie, ils tenteraient certainement d'utiliser la diaspora russe de la même manière qu'Hitler a exploité les populations allemandes

³¹⁴ IBID., pp 276-278.

³¹⁵ RUDENSKY., op.cit., p. 69.

³¹⁶ DUNLOP., op.cit., 1993, pp. 55-57.

vivant en périphérie afin de promouvoir l'expansion territoriale. En même temps, si les Russes sont discriminés, cela peut créer un climat propice à la montée des groupes extrémistes³¹⁷.

En 1989-1990, les partis nationalistes ont fait de faibles scores en Russie. En 1991, Jirinovski a gagné le soutien de plus de 6 millions de votes aux élections présidentielles. En 1992, le succès des nationalistes a forcé le gouvernement de Yeltsin à modifier sa politique étrangère. Par la suite, les mouvements ultra-nationalistes ont pris davantage d'ampleur. Beaucoup de membres du corps législatif ont commencé à prôner des positions nationalistes. Plus alarmant est le fait que les extrémistes ont cherché à mener leur propre politique étrangère. Par exemple, certains ont soutenu les Serbes contre les Bosniaques, en fournissant un entraînement militaire aux mercenaires serbes³¹⁸.

Malgré d'importants désaccords sur la question du sort des minorités russes, on observe un large consensus sur le fait que la Russie n'a pas seulement le droit mais aussi l'obligation morale de défendre la diaspora. Parmi les libéraux, la question cruciale est de trouver une solution pour protéger les minorités russes sans créer un climat de conflit pouvant mener à une intervention militaire. Pour certains l'option la moins risquée est de soutenir la communauté russe par le biais d'une aide financière aux centres culturels dans les NEI. Pour d'autres, il faut exercer des pressions diplomatiques, économiques, politiques et parfois militaires. D'un point de vue général, les libéraux qui misent sur le pragmatisme et le compromis en vue de l'occidentalisation de la Russie sont contre l'utilisation de la force pour protéger la diaspora. Cependant, cela les laisse à la merci des critiques des ultra-nationalistes qui leur reprochent d'avoir sacrifié les intérêts nationaux de la Russie pour accommoder l'Ouest. Les partis nationalistes ont donc développé le thème de la protection de la diaspora afin de s'affirmer sur la scène politique russe. Dans la rhétorique nationaliste, la question du traitement de la diaspora est centrale car elle justifie l'utilisation de la force et, par le fait même, la restauration de l'empire. Face au traitement des minorités dans les NEI, les idées nationalistes ont gagné une popularité croissante, tant au sein de la société que chez les dirigeants russes. Cela a poussé la Russie à adopter une attitude plus radicale dans la défense de sa diaspora, ce qui a accru les tensions avec la Russie.

³¹⁷ KOLSTO., op.cit., 1995, p. 8.

2. Le gouvernement de Yeltsin et la gestion du conflit

Au début de son existence, la Fédération russe s'est surtout concentrée sur sa politique interne et sur son statut sur la scène internationale. Par exemple, elle a cherché à conserver son statut de membre permanent et son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU³¹⁹. Ce n'est qu'à l'été 1992 que la question de la diaspora est devenue un point très important dans l'agenda politique de la Russie. La guerre en Dniestrie, l'intensification du conflit en Crimée et la question de la citoyenneté en Estonie et Lettonie ont été les trois facteurs qui expliquent cette tendance. La question de la citoyenneté en Estonie et Lettonie a été l'élément le plus important qui a touché l'opinion publique russe. Celle-ci s'est montrée en faveur d'une politique plus dure vis-à-vis des États baltes lorsque qu'ils ont renié le droit à la citoyenneté aux immigrants de l'après-guerre. Trois raisons expliquent que la question de la diaspora a occupé une place importante dans l'agenda de la politique russe. D'abord, parce que les responsables politiques ont subi des pressions de la part des groupes d'opposition en Russie et de la part de la diaspora elle-même. Ces pressions sont proportionnelles, non pas à la taille du groupe diasporique mais aux politiques législatives des NEI à leur égard. En ce sens, les nationalistes russes ont exploité la question du traitement de la diaspora en Estonie et Lettonie pour faire pression sur le gouvernement de Yeltsin afin qu'il adopte des politiques plus radicales³²⁰. Ensuite, parce que la Russie, comme puissance hégémonique, cherche à garder sous son influence les régions qui, historiquement, étaient sous sa domination. La présence des minorités russes dans les NEI lui permet d'établir des liens spéciaux avec ses membres et de se constituer des zones d'influence³²¹. Enfin, la Russie craint un retour massif des Russes sur son territoire, ce qui pourrait peser sur ses ressources et sa stabilité³²².

Certes, la politique russe vis-à-vis du proche-étranger s'inscrit dans le cadre des politiques menées par une puissance hégémonique. Cependant, contrairement à la croyance générale, l'attitude de la Russie n'a été ni agressive, ni impériale concernant la diaspora russe. Elle a été modérée dans certains domaines et s'est révélée inefficace dans d'autres. Deux politiques hégémoniques vis-à-vis de la diaspora ont été menées: la double citoyenneté et la mise en avant du concept de « compatriote »³²³.

³¹⁸ GUROFF., op.cit., p. 90.

³¹⁹ PORTER., op.cit., p. 76.

³²⁰ KOLSTO., op.cit., 1995, pp. 280-288.

³²¹ GUROFF., op.cit., p. 95.

³²² ZEVELEV., op.cit., p. 267.

a. La double citoyenneté

Établie en novembre 1991, la double citoyenneté est l'approche qui est devenue centrale vis-à-vis de la diaspora. Le gouvernement russe décide d'accorder la citoyenneté russe à tous les Russes, ainsi qu'aux autres nationalités ayant un lien historique quelconque avec le territoire de la Russie. Cette approche démontre une conception inclusive de la citoyenneté, regroupant des personnes dont l'origine n'est pas uniquement russe. Cela inclut les résidents temporaires et permanents du proche et du lointain étranger. La loi stipule que les citoyens russes à l'étranger peuvent bénéficier de la protection de la Russie³²⁴.

Selon le gouvernement, l'approche de la double citoyenneté comporte des avantages. Tout d'abord, elle permet de montrer la nature civique et non pas ethnique de la politique russe et laisse ainsi entrevoir la possibilité de protéger la nation russe sans exacerber les conflits ethniques. A ce titre, Kosirev déclare: « *we cannot put an ethnic factor in the foundation of our policy. It would lead to conflicts among nationalities like those in Yugoslavia* ». Ensuite, elle permet de diminuer l'immigration vers la Russie en procurant aux Russes du Proche-étranger une certaine garantie de sécurité dans leur État de résidence³²⁵. Abdulakh Mikitayev, le responsable de la Commission sur la citoyenneté, exprime ce sentiment lors d'une interview en 1994: « *One of the major tasks of state policy, in my view, is the prevention of a mass exodus of people from the states of the former Union* »³²⁶. Enfin, une telle politique donne la possibilité à la Russie d'asseoir son influence dans les NEI et lui permet de mener une politique hégémonique. La protection par les États puissants de leurs citoyens à l'étranger est devenue une pratique normale dans les relations internationales modernes, souvent utilisée par les États-unis en Amérique latine et par la France en Afrique. La présence de citoyens russes dans les NEI procure à la Russie une certaine légitimité à son implication dans le Proche-étranger³²⁷. Plus le poids des citoyens russes est important et plus la Russie peut prétendre à les protéger. C'est pourquoi la stratégie russe vise à accorder la citoyenneté à un maximum de personnes. Officiellement, la

³²³ IBID., p. 266.

³²⁴ KOLSTO., op.cit., 1995, p. 261.

³²⁵ En 1992-1993, 99% de l'immigration en Russie provenait du Proche-étranger. Le nombre total d'immigrants était d'environ un million par année. 64% d'entre eux étaient des Russes ethniques. Le gouvernement craint une immigration massive des russophones qui pourrait peser sur les ressources de la Russie. Une immigration incontrôlée peut avoir des effets dévastateurs sur la stabilité interne, régionale et internationale (ZVELEV., op.cit., p. 267).

³²⁶ ZVELEV., op.cit., pp. 268.

³²⁷ IBID., pp. 267-268.

Russie justifie son rôle de « protecteur » par le fait qu'en tant que successeur de l'URSS, elle doit assumer cette responsabilité. Comme l'affirme Mikitayev: « *Russia bears responsibility for every citizen of the former Soviet Union* »³²⁸.

C'est à partir de 1993 que l'idée de la double citoyenneté, comme moyen concret de défense des Russes du Proche-étranger, trouve des supporters au sein des ministères, du Parlement et de l'armée. Ainsi, la nouvelle doctrine militaire adoptée en 1993 identifie comme « un danger extérieur » l'abus « des droits, libertés et intérêts légaux des citoyens de la Russie à l'étranger ». L'identification d'une telle catégorie de citoyens permettait de justifier leur protection par une éventuelle intervention militaire. Par exemple, il est explicitement mentionné dans la doctrine que si la région russifiée de Narva cherchait à se séparer ou plongeait dans la violence, la Russie pourrait mener ses opérations de gardien de la paix afin de protéger la vie de ses citoyens russes³²⁹. Par ailleurs, lors de la Conférence de janvier 1994 réunissant les ambassadeurs russes, Kosirev déclare que la double citoyenneté est l'instrument de la politique russe dans la protection des compatriotes du proche étrangers. Dès lors, la politique de la double citoyenneté est devenue au centre de la politique étrangère russe³³⁰.

En 1994, se forme une solide coalition en Russie en faveur de la double citoyenneté. Les NEI s'opposent à la coalition car ils craignent que la construction de l'État-nation soit menacée par la double citoyenneté. Les craintes sont d'autant plus grandes que la Russie octroie la citoyenneté russe sans avoir conclu d'ententes préalables avec les NEI. Les autorités estoniennes se montrent très soucieuses des pratiques de la Russie quant à sa politique de citoyenneté. Compte-tenu que la Russie délivre des passeports russes sans en informer l'État de résidence, le gouvernement estonien estime que cette pratique constitue une menace à sa sécurité. Selon les NEI, cette politique favorise la double allégeance et pourrait donner une excuse à la Russie pour intervenir sur leur territoire au nom de la défense de ses citoyens³³¹.

La double citoyenneté a été élevée au rang d'objectif stratégique de la politique russe mais a commencé à disparaître de l'agenda en 1995. L'instrument de domination et d'hégémonie n'a pas abouti malgré les efforts du gouvernement russe. En accord avec les normes internationales, la Russie reconnaît officiellement que la double citoyenneté peut s'appliquer seulement si un traité a été conclu avec un État. Cependant, la Russie n'est pas parvenue à des ententes bilatérales (sauf avec le Tadjikistan). Ainsi, face à la résistance des NEI, Moscou s'est effacée³³².

³²⁸ BEISSINGER., op.cit., p. 170.

³²⁹ PARK., op.cit., p. 40.

³³⁰ ZEVELEV., op.cit., p. 269.

³³¹ BEISSINGER., op.cit., pp. 171-172.

³³² ZEVELEV., op.cit., pp. 271-272.

b. Le concept de « compatriote »

En 1994, le gouvernement russe décide d'ajouter à l'idée de double citoyenneté une stratégie plus large de construction de relations spéciales avec les Russes du Proche-étranger, en mettant de l'avant le concept de « *compatriote* ». Trois types de résidents du Proche-étranger entrent dans cette catégorie. D'abord, les citoyens russes vivant dans les NEI. Ensuite, les citoyens soviétiques qui n'ont pas obtenu de nouvelle citoyenneté (apatrides dont la plupart vit en Estonie et Lettonie). Enfin, ceux qui ont obtenu la citoyenneté du pays de résidence mais qui souhaitent maintenir des liens avec la Russie et conserver leur culture. Ainsi, selon cette perspective, les compatriotes forment un large cercle dont le noyau est constitué des citoyens russes du proche étranger. Le 31 août 1994, la Russie adopte un programme qui définit la ligne stratégique de la politique russe vis-à-vis des compatriotes. Celle-ci vise à promouvoir leur intégration au pays hôte, tout en préservant leur propre culture. Selon ce programme, le gouvernement russe vise à défendre les droits et les intérêts des compatriotes par des biais diplomatiques et économiques. Ceci implique l'utilisation des instruments internationaux et, dans les cas extrêmes, de pressions économiques. Cette stratégie vise à renforcer les liens culturels avec les compatriotes par le biais d'émissions de télévision russes dans les NEI, en soutenant les médias de langue russe et les centres culturels. En même temps, elle fait la promotion de liens économiques entre la Russie et les entreprises dont les employés sont des compatriotes. L'objectif principal de ce soutien, tel que défini dans le programme, est de protéger les droits des russophones et de prévenir l'immigration massive des Russes en Russie. Originellement conçu pour suppléer la stratégie de la double citoyenneté, ce programme est devenu au coeur de la politique russe à l'égard du Proche étranger. Cependant, le soutien économique de la Russie à sa diaspora a été très mal reçu par les États baltes. Ceux-ci ont accusé la Russie d'utiliser une stratégie visant à « perpétuer » la domination de ses compatriotes sur l'industrie et le commerce balte, posant ainsi une menace à la sécurité de leur État³³³.

c. La radicalisation du discours

Les deux politiques vis-à-vis de la diaspora, à savoir l'introduction de la double citoyenneté et le renforcement des liens avec les compatriotes, se sont révélées modestes et modérées, ce qui a provoqué la hargne des nationalistes. Entre 1992 et 1995, les opposants à la modération ont exercé des pressions afin que le gouvernement adopte trois politiques radicales. Tout d'abord, l'utilisation de sanctions économiques contre la Lettonie et l'Estonie pour les punir des lois de la citoyenneté

³³³ IBID., pp. 272-274.

restrictives à l'égard des Russes. Ensuite, faire du Russe la seconde langue officielle dans les États où les populations russophones sont importantes (notamment en Estonie et Lettonie). Enfin, l'autogestion des communautés russes dans le proche étranger. Cependant, ces trois mesures radicales n'ont pas été adoptées par le gouvernement russe³³⁴.

Face aux lois de la citoyenneté des États baltes et aux pressions des nationalistes, le discours du gouvernement russe s'est radicalisé. Dans un premier temps, Kosirev a cherché activement à internationaliser la question de la diaspora. A la Conférence des États baltes de Copenhague, en mars 1992, Kosirev déclarait: « *The democratic conviction of the citizens of Russia compels us to express our concern about the activities of some of our Baltic partners, all the more so as the democrats of Russia have stood together with them in the defence of their sovereign rights* »³³⁵. Le discours est donc très modéré mais il se radicalise très vite après l'instauration des mesures sur la citoyenneté et la langue dans les États baltes. Ainsi, le 7 mai 1992, le gouvernement soumet un mémorandum au Conseil des ministres du Conseil de l'Europe en accusant les États baltes de violer les principes des droits de l'homme et les normes de la CSCE sur le traitement des minorités. Le 26 octobre, le Ministre des affaires étrangères déclare que la Russie est prête à prendre des mesures radicales (à l'intérieur du cadre du droit international). Kosirev multiplie ses critiques mais reste passif. Son attitude commence à être décriée au sein du Parlement et par le Président lui-même. Yeltsin lui reproche sa mollesse dans la défense des intérêts de la diaspora.³³⁶ Les relations avec les États baltes sont, à plusieurs égards, frustrantes pour le gouvernement Yeltsin. Les dirigeants russes se sentent trahis par les leaders baltes qui semblent avoir oublié le soutien qu'ils ont reçu de Moscou dans leur lutte à l'indépendance. Une fois souverains, ils ont commencé à devenir plus nationalistes et à mettre en oeuvre des mesures discriminatoires contre les russophones³³⁷. Ainsi, en octobre 1992, pour protester contre les lois de la citoyenneté discriminatoires, Yeltsin suspend le retrait des troupes³³⁸. Parallèlement, la Russie opère un embargo sur les États baltes en stoppant ses livraisons de gaz naturel, afin de les forcer à changer leur attitude vis-à-vis de la diaspora³³⁹.

Comme nous l'avons vu, la stratégie du gouvernement russe a été d'effectuer un lien explicite entre le traitement de la diaspora en Lettonie et Estonie et le retrait des troupes. Si la Russie justifie la présence de ses troupes en arguant qu'elles doivent rester pour protéger les droits des russophones, on ne peut toutefois pas se limiter à cette seule explication. En effet, la présence des troupes russes dans la Baltique ne vise pas uniquement la protection de la diaspora. Elle concerne aussi le sort

³³⁴ IBID., p. 275.

³³⁵ KOLSTO., op.cit., 1995, p. 283.

³³⁶ IBID., pp. 283-286.

³³⁷ GUROFF., op.cit., p. 93.

³³⁸ DAWISKA., op.cit., p. 216.

de Kaliningrad (enclave russe située entre la Lituanie et la Pologne) et elle est un moyen de renforcer la présence militaire russe à Kaliningrad suite à la perte des bases militaires dans les États baltes³⁴⁰. Certes, la question du retrait des troupes a suscité de vives controverses et a été un élément majeur du conflit lié au traitement de la diaspora. Toutefois, cela n'a pas pour autant empêché le retrait des troupes. En effet, celui-ci s'est achevé, en accord avec l'engagement de la Russie, le 31 août 1994 en Estonie et Lettonie³⁴¹

Ainsi, si le discours se radicalise, la ligne de la politique étrangère du gouvernement demeure néanmoins très modérée. Dans les actes, les dirigeants se contentent principalement d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation des Russes dans les États baltes. Ainsi, il y a de grandes différences entre le discours et la pratique. Plusieurs raisons expliquent cet écart. Premièrement, l'administration Yeltsin est prise entre deux feux. D'un côté elle subit les pressions des nationalistes et communistes qui font de la situation de la diaspora leur cheval de bataille. Une attitude passive concernant la protection des minorités serait mal perçue par l'électorat³⁴². D'un autre côté, une intervention dans un conflit en périphérie impliquant la diaspora russe donnerait l'image d'une Russie impériale, ce qui jouerait au détriment du gouvernement Yeltsin³⁴³. Deuxièmement, la défense des droits et intérêts des minorités russes est vue par le régime actuel comme un instrument de domination du territoire de l'ex-URSS, et non pas un objectif en soi. Cet instrument a été compromis par les autres politiques qui sont passées en priorité, même si le gouvernement a trouvé qu'il était nécessaire de conserver cette question. Le décalage entre le discours et la pratique ne peut être expliqué par un manque de volonté de la Russie de dominer. Dans d'autres domaines, la Russie a eu de plus grands succès dans l'établissement de son hégémonie³⁴⁴. Troisièmement, il existe un décalage important entre les velléités de domination de la Russie sur le proche étranger et sa capacité à assumer ces ambitions. Compte-tenu des problèmes auxquels elle est confrontée (crise économique et sociale, armée faible et désorganisée, instabilité politique), la Russie ne remplit pas les conditions d'une hégémonie régionale. Quatrièmement, on constate une contradiction entre les principes prônés par les dirigeants russes et les réalités de la structure

³³⁹ PORTER., op.cit., p. 81.

³⁴⁰ DAWISKA., op.cit., p. 242.

³⁴¹ MALEY., op.cit., p. 4.

³⁴² Selon un sondage effectué à l'automne 1991 auprès de la population russe, 40% croient que la Russie doit protéger les russophones dans le Proche-étranger.

³⁴³ KOLSTO., op.cit., 1995, p. 267.

³⁴⁴ La dépendance des NEI aux ressources énergétiques russes, le maintien de bases militaires russes dans certains États et la coopération sur le contrôle des frontières, sont les principaux succès de la Russie dans le proche étranger.

fédérale. En effet, soutenir les minorités russes sécessionnistes dans le Proche-étranger pourrait rendre la Russie vulnérable aux mouvements séparatistes à l'intérieur de ses propres frontières, menaçant ainsi la stabilité et la sécurité du pays.³⁴⁵

Ainsi, en 1992 la politique russe vis-à-vis de la diaspora se limite uniquement au discours. En 1993-1994, le discours est toujours présent avec la mise en oeuvre de la double citoyenneté. En 1995-1996, c'est la combinaison d'une politique modérée et d'un discours plus radical. Quelles que soient les aspirations, impérialistes ou non, des dirigeants russes, ceux-ci ont du ajuster leurs politiques aux contraintes du monde réel, en compensant par le discours. Selon Zevelev, on peut faire un parallèle entre la France des années soixante, sous le leadership du Général de Gaulle, et la Russie de la décennie 1990. En se basant sur l'analyse qu'a faite Henry Kissinger du Président de Gaulle, Zevelev montre les liens qui peuvent être établis entre les deux situations. Ainsi, après la décolonisation, de Gaulle a cherché à faire renaître la gloire de la France à l'aide d'un discours nationaliste, souvent anti-américain, qui trouvait un auditoire dans un État humilié en pleine crise d'identité. Certes, la Russie a beaucoup moins de ressources que la France de de Gaulle mais ce qu'il y a de commun dans les deux cas, c'est l'effet des mots. Le danger de cette situation est la réaction des autres acteurs internationaux face aux bruits menaçants émis par la Russie³⁴⁶.

³⁴⁵ ZEVELEV., op.cit., pp. 276-277.

CONCLUSION

L'effondrement de l'URSS a engendré une situation nouvelle où les nouveaux États évoluent dans un environnement anarchique marqué par l'absence d'une autorité suprême capable de régler les relations entre États. Les risques de conflits sont accrus par l'héritage multiethnique de l'empire soviétique. Le nouveau découpage territorial a mené à la formation d'États dont les frontières politiques et culturelles ne coïncident pas. Les NEI se sont retrouvés avec des groupes ethniques issus des autres États sur leur territoire: des diasporas. Cela a mené à une nouvelle configuration des relations internationales caractérisée par des tensions entre les trois acteurs impliqués: les NEI, les diasporas et les mères-patries de ces dernières. C'est la question de la diaspora russe qui s'est avérée la plus problématique dans les relations entre les États issus du bloc soviétique. La présence des minorités russes à la périphérie de la Russie constitue un des plus grands facteurs d'instabilité dans la région car elles sont perçues par les dirigeants des NEI comme les représentants de l'ancienne puissance coloniale. Ces derniers cherchent à se débarrasser des Russes en instituant des politiques nationales discriminatoires. La Russie qui, pour sa part, ne s'est pas départie de sa mentalité impériale, vise à protéger ses compatriotes afin de se constituer des zones d'influence à sa périphérie. Dans ce contexte, le facteur ethnique a une incidence considérable sur les relations entre la Russie d'une part, et les États baltes, d'autre part.

Certes, le réalisme est l'approche qui rend le mieux compte de la dimension conflictuelle des relations internationales mais il ne conçoit pas que les acteurs non étatiques puissent constituer une menace à la sécurité de États. C'est pourquoi il est pertinent de reformuler le modèle en introduisant l'aspect ethnique comme facteur d'instabilité internationale, afin de le rendre applicable à notre cas. Ainsi, nous avons montré que les conflits identitaires pouvaient constituer un dilemme de sécurité pour les États. De même, nous avons vu que les diasporas pouvaient jouer un rôle sur les relations internationales et devenir un élément primordial de conflit, particulièrement lorsque la diaspora est issue d'une ancienne puissance coloniale. Ceci nous a amené à émettre l'hypothèse que la présence des minorités russes dans les États baltes mène à des relations conflictuelles plutôt qu'harmonieuses entre la Russie et les nouveaux États. Afin de vérifier cette hypothèse, nous avons adopté une approche historique, ce qui nous a permis de présenter le phénomène diasporique et de tracer la genèse du conflit. De plus, nous avons opté pour une méthode comparative pour mettre en évidence les variations entre les trois républiques baltes. Cela nous a permis de voir dans quelle mesure la variable ethnique avait une incidence sur les relations internationales.

³⁴⁶ IBID., pp 277-278.

En même temps, nous avons tenté de décrire et d'expliquer la dynamique des relations entre les acteurs impliqués (républiques, diaspora, Russie). Ainsi, notre étude a montré que le conflit était indissociablement lié au passé colonial.

Certes, depuis 1990, la présence des minorités russes dans les républiques baltes n'a pas mené à un conflit armé entre les nouveaux États et la Russie. Ceci constitue une limite quant au choix du cadre théorique (la théorie réaliste reformulée). Cependant, comme nous l'avons vu, la question de la diaspora russe a été l'objet de tensions considérables entre l'ancienne métropole et les NEI. Même si aujourd'hui une guerre semble peu probable, on ne peut néanmoins pas écarter cette possibilité. C'est pourquoi, nous croyons que ce cadre d'analyse demeure pertinent car il rend le mieux compte de la dimension conflictuelle des relations internationales.

Par ailleurs, nous avons montré que la diaspora russe était bel et bien un nouvel acteur social. Toutefois, nous avons rencontré quelques difficultés lorsqu'il nous a fallu définir les membres appartenant au groupe diasporique. Compte-tenu de l'hétérogénéité du groupe, il était difficile d'établir des critères d'appartenance. C'est pourquoi nous avons choisi de résoudre le problème en nous basant sur les données officielles des recensements soviétiques. Cependant, il faut noter que les sources d'information au cours de la période soviétique étaient peu fiables. Hors de notre contrôle, ce problème n'a pas pu être solutionné. De plus, lorsque nous avons considéré la question identitaire, nous nous sommes heurtés à une autre difficulté. En effet, le concept d'identité est très abstrait et difficile à mesurer. C'est la raison pour laquelle nous avons tenté de dégager les caractéristiques partagées par les membres du groupe, comme la langue, le statut socioéconomique et politique et le lieu d'établissement. Ceci nous a permis de mettre en évidence les différences qui existent avec les groupes nationaux et ainsi les éléments de cohésion sur lesquels repose l'identité de la diaspora russe.

En outre, nous avons rencontré un problème relativement aux NEI. Ces derniers, engagés dans un processus de démocratisation et de création de l'État-nation, traversent une grande période d'instabilité. Leurs institutions politiques fragiles subissent des pressions de la part des différents groupes de la société. Les luttes politiques ont lieu au sein même des institutions nationales. Contrairement aux États démocratiques où la fonction des institutions est de représenter les différents intérêts de la société, dans les NEI les acteurs politiques cherchent à défendre leurs intérêts personnels. Dans ce contexte, il est difficile de concevoir ces États comme des pôles homogènes d'où se dégage un consensus. Il devient alors complexe de voir les États comme des acteurs et de déterminer leurs positions.

Comme nous l'avons vu, l'immigration des Russes a été un processus continu et croissant. Les Soviétiques ont cherché à uniformiser les conditions économiques et sociales par le biais de l'immigration. L'importation de travailleurs

russe permettait à la fois d'industrialiser, d'urbaniser et de prolétarianiser les républiques baltes. L'immigration russe répondait aux besoins de main-d'oeuvre nécessaires à l'objectif de l'industrialisation, comme instrument de l'unification des conditions économiques des républiques, but ultime du communisme. En même temps, elle permettait l'établissement d'une classe de prolétaires russes, moteur de l'édification de la société communiste, fidèle au régime. Les mesures utilisées pour favoriser l'établissement de la communauté russe ont varié en fonction des dirigeants en place. Sous Staline, l'immigration était un instrument permettant d'implanter rapidement l'industrie et de limiter la contestation dans la Baltique. Avec Kroutchev, le caractère répressif des politiques migratoires disparaît pour faire place à des mesures plus incitatives. Brejnev et Gorbatchev, pour leur part, n'élaborent pas une politique particulière de gestion des populations et les migrations revêtent un aspect désordonné. Attirés par les opportunités que procure le développement industriel, les Russes continuent de s'établir dans les États baltes. Guidées par l'idéologie communiste, les politiques de gestion des populations soviétiques ont eu pour effet, particulièrement en Estonie et Lettonie, de bouleverser les structures économique, sociale et démographique. Ces républiques ont vu leur secteur d'activité prédominant, soit l'agriculture, se métamorphoser brutalement en industrie. De même, leur structure sociale a été modifiée: la paysannerie a été remplacée par le prolétariat. De sociétés relativement homogènes, la Lettonie et l'Estonie se sont transformées en sociétés binationales. La Lituanie, pour sa part, n'a pas été autant touchée par l'immigration russe et est demeurée une société beaucoup plus homogène. Ainsi, en 1989, la communauté russe représente 30.2% de la population estonienne, 34% de la population lettone et 9.% de la population lituanienne.

Les politiques des Soviétiques ont généré la formation d'un groupe diasporique dans les républiques baltes. Essentiellement le résultat d'une immigration volontaire, la diaspora russe possède certaines caractéristiques propres. Elle ne se distingue pas uniquement du groupe majoritaire par son appartenance ethnique. La ligne de fracture qui sépare les deux communautés s'établit aussi par rapport à la langue, au niveau d'éducation et au type d'emploi occupé. La Lettonie et l'Estonie ont assisté à la fragmentation de leur société en deux structures sociales: l'une composée du groupe majoritaire de langue balte, essentiellement des cols blancs et l'autre représentant le groupe de langue russe, principalement des cols bleus peu éduqués et fortement urbanisés. Dans ces deux républiques, la diaspora constitue un acteur à part entière. Elle se différencie du groupe majoritaire par les liens identitaires qu'elle a conservés avec la Russie. D'ailleurs, cette dernière a favorisé l'attachement des Russes à leur mère-patrie par le biais des politiques de russification.

Certes, l'importation de main-d'oeuvre russe permettait l'unification du développement économique et social des nations de l'Union mais elle rendait aussi possible l'uniformisation du développement culturel: la russification. Celle-ci

permettait l'uniformisation des sociétés autour d'un noyau russe et répondait à la volonté du régime de créer un peuple soviétique.

Pour aboutir à l'uniformisation culturelle, il fallait prendre des mesures afin d'éradiquer le nationalisme et de valoriser la culture russe. Les dirigeants ont mis en oeuvre des politiques des nationalités différentes qui partageaient un objectif commun: assimiler les nations de l'empire à la culture russe. En d'autres termes, créer une communauté nouvelle: la nation socialiste, partageant un territoire, une idéologie et une identité communs. En russifiant les républiques de l'Union, les Soviétiques ont cherché à supprimer les spécificités nationales et à créer une cohésion. L'uniformisation culturelle autour d'un noyau russe devait mener au développement d'une identité et d'un sentiment d'appartenance partagé, condition à la stabilité du régime. La russification s'est exprimée au niveau du leadership politique et au niveau culturel, procurant certains avantages aux Russes. Le statut des Russes dans les républiques baltes n'a pas été constant et uniforme dans le temps. Il a varié en fonction des politiques en vigueur. Ainsi, sous Lénine, ils étaient considérés comme une minorité nationale au même titre que les autres et ne bénéficiaient pas d'avantages particuliers. C'est durant la période stalinienne que les Russes ont été les plus privilégiés, tant au niveau politique, économique que culturel, car le régime concevait le peuple russe et sa culture comme supérieurs aux autres. Sous Brejnev, ils continuent de jouir d'avantages culturels et linguistiques considérables mais sont handicapés quant à leur accession au pouvoir politique et ne bénéficient d'aucun privilège économique.

En fait, la russification culturelle a été une constante durant toute la période soviétique. Les politiques des nationalités ont été essentiellement un instrument de domination culturelle du régime, visant la suppression des identités nationales. La politique de russification, via la langue et l'éducation, a joué un rôle de premier ordre dans cette stratégie car elle a octroyé aux immigrants russes des privilèges culturels et les a dispensés de s'intégrer aux cultures locales. Toutes les conditions étaient réunies pour que les Russes des républiques conservent des liens identitaires avec leur mère-patrie. La diaspora a développé un minimum de contacts avec la culture des populations locales. Dans ce contexte, elle s'est affirmée comme un acteur social avec des intérêts et une identité distincts du groupe national.

Ainsi, le régime marxiste-léniniste s'est attaché à éliminer les questions nationales afin d'uniformiser les sociétés et garantir la stabilité du système. Néanmoins, après plus de quarante ans de règne communiste, l'uniformisation économique, sociale et culturelle s'est révélée un échec car la nation soviétique n'a jamais pris forme. Les politiques des nationalités, mises en oeuvre pour dénationaliser les populations et créer un peuple soviétique, ne sont pas parvenues à supprimer les sentiments nationalistes. Au contraire, en portant directement atteinte à l'identité des Baltes, elles ont exacerbé les tensions ethniques et

ont contribué à renforcer le processus de consolidation nationale. En niant les spécificités nationales, le régime a contribué à renforcer l'identité des nationalistes baltes, particulièrement en Estonie et Lettonie. Les changements drastiques de la carte démographique et la russification, mis en oeuvre contre la volonté des Baltes, ont été les éléments de cohésion qui ont permis aux nationalistes estoniens et lettons de se rassembler et d'accéder aux indépendances. Certes, l'expérience de la souveraineté, l'échec du système d'économie planifiée et les politiques d'ouverture de Gorbatchev ont joué un rôle non négligeables dans la lutte aux indépendances mais le rejet des politiques de russification du régime a été l'élément le plus rassembleur. Si les leaders baltes ont privilégié la question environnementale, c'est pour mieux parvenir à leurs fins. Derrière celle-ci, les thèmes de l'immigration et de l'extinction culturelle étaient de beaucoup les plus préoccupants. La crainte de l'extinction culturelle s'est révélée le leitmotiv qui a permis aux nationalistes de s'assurer un soutien populaire. En mettant de l'avant la question de la survie identitaire, le nationalisme s'est exprimé comme un nationalisme profondément anti-russe. En exploitant le sentiment d'exclusion, ils sont parvenus à rallier les populations à l'objectif de la souveraineté. Cette question a renforcé la cohésion des populations locales et a mené à la formation des fronts populaires. En même temps, les leaders baltes ont dû tenir compte de la présence d'un nouvel acteur sur leur territoire pour mener à bien l'indépendance: la diaspora russe. Ils ont vu toute la nécessité de s'assurer du soutien de la diaspora pour gagner leur souveraineté. C'est pourquoi les leaders baltes ont proposé une conception inclusive de la société en insistant sur les possibilités de créer des États multiethniques. Cette stratégie explique en grande partie le soutien des Russes aux indépendances. Parallèlement, l'attitude favorable des Russes concernant l'autodétermination a eu pour effet d'affaiblir les organisations radicales baltes. Les modérés se sont imposés sur la scène politique et ont privilégié un nationalisme civique afin de favoriser la participation de tous les groupes de la société à la construction de la nation. Considérée comme un acteur au même titre que le groupe national par les élites baltes, la diaspora a joué un rôle important dans la quête à la souveraineté dans la mesure où elle a guidé les politiques des États en devenir.

L'accession aux indépendances a donné lieu à une nouvelle configuration des relations ethniques et internationales. Le découpages des frontières a eu des conséquences majeures pour les Russes des républiques qui, dès lors, se sont retrouvés avec un statut de minorité. Cette nouvelle situation entraîne des tensions entre les anciennes républiques du bloc soviétique, la diaspora russe et la Russie. La question du statut des Russes est devenue un point central de discordes, elle dicte les relations entre les États baltes et la Russie et menace la sécurité dans la région.

Avec l'effondrement de l'URSS, la question des nationalités a pris un sens nouveau. Une fois la souveraineté des États baltes acquise, les Russes sont devenus une diaspora. De groupe dominant, ils se sont transformés en minorité, ce qui implique des ajustements psychologiques, sociaux et économiques difficiles. Aujourd'hui, en Estonie et Lettonie, ils forment un groupe hétérogène aux identités multiples (balte, russe, soviétique) qui rend leur intégration à leur république de résidence plus complexe. Face aux mesures restrictives des politiques nationales des NEI, les membres de la diaspora russe ont créé un certain nombre d'organisations afin de faire valoir leurs intérêts. Néanmoins, les organismes russes en Estonie et Lettonie ont une effectivité limitée car ils sont confrontés aux lois nationales qui restreignent leur activité politique et car l'hétérogénéité du groupe implique un manque de cohésion qui ne leur permet pas de créer des organisations politiques viables. Même si les Russes éprouvent des difficultés à faire valoir leurs intérêts, ils sont perçus par les Estoniens et les Lettons comme constituant une menace à la survie de l'État. En fait, cette crainte est suscitée par la question de la double allégeance qui est devenue un objet de préoccupation particulier pour les NEI. La situation des Russes en Lituanie est différente car, moins nombreux et établis depuis plus longtemps, ils sont mieux intégrés.

L'accession aux indépendances a procuré aux élites baltes la capacité de « nationaliser » leur État. La présence russe, particulièrement en Estonie et Lettonie, constitue aux yeux des dirigeants une menace à leur identité et à la construction de l'État-nation. La fragmentation ethnique des sociétés a occasionné la crainte de l'extinction nationale chez les Baltes. Depuis leur accession aux indépendances, ces derniers ont développé une conception ethniciste de la nation en adoptant des mesures visant à consolider leur identité. Placés devant un dilemme de sécurité, les Baltes cherchent à renverser la composition ethnique de leur société pour s'assurer d'un maximum de correspondance entre la nation culturelle et politique. C'est pourquoi les leaders estoniens et lettons adoptent des politiques de la citoyenneté et de la langue restrictives, laissant une grande part de la population sans statut. Ces politiques varient d'une république à l'autre en fonction du poids de la communauté russe. Plus celui-ci est important, plus la perception de la menace à l'identité est grande et plus les mesures sont restrictives. À l'inverse, le cas de la Lituanie montre que plus le poids des minorités russes est faible, moins la perception de menace est présente et plus les politiques nationales ont tendance à être libérales. Les politiques d'exclusion en Estonie et Lettonie, entraînent un climat conflictuel, tant au niveau interne qu'externe. La diaspora russe est perçue par les Estoniens et les Lettons à la fois comme une menace à la construction de l'État-nation et une menace à la souveraineté induite par la crainte d'une intervention de la Russie. Comme successeur légal de l'URSS, la Fédération russe constitue la principale menace à l'intégrité des NEI. La présence d'une partie de la population appartenant à l'ancienne puissance occupante joue un

rôle considérable dans les relations entre les républiques baltes et la Russie. En fait, plus le poids de la diaspora russe est important, plus la perception de menace est grande et plus les tensions entre les NEI et la Russie sont considérables. Ainsi, le conflit identitaire qui s'établit en Estonie et Lettonie entre le groupe national et la diaspora russe constitue pour ces États un nouveau dilemme de sécurité, tant au niveau intra-étatique, qu'inter-étatique.

Du côté de la Russie, la perte de l'empire est mal vécue par les différents segments de la société. La Russie est confrontée à une crise d'identité qui s'exprime par une difficulté à marquer les limites des frontières de l'État. Catégorisés comme faisant partie du Proche-étranger, les États issus de l'URSS sont perçus par Moscou comme étant sous l'influence légitime de la Russie. La diaspora russe est vue comme appartenant à la nation russe et conçue comme un objet de préoccupation légitime. Ainsi, la Russie cherche à maintenir son influence sur les NEI par le biais de sa diaspora. La question des minorités russes est centrale en Russie car elle est directement liée aux luttes idéologiques sur la scène politique. Les nationalistes ont largement exploité le thème du « mauvais traitement » des Russes dans les NEI, afin de réveiller la fibre nationale en Russie et de restaurer l'empire. Cela a eu pour conséquence un durcissement de la ligne de conduite du gouvernement de Yeltsin à l'égard des États baltes. Les pressions exercées par les nationalistes ont contribué à aggraver le conflit entre les NEI et la Russie. Néanmoins, la double citoyenneté et la mise en avant du concept de « compatriote » se sont révélées deux politiques modérées et la radicalisation s'est essentiellement limitée au discours. L'adoption de politiques mesurées ne s'explique pas par un manque de volonté hégémonique. Ceci résulte principalement des contraintes politiques, économiques et sociales auxquelles la Russie est confrontée et qui limitent ses capacités à assumer ses ambitions de domination.

L'analyse du contexte historique s'est avérée fondamentale pour expliquer le conflit actuel. L'histoire a créé un brassage de groupes ethniques sur le territoire de l'URSS qui demande une attention particulière des dirigeants et diminue les possibilités d'instaurer de nouveaux États stables, basés sur des populations ethniques homogènes. Cela met en évidence que les conditions internes des États constituent des facteurs d'instabilité et qu'elles ne peuvent être négligées. La réalité des sociétés binationales de l'ère post-soviétique remet en cause l'idée d'une unité organique entre l'État et la société. En effet, à la ligne de fracture ethnique se juxtapose une fragmentation au niveau des intérêts et des identités. La diaspora russe se différencie de la communauté du pays de résidence et maintient une identité ethnonationale liée à celle de sa mère-patrie. De par sa double allégeance, elle remet en cause la légitimité de l'État hôte et constitue un frein à la construction de l'État-nation. Aujourd'hui, si la diaspora représente une menace à la stabilité de la région de l'ex-URSS, ce n'est pas à cause de son activité

politique, puisqu'elle n'est pas très bien organisée (exception faite de la région de Narva), c'est essentiellement parce qu'elle est vue par les leaders estoniens et lettons comme une menace à leur identité et à leur souveraineté. L'Estonie et la Lettonie ont élaboré des lois qui visent à renforcer leur identité afin de préserver la survie de l'État. Après des décennies de domination soviétique, d'intégration socioculturelle forcée et de russification, les leaders baltes utilisent le nationalisme ethnique comme idéologie officielle pour parvenir à un maximum de correspondance entre la nation politique et la nation culturelle. Cela a causé une réaction de la part des minorités russes qui ont cherché à s'organiser pour défendre leurs intérêts, créant ainsi un dilemme de sécurité intra-étatique. Face au traitement de la diaspora russe, la Russie n'est pas demeurée indifférente. Au contraire, elle a réagi en cherchant à utiliser sa diaspora comme un instrument pour assurer son hégémonie dans le Proche-étranger. Dans ce contexte, le dilemme de sécurité intra-étatique s'est transposé au niveau inter-étatique. La question du traitement des minorités russes a été un élément conflictuel important entre les nouveaux États et la Russie.

L'étude de la diaspora a montré qu'il existe bel et bien d'autres acteurs internationaux que les États. Si la diaspora russe joue un rôle au niveau interne, à la fois dans les États baltes et en Russie où elle est au centre des débats, elle a un impact au niveau externe. La question des minorités russes se transpose au niveau inter-étatique dans la mesure où elle influence la politique internationale. Cette influence de la question ethnique sur la politique étrangère des États baltes s'établit en fonction de plusieurs facteurs. D'abord, elle dépend de l'état des relations interethniques qui sont surtout déterminées par la taille et le niveau d'intégration des minorités. Ensuite, elle est fonction de la sensibilité du groupe majoritaire aux idées et attitudes nationalistes qui sont à leur tour façonnées par les relations antérieures avec les autres groupes et nations et par la perception de la menace à la survie ethnique. Enfin, elle dépend de la taille et de la position géopolitique de l'État en question. De même, l'influence de la question diasporique sur la politique étrangère de la Russie dépend du traitement des minorités russes dans les républiques, des luttes idéologiques sur la scène politique et de la popularité des idées nationalistes.

Ainsi, la diaspora russe ne constitue pas seulement une menace à la stabilité interne mais aussi à la sécurité internationale. Ceci nous amène à deux constatations. Premièrement, on ne peut séparer la politique domestique de la politique étrangère, elles sont intrinsèquement liées. Deuxièmement, l'étude de la diaspora a montré qu'il était nécessaire de redéfinir la notion de la sécurité nationale des États. La menace ne provient pas uniquement des États, la diaspora peut devenir la cause d'un conflit armé et remettre en question la stabilité internationale.

Certes, la diaspora russe constitue une menace à l'intégrité des républiques issues de l'URSS et à la construction de l'État-nation. Cependant, en même temps, elle renforce la souveraineté de ces États. En effet, le caractère transnational de la communauté diasporique représente un levier politique d'une envergure considérable. Cela crée une interdépendance qui peut jouer en faveur des États baltes. Ces derniers disposent d'un moyen d'influence sur la Russie qui n'est pas négligeable. La mise en oeuvre d'une politique d'intégration peut renforcer la sécurité des États baltes dans la mesure où la Russie ne peut utiliser le prétexte de la défense de ses minorités pour intervenir. Dans ce contexte, une intervention russe serait vivement décriée par la communauté internationale et aurait des conséquences négatives pour la Russie.

A l'avenir, les Baltes ont tout intérêt à proposer une conception inclusive de la citoyenneté et à essayer d'intégrer la diaspora. La cohésion de l'État ne doit pas nécessairement être basée sur l'ethnicité. Les exemples de la Suisse ou de la Belgique démontrent très bien la viabilité des États multiethniques. De plus, l'intégration des minorités russes est possible car celles-ci montrent un certain attachement aux républiques baltes. En même temps, l'hétérogénéité du groupe diasporique les a empêché de développer une vision commune, condition à la création d'organisations politiques effectives. La diaspora russe a donc des aptitudes pour s'intégrer aux États baltes. Cependant, si ces derniers poursuivent des politiques d'exclusion, cela aura pour effet de renforcer le sentiment d'appartenance du groupe à la mère-patrie. La marginalisation dont ils sont l'objet les poussera à identifier un ennemi et une vision communs et deviendra un facteur de cohésion leur permettant de s'organiser politiquement.

En outre, en intégrant les minorités russes, les États baltes démontrent à la communauté internationale leur bonne volonté en regard du processus de démocratisation. La question du traitement des Russes dans la Baltique a été un objet d'inquiétudes de la part de différents organismes internationaux, tels l'OSCE, l'Union européenne et le Conseil de l'Europe. Elle a constitué un frein à l'adhésion des États baltes aux structures internationales. Depuis les indépendances, les républiques baltes ont cherché activement à intégrer les institutions européennes. Ainsi, la Lituanie et l'Estonie sont devenus membres du Conseil de l'Europe en 1993 et la Lettonie en 1995. De même, les trois républiques ont déposé leur candidature à l'Union européenne. Celles-ci ont été acceptées sous réserve de plusieurs réformes économiques, politiques et juridiques. Le respect et la protection des minorités a été une des conditions majeures de l'adhésion. Des rapports réguliers ont été émis par la commission du Conseil de l'Europe. Ces rapports font état de l'évolution des réformes afin de vérifier leur concordance avec les critères d'accession. Les rapports de 1998 et 1999³⁴⁷ montrent que des progrès considérables ont été effectués par les

³⁴⁷ <http://europa.eu.int/comm/enlargement/index.htm>

républiques baltes quant aux droits des minorités. Une des avancées significatives s'est traduite par la ratification de la « convention-cadre pour les minorités nationales » par la Lituanie et l'Estonie³⁴⁸. Néanmoins, la Lettonie n'a toujours pas signé la convention.

Des progrès substantiels ont été enregistrés dans les trois républiques concernant la citoyenneté et la langue. En Estonie, et Lettonie, en 1998, suite aux amendements de la loi de la citoyenneté, la naturalisation a été facilitée pour les russophones. Il en a résulté une augmentation du taux de naturalisation. De même, les autorités des deux États ont augmenté les permis de séjour permanents aux non-citoyens. Concernant la langue, l'Estonie et la Lettonie ont mis en œuvre certaines recommandations du Conseil de l'Europe, en favorisant notamment l'apprentissage des langues locales.

Certes, les rapports de 1998 et 1999 font état de progrès significatifs mais, en même temps, ils soulignent qu'il subsiste certains problèmes préoccupants en matière de citoyenneté, de langue et de droits en Estonie et Lettonie. Ainsi, la commission s'inquiète du décret adopté par le gouvernement estonien en août 1999 qui instaure des exigences de revenu pour les demandeurs de permis de séjour. Selon le décret, les requérants ne peuvent obtenir un titre de séjour qu'à la condition que leur revenu total des six mois précédant leur demande soit trois fois supérieur au salaire semestriel moyen d'un Estonien. Cette mesure constitue un obstacle à l'obtention d'un statut, principalement pour les résidents en situation d'illégalité³⁴⁹. En ce qui concerne la Lettonie, la commission constate que la situation en matière de citoyenneté est moins préoccupante qu'en Estonie. Elle souligne néanmoins que l'absence de diffusion d'informations sur les procédures de naturalisation limite les demandes des non-citoyens.

Selon la commission, la question la plus problématique relève des lois sur la langue. Les amendements que les gouvernements estonien et letton ont apportés à leur loi respective sont incompatibles avec les normes internationales. En Estonie, la loi rend obligatoire l'utilisation de l'estonien dans le secteur privé, ce qui porte directement atteinte aux droits et libertés garantis par l'Accord européen. De même, en Lettonie, les amendements laissent une grande marge de discrétion et limitent l'accès des russophones à la vie économique et politique. En 1999, la commission, dans son rapport, déclare que ces amendements constituent un pas en arrière et doivent être modifiés.

³⁴⁸ Les termes de la convention sont : 1) combattre les discriminations et promouvoir l'égalité entre les minorités nationales et la majorité, 2) promouvoir le développement culturel et l'identité des minorités (langues, religions, traditions), 3) assurer des libertés d'association, de pensée, d'expression et de religion aux minorités.

³⁴⁹ En Estonie, la commission estime à 30 000 le nombre de non-citoyens en situation illégale.

En outre, la commission souligne que d'autres formes de discrimination s'appliquent aux non-citoyens. En Estonie, par exemple, les non-citoyens n'ont pas le droit de siéger au conseil d'administration d'une entreprise publique et n'ont pas le droit d'appartenir à un parti politique.

En ce qui concerne la Lituanie, la commission conclut dans son rapport de 1999 que « *la Lituanie présente les caractéristiques d'une démocratie disposant d'institutions stables garantissant la primauté du droit, les droits de l'homme et le respect des minorités* ». Dans cet État, les deux principales minorités (polonaise et russe) bénéficient de droits bien établis (liberté d'association, de pensée et de religion).

Ainsi, c'est parce que l'intégration aux organisations politiques, économiques et de sécurité, particulièrement européennes, est l'un des principaux paramètres de la sécurité des États baltes que ceux-ci ont assoupli leurs politiques à l'égard de leurs minorités. Les politiques d'intégration des russophones ne résultent pas d'une volonté particulière de rendre les relations entre les acteurs sociaux plus harmonieuses. Elles sont plutôt la conséquence d'un compromis visant à accroître la sécurité des républiques baltes vis-à-vis la menace russe. C'est pourquoi les nouveaux États ont répondu aux pressions des institutions européennes. Dans ce contexte, les progrès en matière de droits des minorités demeurent fragiles et les retours en arrière sont possibles, tels les amendements à la loi de la langue en Estonie et Lettonie.

A l'avenir, la question de la diaspora russe sera certainement un élément important qui continuera à déterminer les relations entre la Russie et les États issus de l'Union soviétique et la stabilité dans la région. La taille de la communauté de la diaspora russe fait d'elle une force qui ne doit pas être sous-estimée par les leaders des NEI. Même s'il existe un danger que la question russe soit exploitée et manipulée au niveau du jeu politique, particulièrement par les nationalistes, il y a des raisons de penser et d'espérer que les trois acteurs impliqués réaliseront que sans compromis et solutions acceptables pour résoudre les tensions et conflits, les coûts économiques, politiques et sociaux peuvent être considérables pour chacun d'entre eux.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLWORTH, Edward, et al., Ethnic Russia in the USSR: The Dilemma of Dominance, New York, Pergamon Press, 1980.
- ARMSTRONG, John, « Mobilized and Proletarian Diasporas », American Political Science Review, vol. 50, no. 2, 1976, pp. 393-408.
- ARON, Raymond, Paix et guerre entre les nations, Paris, Édition Calmann-Lévy, 1962, 794p.
- _____, « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales? », Revue française de science politique, vol. 17, 1967, pp. 837-861.
- BADIE, Bertrand, et al., Le défi migratoire: Questions de relations internationales, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1994.
- _____, « Migrations et relations transnationales », Études internationales, vol. 24, no. 1, mars 1993, pp. 7-16.
- BEISSINGER, Mark R., « The Persisting Ambiguity of Empire », Post-Soviet Affairs, vol. 11, no. 2, 1995, pp. 149-184.
- BETTS R., Conflict After the Cold War, New York, Mac Millan, 1994.
- BRAILLARD, Philippe, Théorie des relations internationales, Paris, P.U.F, 1977, 459p.
- BREMMER, Ian., et al., Nations and Politics in the Soviet Successor States, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, 577p.
- BRUBAKER, Rogers, « Citizenship Struggles in Soviet Successor States », International Migration Review, vol. 26, no. 2, 1992, pp. 269-289.
- _____, « Nationhood and the National Question in the Soviet Union and Post-Soviet Eurasia: an Institutional Account », Theory and Society, vol. 23, no. 1, 1994, pp. 47-78.
- _____, « Aftermaths of Empire and the Unmixing of Peoples: Historical and Comparative Perspectives », Ethnic and Racial Studies, vol. 18, no. 2, 1995, pp. 189-218.
- BUZAN, Barry, « New Patterns of Global Security in 21 st Century », International Affairs, vol. 67, no. 3, 1991, pp. 431-451.
- BUZAN B., et al., Security: A New Framework for Analysis, Boulder, Westview Press, 1998, 239p.
- CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène, L'empire éclaté, Paris, Flammarion, 1978, 314p.
- CHALIAND, Gérard, et al., Minority Peoples in the Age of Nation-States, Delhi, Ajanta publication, 1990, 152p.
- CHINN, Jeff, Manipulating Soviet Population Ressources, New York, Holmes and Meier, 1977, 163p.
- CLEMENS, Walter C., Baltic Independence and Russian Empire, New York, ST Martin Press, 1991, 346p.
- COHEN, Robin, « Diasporas and the Nation-State: From Victims to Challengers », International Affairs, vol. 72, no. 3, 1996, pp. 507-520.
- COLARD, D., Les relations internationales de 1945 à nos jours, Paris, Masson, 1993, 401p.

DAWISKA, Karen & PAROTT, Bruce, Russia and the New States of Eurasia, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, 437p.

DUNLOP, John, « Will a Large-Scale Migration of Russians to the Russian Republic Take Place Over the Current Decade? », International Migration Review, vol. 27, no.3, 1993, pp. 605-629.

EVANS, Geoffrey, « Ethnic Schism and the Consolidation of Post-Communist Democracies », Communist and Post-Communist Studies, vol. 31, no. 1, 1998, pp. 57-74.

GEISTLINGER, M., et al., « Estonia: A New Framework for the Estonian Majority and the Russian Minority », Ethnos, no. 45, 1995, pp. 72-127.

GURR, Robert & HARRF, Barbara, Ethnic Conflict in World Politics, Boulder, Westview Press, 1994, 206p.

HOBBS, Thomas, Léviathan, Paris, Édition Sirey, 1971, 780p.

HOMMER-DIXON, T., « Environmental Changes as Causes of Acute Conflicts », International Security, vol. 16, no. 2, Fall 1991, pp. 425-441.

JACKSON, William D., « Russia After the Crisis. Imperial Temptations: Ethnics Abroad », Orbis, vol. 38, 1994, pp. 1-17.

KAISER, Robert, The Geography of Nationalism in Russia and the USSR, Princeton NJ, Princeton University Press, 1994, 471p.

KIONKA, Riina Ruth, « La politique étrangère des États baltes », Politique étrangère, vol. 59, no.1, 1994, pp. 87-98.

KOLSTO, Paul, « The New Russian Diaspora-an Identity of its Own? Possible Identity Trajectories for Russians in the Former Soviet Republic », Ethnic and Racial Studies, vol. 19, no. 3, 1996, pp. 609-639.

_____, Russians in the Former Soviet Republics, Bloomington, Indiana University Press, 1995, 340p.

KORANY, Baghat, « Les études stratégiques et le tiers monde: une évaluation critique », Revue internationale de sciences sociales, no. 110, vol. 38, 1986, pp. 583-595.

KOZLOV, Victor, The People of the Soviet Union, Bloomington, Indiana University Press, 1988.

LAPIDUS, Gail W., et al., The New Russia, Boulder, Westview Press, 1995, 280p.

LEGRO, J. and MORAVCSIK, A., « Is Anybody Still a Realist? », International Security, vol. 24, no. 2, Fall 1999, pp. 5-55.

LEWIS, Robert, et al., Nationality and Population Change in Russia and the USSR, New York, Praeger Publishers, 1976, 456p.

LIEVEN, Anatol, The Baltic Revolution: Estonia, Latvia, Lithuania and the Path to Independence, New Haven, Yale University Press, 1993, 454p.

LOROT, Pascal, Les pays baltes, « Que sais-je? », no. 2584, Paris, 2ème édition, PUF, 1991, 125p.

MACHIAVEL, Nicholas, Discours sur la première décade du Tite-Live, Paris, Flammarion, 1985, 362p.

_____, Le Prince, Paris, Gallimard, 1980.

- MALEY, William, « Does Russia Speak for Baltic Russians? », The World Today, January 1995, pp. 4-6.
- MARIE, Jean-Jacques, Les peuples déportés d'Union soviétique, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, 201p.
- MERLE, Marcel, Forces et enjeux dans les relations internationales, Paris, Économica, 1981, 416p.
- MISIUNAS, Romuald & TAAGERERA, Rein, The Baltic States: Years of Dependence, 1940-1990, Berkeley, University of California Press, Second edition, 1993, 400p.
- MORGENTHAU, Hans., Politics Among Nations, New York, Knopf, sixth edition, 1985, 688p.
- NOLUTSHUNGU S., et al., Margins of Insecurity and International Security, New York, University of Rochester Press, 1996, 302p.
- PARK, Andrus, « Russia and Estonian Security Dilemmas », Europe-Asia Studies, vol. 47, no.1, 1995, pp. 27-45.
- PORTER, Bruce & SAIVETZ, Carol, « The Once and Future Empire: Russia and the Near Abroad », The Washington Quarterly, vo. 17, no. 3, pp. 75-90.
- POSEN, Barry, « The Security Dilemma and Ethnic Conflict », Survival, vol. 35, no. 1, 1993, pp. 27-47.
- ROE, Paul, « The Intrastate Security Dilemma: Ethnic Conflict as a Tragedy? », Journal of Peace Research, vol. 36, no. 2, pp. 183-202.
- RUDENSHIOLD, Eric, « Ethnic Dimensions in Contemporary Latvian Politics: Focusing Forces for Change », Soviet Studies, vol. 44, no. 4, 1992, pp. 609-639.
- RUPESINGHE, Kumar, et al., Ethnicity and Power in the Contemporary World, New York, UN University Press, 1996, 298p.
- SAID, Abdul & SIMMONS, Luiz, Ethnicity in an International Context, New Jersey, Transaction Books, 1976, 241p.
- SCHWELLER, Randall, Deadly Imbalances: Tripolarity and Hitler's Strategy of World Conquest, New York, Colombia University Press, 1998.
- SHEFFER, Gabriel, et al., Modern Diasporas in International Politics, London, Croom Helm, 1986.
- _____, « Ethno-National Diasporas and Security », Survival, vol. 36, no. 1, spring 1994, pp. 60-79.
- SMITH, G., & WILSON, A., « Rethinking Russia's Post-Soviet Diaspora: The Postential for Political Mobilisation in Eastern Ukraine and North-east Estonia », Europe-Asia Studies, vol.49, no.5, 1997, pp. 845-864.
- SMITH, Graham, et al., The Nationalities Question in the Post-Soviet States, London, Longman, 1994.
- SNYDER, Jack, Myth of Empire: Domestic Politics and International Ambition, New York, Cornwell University Press, 1991, 330p.
- SZPORLUK, Roman, et al., National Identity and Ethnicity in Russia and the New States of Eurasia, New York, M.E Sharpes, 1994, 328p.
- TRAPANS, Jan Arvedes, et al., Toward Independence: The Baltic Popular Movements, San Francisco, Westview Press, RFE/RL, 1991, 166p.
- VAN EVERA, Stephen, Causes of Wars: Power and Roots of Conflicts, New York, Cornwell University Press, 1999.

WALTZ, Kenneth, Theory of International Politics, Addison Wesley, Reading Mass, 1979, 251p.

WILLIAMS, P., « Transnational Criminal Organisations and International Security », Survival, vol. 36, no. 1, 1994, pp. 96-113.

WILLIAMS, Robin, « The Sociology of Ethnic Conflicts: Comparative International Perspectives », Annual Review of Sociology, vol. 20, 1994, pp. 49-79.

ZAJONCKOVSKAJA, ZANA, « Les migrations dans la Russie post-soviétique », Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 4, décembre, 1995, pp. 81-99.

ZEVELEV, Igor, « Russia and the Russian Diasporas », Post-Soviet Affairs, vol. 12, no. 3, 1996, pp. 265-284.

Tableau I**Evolution de la composition ethnique par république (en pourcentage)**

	Année	Nationalité titulaire	Russes	Autres
Lituanie	1959	79.3%	8.5%	12.2%
	1970	80.1%	8.6%	11.3%
	1979	80.0%	8.9%	11.1%
Lettonie	1959	62.0%	26.6%	11.4%
	1970	56.8%	29.8%	13.4%
	1979	53.7%	32.8%	13.5%
Estonie	1959	74.6%	20.1%	5.3%
	1970	68.2%	24.7%	7.1%
	1979	64.7%	27.9%	7.4%

Source: KOZLOV, V., The Peoples of the Soviet Union, Bloomington, Indiana University Press, 1988, pp. 79-80.

Tableau II**Nationalités titulaires et groupes ethniques selon le recensement de 1989
(en millier)**

	Nationalité titulaire	Russes	Autres groupes ethniques
Estonie	963 000	475 000	135 000
Lettonie	1 388 000	906 000	386 000
Lituanie	2 929 000	345 000	416 000

Source: SZPORLUK, R. et al., National Identity and Ethnicity in Russia and the New States of Eurasia, New York, M.E. Sharpe, 1994, pp. 156-157.

Tableau III**Nationalités titulaires et groupes ethniques selon le recensement de 1989
(en pourcentage)**

	Nationalité titulaire	Russes	Autres groupes ethniques
Estonie	61.2%	30.2%	8.6%
Lettonie	52.0%	34.0%	14.0%
Lituanie	79.3%	9.4%	11.3%

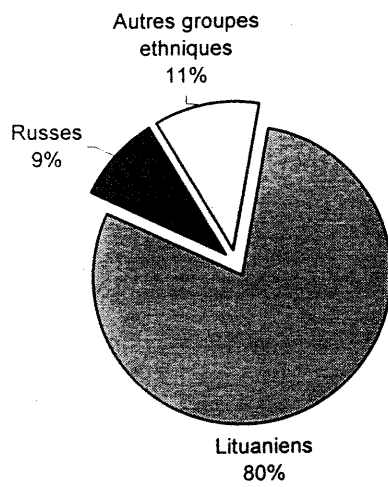
Source: SZPORLUK, R. et al., National Identity and Ethnicity in Russia and the New States of Eurasia, New York, M.E. Sharpe, 1994, pp. 156-157.

Tableau IV**Composition de la population urbaine par république, 1959-1989
(en pourcentage)**

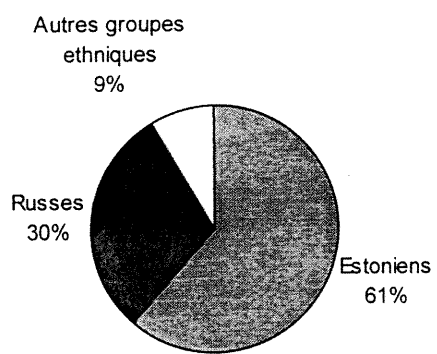
République	Nationalité titulaire			Russes		
	1959	1970	1979	1959	1970	1979
Lituanie	69.0%	73.0%	76.0%	17.0%	14.0%	13.0%
Lettonie	52.0%	47.0%	45.0%	34.0%	38.0%	40.0%
Estonie	62.0%	57.0%	55.0%	31.0%	34.0%	36.0%

Source: KAISER, R., The Geography of Nationalism in Russia and the USSR, New Jersey, Princeton University Press, 1994, p. 220.

Graphique 1: Poids des minorités par rapport à la population de la Lituanie en 1989



Graphique 2: Poids des minorités par rapport à la population de l'Estonie en 1989



Graphique 3: Poids des minorités par rapport à la population de la Lettonie en 1989

